

LES GRANDES CONCESSIONS

AU CONGO FRANÇAIS

Présentée et soutenue le 5 Mars 1920, à 1 h. 3/4

JACQUES MASSIOU

Président : M. LESEUR

Suffragants : { MM. PERREAU
HITIER } *Professeurs*

LIBRAIRIE MODERNE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ERNEST SAGOT & Cie

19, RUE CUJAS ET RUE VICTOR-COUSIN, 10

1920

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LES GRANDES CONCESSIONS

AU CONGO FRANÇAIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 5 Mars 1920, à 1 h. 3/4

PAR

JACQUES MASSIOU

Lieutenant de Réserve d'Infanterie Coloniale



Président : M. LESEUR

Suffragants : { MM. PERREAU
HITIER } *Professeurs*

PARIS

LIBRAIRIE MODERNE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ERNEST SAGOT & Cie

19, RUE CUJAS ET RUE VICTOR-COUSIN, 40

1920

AVANT-PROPOS

En 1914, au moment de la déclaration de guerre, le travail que je présente aujourd'hui était presque achevé; rappelé dès le 2 août dans l'infanterie coloniale, une campagne très active et une démobilisation tardive ont fait que je n'ai pu le reprendre que cinq ans plus tard.

L'étude suivante a donc surtout un intérêt rétrospectif; elle n'en met pas moins en relief, je le crois, l'influence heureuse qu'ont eu certaines sociétés concessionnaires sur le développement économique de notre colonie de l'Afrique équatoriale, développement économique qu'il est de notre intérêt et de notre devoir, aux heures difficiles que nous vivons, de développer par tous les moyens.

LES GRANDES CONCESSIONS

AU CONGO FRANÇAIS

INTRODUCTION

Le régime concessionnaire généralisé au Congo français en 1899, a déjà fait l'objet de maintes études; malheureusement, il en est peu qui soient impartiales: la plupart de leurs auteurs, partisans ou adversaires du régime, ont, dans la discussion suscitée autour de son opportunité elle-même, déployé une ardeur souvent excessive, faisant plutôt œuvre de polémistes que d'économistes envisageant la situation dans sa réalité et dans les faits. Les Sociétés concessionnaires constituées, il fallait les soutenir: mais les pouvoirs publics, gagnés eux aussi à leurs adversaires les abandonnèrent à leur fortune bonne ou mauvaise; d'immenses territoires ne furent l'objet d'aucune occupation effective: ceci, des documents officiels le reconnaissent, attestant ainsi de

graves symptômes d'insouciance ou d'incapacité (1). D'autre part, aux termes de l'art. 13 des instructions ministérielles du 24 mai 1899, « la concession n'a reçu aucune délégation de souveraineté; d'une manière générale, ses agents devront éviter toute ingérence administrative et politique ». Donc, la métropole et le gouvernement local négligeant de faire acte de souveraineté et n'occupant pas les territoires soumis à notre domination, les Sociétés concessionnaires ne le pouvant pas elles-mêmes, il arriva que d'autres, nos voisins du Cameroun, les Allemands, le firent, causant aux intérêts des compagnies françaises un préjudice « indéniable ».

Pendant ce temps, en Angleterre, s'organisait une campagne vigoureuse contre le régime concessionnaire. Adroitement menée par M. Morel, secrétaire de la section africaine à la Chambre de commerce de Liverpool, cette campagne de presse et de réunions publiques trouva en France un écho retentissant sous la plume de plusieurs publicistes, au Parlement et dans deux ligues de protection des indi-

(1) 1908. Rapport à la Chambre des Députés, à propos du projet de loi autorisant le Gouvernement général à contracter un emprunt de 19 millions. Au Congo proprement dit, 25 0/0 du territoire était occupé effectivement; 15 0/0 subissait l'influence administrative; le surplus, 58 0/0, nous ignoraient totalement. Au Gabon, 64 0/0 du territoire n'avait fait l'objet d'aucune occupation.

gènes, l'une française (1906), l'autre internationale (1908).

Si l'on ajoute à ces difficultés celles qu'ont rencontrées les agents des sociétés aux premiers jours de la mise en œuvre, celles suscitées par la crise américaine de 1907, il semble que le système aurait dû périr à peine né. Sans doute, beaucoup de sociétés ont disparu dans la tourmente, mais à côté, d'autres n'ont eu une situation embarrassée que momentanément; d'autres enfin sont dans un état de prospérité indiscutable, affirmant ainsi la vitalité du régime appliqué. C'est le meilleur démenti qu'elles aient apporté à leurs détracteurs : sans elles, notre Congo serait encore dans le marasme économique qui y régnait avant l'instauration du régime; sans elles il aurait continué à être la proie de commerçants étrangers qui y rafflaient peu scrupuleusement ses richesses; à elles il leur doit son essor économique et commercial; à elles aussi, il leur doit d'être une colonie vraiment française.

Pour ces seules raisons il semble que nous pouvons d'ores et déjà affirmer que le régime concessionnaire était dans notre Congo non seulement nécessaire, mais encore légitime; l'ensemble de la présente étude nous le confirmera.

CHAPITRE PREMIER

**Le Congo français avant l'instauration
du Régime concessionnaire**

PARAGRAPHE PREMIER

Aperçu géographique et économique. — Inaptitude des populations indigènes à l'exploitation de ses richesses.

Le Congo, officiellement dénommé depuis un décret du 15 janvier 1910, Afrique équatoriale française, affecte la forme d'un 8 sur l'Equateur : il occupe une partie du grand plateau de l'Afrique centrale ; il est arrosé par l'Ogoûé et le Kouilou, tributaires directs de l'Atlantique, par la Léfini, l'Alima, la Mossaka, la Sanga, affluents du Congo, qui, avec un autre de ses affluents l'Oubangui, sépare notre colonie de l'Etat indépendant du Congo jusque près de Manyanga.

Les pluies abondantes qui y tombent pendant la majeure partie de l'année y favorisent l'épanouissement de l'immense forêt équatoriale où se montrent

des espèces végétales extrêmement variées. En plus des bois d'œuvre tels que l'ébène, l'acajou, le palisandre, cette forêt fournit les amandes du palmier à huile, la noix de kola, le vernis copal, le bananier et, enfin, le caoutchouc que distillent les plantes les plus diverses; dans les clairières cultivées par l'homme peuvent se recueillir, au prix de soins éclairés, le cacaoyer, le vanillier, le caféier et le manioc.

Toutes ces richesses se rencontrent surtout au Congo proprement dit et au Gabon; la zone correspondante au territoire du Tchad, couverte par la brousse, paraît moins favorisée; cependant on y trouve encore une source importante de caoutchouc, dans une plante vivace; herbacée, de la famille des Apocynées, genre *Landolphia*, appartenant à deux espèces, le *Landolphia Tholloni* et le *Landolphia Humilis*; le caoutchouc extrait de ces plantes est communément dénommé « caoutchouc d'herbes », ce qui, d'ailleurs, est impropre, le produit étant extrait des racines; d'une qualité légèrement inférieure, il n'en constitue pas moins une richesse précieuse pour la colonie.

A côté des richesses végétales se trouve l'ivoire accumulé en stocks par les indigènes (ivoire mort). Malheureusement ces stocks s'épuisent et l'éléphant devenant de plus en plus rare par suite de la chasse incessante qu'on lui livre, l'ivoire vert disparaîtra aussi.

Quant aux ressources minières, elles sont encore incomplètement connues; cependant le minerai de cuivre est abondant dans la région du Haut-Niari.

Malheureusement, si les richesses naturelles y sont réellement abondantes, les bras manquent pour les exploiter; sur une étendue équivalente au triple de la France vivent une dizaine de millions d'habitants. Or, les nègres du Congo appartiennent aux races les plus primitives qu'il y ait au monde. M. Félicien Challaye, dans un de ses réquisitoires contre les sociétés concessionnaires, s'exprime ainsi à leur sujet : « Les nègres de la forêt équatoriale, vivant en groupes peu nombreux au sein d'une nature exubérante et féconde, trouvent autour d'eux, sans peine, les aliments dont ils ont besoin pour ne pas mourir de faim : fruits, racines, produits de chasse et de pêche. La douceur du climat leur permet de vivre à peu près sans vêtements et de n'avoir pour habitation que des cases extrêmement simples. Satisfaisant sans grands efforts le peu de besoins qu'ils ont, ils sont rarement sollicités au travail et d'ailleurs la lourde chaleur les incline à la paresse (1). » Donc, le noir congolais, « calme et fataliste, qui se satisfait de l'heure qui passe sans rien demander au futur », « reste toute sa vie un enfant (2) ».

(1), (2) Félicien Challaye : « Le Congo français » (*Cahiers de la Quinzaine*, 15 février 1906).

Dans presque toutes les peuplades, vingt-cinq environ, règnent la polygamie, l'esclavage et l'anthropophagie; cependant il en est qui sont supérieures tant au point de vue de leur civilisation qu'à celui de leur perfectibilité : sur le littoral, Loangos et Mayembès, malheureusement décimés par le portage, fournissent une assez bonne main-d'œuvre. Dans le Bas-Congo on trouve les Batékès, industriels et commerçants; les populations de l'Oubangui-Chari, depuis longtemps en contact avec les Musulmans, ont une mentalité supérieure, ils ne pratiquent pas notamment l'anthropophagie et aime le commerce et l'agriculture. Malgré ces exceptions, on peut dire que le nègre du Congo est plus près de la vie animale que de la vie civilisée.

Par conséquent la population indigène est absolument inapte à l'exploitation des richesses de son pays; elle ne remplit pas les conditions nécessaires pour qu'une colonie ait une main-d'œuvre suffisante, ainsi définies par M. Bernard dans son rapport présenté au Congrès colonial international de 1900 : « Deux conditions principales doivent être remplies. Il faut d'abord que la population soit assez nombreuse, il faut ensuite qu'elle soit susceptible de fournir un travail convenable ou consente à fournir ce travail. »

Est-ce à dire que les Européens émigrant en grand nombre au Congo pourront fournir une main-d'œu-

vre suffisante? Des familles françaises s'y établissant pourraient-elles tirer parti des richesses naturelles par une exploitation judicieuse? Non, l'Européen ne peut pas s'y installer à demeure pour s'y livrer à un travail pénible; il serait vite la proie de ces terribles maladies, paludisme, fièvre jaune, que propagent les moustiques, sans compter la mystérieuse maladie du sommeil. Pourtant l'utilité d'établissements agricoles et industriels au Congo est indiscutable pour « l'exploitation de certaines richesses qui ne se rencontrent que dans des régions tropicales et qui y constituent un monopole naturel (1) ».

Ce sont là des difficultés réelles, difficultés qu'ont essayé de résoudre les promoteurs du régime concessionnaire. Y ont-ils réussi? Nous pensons que oui, surtout si nous le comparons aux modes d'exploitations qui l'avaient précédé.

PARAGRAPHE II

Le commerce libre au Congo avant le régime concessionnaire.

Dans les régions où certaines richesses sont « un monopole naturel », il faut, semble-t-il, que la puissance publique ne se désintéresse pas complètement

(1) M. Leseur : Cours professé à la Faculté de Droit de Paris, année 1911-1912.

de l'exploitation de ces richesses; il faut au contraire qu'elle intervienne auprès des exploitants pour que ceux-ci, ne suivant pas leur propre intérêt, ne se livrent pas à une exploitation désordonnée et provoquent ainsi, dans un temps plus ou moins éloigné, la ruine certaine du cercle où ils opèrent. Or, ce système de la « rafle » a été appliquée autrefois au Congo; des commerçants, pour la plupart étrangers, y drainaient le caoutchouc que leur apportaient les indigènes qui, trop inconscients pour songer à l'avenir, coupaient des arbres ou des lianes au lieu de les saigner; de sorte qu'à un moment donné, ce mode d'exploitation ne rendant plus, et pour cause, les commerçants se déplaçaient pour soumettre une région voisine au même régime épuisant.

Depuis longtemps déjà, notre Congo était la proie de ces commerçants « peu scrupuleux, cyniques ou inconscients (2) ». En 1878, M. Levasseur écrivait : « Le commerce y est (au Gabon) entre les mains des noirs de la côte qui font l'office de courtiers et qu'on désigne sous le nom de Jacks-Jacks. En général, les navires européens déposent sur la plage leur pacotille (tissus de coton, fusils, poudres, eau-de-vie, tabac, verroteries, poteries, quelques confections communes etc.) et les confient à ces courtiers qui vont

(2) Lefébure, Thèse de doctorat, Paris, 1904, p. 41.

la vendre à grand bénéfice dans les villages de l'intérieur; en échange ils apportent quelque temps après, une très bonne huile de palme, de l'ivoire, du bois d'ébène ou de santal, du caoutchouc, de la gomme copal, un peu de café grossièrement préparé. Ce commerce, qui peut être évalué à 4 millions et qui est entièrement libre, est pratiqué beaucoup plus par les Anglais et les Allemands que par les Français. »

Puis s'enhardissant, ces Anglais, ces Allemands et quelques Hollandais établirent des factoreries dans la région côtière, au Gabon, pays d'un accès vaste et facile, délaissant complètement les régions de l'intérieur. Là, recourant toujours au procédé de la traite, ils se procuraient les produits naturels du pays sans se soucier de l'avenir et gaspillaient les richesses de la colonie. Un jugement du tribunal de Libreville, en date du 11 janvier 1902, constate que « les lianes à caoutchouc ont disparu près de la côte et au voisinage des grandes rivières »; de plus, c'étaient les pays de ces commerçants pour la plupart étrangers qui tiraient tous les bénéfices de ce petit mouvement commercial qu'ils alimentaient eux-mêmes. Ainsi les deux tiers des marchandises importées venaient de l'étranger et quatre cinquièmes des marchandises exportées étaient dirigées vers des ports étrangers. Ce mouvement commercial était d'ailleurs stationnaire, le même en 1898 qu'en 1894,

Donc, nos rivaux économiques profitaient, presque exclusivement, des dépenses françaises. Le budget de la colonie ne suffisant pas à ses besoins, la métropole devait lui venir en aide. Naturellement, il y eut des protestations au Parlement; les rapporteurs du budget s'en mêlèrent et on commença d'agiter la question de l'exploitation méthodique des richesses naturelles du Congo français.

CHAPITRE II

**L'Instauration du Régime concessionnaire
au Congo français en 1899**

PARAGRAPHE PREMIER

*Mouvement d'opinion en faveur du Régime.
Ses précédents.*

Il fallait à tout prix tirer le Congo de sa torpeur économique; pour cela, de grands sacrifices étaient nécessaires; or, le Parlement voulait bien faire quelque chose pour notre colonie, mais il ne voulait ouvrir aucun crédit en sa faveur; aussi, malgré son hostilité au principe concessionnaire, dût-il l'accepter devant les considérations suivantes : de grandes concessions régionales pouvaient, avec des capitaux importants, faire pour l'avenir économique de la colonie ce que ne voulait pas faire la métropole et ce que ne pouvait pas faire la colonie elle-même.

Voilà comment on fut amené à recourir au système des grandes concessions régionales; on écarte le mode suranné des compagnies souveraines qui florissait au dix-huitième siècle pour aboutir au régime déjà pratiqué par le Portugal, l'Allemagne et l'Etat indépendant du Congo.

D'ailleurs, nous n'allions pas nous jeter dans l'inconnu : Dès 1899, sur l'initiative de M. Etienne, alors sous-secrétaire d'Etat, deux concessions régionales avaient été consenties au Sénégal : l'une sur le territoire occupant la rive gauche de la Casamance, l'autre sur les îles Tristao. Quelques années après, M. Delcassé concède lui aussi trois nouveaux territoires, l'un en 1893 dans la Côte-d'Ivoire, les deux autres, la même année, dans notre Congo.

Bien des fautes, bien des imprudences avaient été commises lors de la création de ces concessions; une expérience déjà mûrie du régime allait nous permettre de les éviter en étendant à toute notre colonie du Congo la solution proposée dès 1891 par M. de Brazza, dans un de ses rapports au département des colonies. En 1897, les capitaux commencèrent à s'offrir, très importants; quelques temps après, un événement venait accentuer le mouvement favorable aux concessions : En 1898, l'Etat indépendant du Congo inaugurait, en grande solennité, la ligne de

chemin de fer de Matadi à Stanley-Pool; l'attention publique fut attirée par son prodigieux essor commercial que l'on attribua aux mérites du régime concessionnaire. Un publiciste français, Pierre Mille, qui, quelques années plus tard, devait apporter l'appui de sa plume à la campagne contre nos concessions congolaises, faisait l'éloge de l'activité des Sociétés de l'Etat indépendant et préconisait l'emploi du régime au Congo français.

Tout cela provoqua un tel afflux de demandes de concessions au Ministère des Colonies que l'on y constitua un rouage nouveau : la Commission des concessions coloniales; sa création résulte d'un décret du 16 juillet 1898: elle témoigne de l'intention très arrêtée du Gouvernement de recourir au régime des grandes concessions pour la mise en valeur du Congo français. De plus, c'était une précaution heureuse; l'examen des demandes de concessions était une chose très délicate, qu'on ne pouvait confier qu'à des hommes circonspects et spécialisés dans la question; enfin c'est cette Commission qui devait arrêter les termes des actes de concession.

Après la création de cette Commission, le Gouvernement prit, le 28 mars 1899, un ensemble de décrets organisant, au Congo français, le régime forestier, le régime de la propriété foncière et le régime

des terres domaniales; ce dernier document était la base sur laquelle devait reposer tout le système (1).

Il est intéressant de remarquer, dès à présent, que le milieu dans lequel allait s'introduire ce régime concessionnaire était soumis à certaines obligations d'ordre international résultant de l'acte de Berlin du 26 février 1885, et de l'acte de Bruxelles du 2 juillet 1890.

En 1885, les représentants des puissances réunis à Berlin voulant, selon l'expression de Bismarck, « faciliter à toutes les nations commerciales l'entrée de l'intérieur de l'Afrique » signèrent dans cet esprit l'acte de Berlin établissant un régime spécial dans le bassin du Congo.

(1) Article premier. — Les terres vacantes et sans maître au Congo français font partie du domaine de l'Etat.

Art. 4. — Les terres domaniales peuvent être aliénées...

3° A titre gratuit au profit de l'exploitant d'une concession de jouissance temporaire, en ce qui concerne les parcelles qu'il aura mises en valeur dans les conditions spécifiées par les actes de concession.

Art. 5. — La concession de jouissance temporaire d'une terre domaniale est donnée...

2° Lorsque la superficie dépasse 10.000 hectares, par un décret avec cahier des charges, sur le rapport du Ministre des Colonies, après avis de la Commission des concessions coloniales,

D'après l'article 1^{er} de cet acte le commerce de toutes les nations jouira d'une entière liberté :

1° Dans tous les territoires constituant le bassin du Congo et de ses affluents;

2° Dans la zone maritime s'étendant sur l'océan Atlantique, depuis le parallèle situé par 2°30' de latitude sud jusqu'à l'embouchure de la Logé.

Donc, la presque totalité de notre Congo étant comprise dans le bassin conventionnel du Congo ou de ses affluents est soumise aux obligations édictées par l'acte de Berlin. Le bassin de l'Ogooué y échappe, mais celui du Kouilou-Chari y est rattaché.

L'article 2 y prescrit l'égalité des pavillons.

Article 3. — Les marchandises n'acquitteront que les taxes qui pourraient être perçues comme une équitable compensation des dépenses utiles pour le commerce.

Article 4. — Les marchandises importées dans ce territoire resteront affranchies des droits d'entrée et de transit.

Article 5. — Toute puissance qui exerce ou exercera des droits de souveraineté dans les territoires

susvisés ne pourra y concéder ni monopole, ni privilège en matière commerciale.

En 1890, une nouvelle conférence internationale réunie à Bruxelles aboutit à l'acte de Bruxelles signé le 2 juillet. Ce nouveau document tend à la suppression de la traite et à l'amélioration des conditions d'existence matérielles et morales des indigènes. Les ressources nécessaires à la réalisation de ce vœu seront formées par un tarif établi sur les marchandises importées par les puissances ayant des possessions ou des protectorats dans le bassin conventionnel. Ce tarif ne pourra excéder 10 0/0 de la valeur au port d'importation, sauf pour les spiritueux ; enfin, c'est un tarif international, s'appliquant aux nationaux comme aux étrangers.

PARAGRAPHE II

Les Sociétés concessionnaires existant au Congo français avant les décrets du 28 mars 1889 : Compagnie propriétaire du Kouilou-Niari et Société du Haut-Ogooué.

La concession des territoires situés dans les bassins du Kouilou et du Niari résulte d'une convention passée en 1893 avec une personnalité coloniale, M. Lechâtellier ; le Gouvernement local, se préoccu-

pant de l'outillage économique de la colonie et connaissant parfaitement l'indifférence de la métropole à ce sujet, eut recours à M. Lechâtellier.

On sait que, si le Congo constitue une superbe voie navigable de la mer à Matadi, et en amont de Stanley-Pool, il est absolument innavigable entre ces deux endroits et les chutes de la Yellala. Or; on voulait suppléer à cette innavigabilité par une voie de communication reliant Brazzaville à la côte; depuis 1889 que la question était posée, plusieurs solutions avaient été apportées; mais le choix était difficile et ne pouvait résulter que d'études sérieuses. M. Lechâtellier proposa de constituer une société d'études ce qui fut accepté en 1893 par la colonie; en récompense des résultats de l'étude remise par la société au Gouvernement local, celui-ci lui allouerait des portions des terres domaniales comprises dans certaines régions spécifiées, produits du sous-sol exceptés.

Cette société anonyme, « Société d'études et d'exploitation du Congo français », fut constituée au capital de 600.000 francs. A peine avait-elle commencé ses travaux que paraissait un avenant assimilant aux études auxquelles elle devait se livrer les études géologiques, botaniques et zoologiques; de plus cet avenant l'autorisait à se livrer à toutes les exploitations commerciales.

Non seulement la Société se livra scrupuleusement

aux études prescrites, mais encore elle fit ouvrir, entre Kakamoeka et Kitabi, une route longue de 40 kilomètres destinée à contourner les rapides du Kouilou. En récompense de ses travaux, la Société reçut des petites concessions comprises, en tout ou en partie, dans le bassin du Kouilou-Niari et aussi des concessions ayant le caractère régional.

Malheureusement, on adjoignit à ces concessions une autre concession s'écartant par sa nature des précédentes et se rapprochant de celles qui résulteraient, quelque temps plus tard, des décrets de 1899 (1). Cette concession de plus de deux millions d'hectares s'étend sur le bassin du Fernan-Vaz et de ses affluents. C'est une concession de jouissance, avec, au bout de trente ans, pour les terres mises en valeur, attribution de propriété, pour toutes les richesses contenues dans son territoire : terres, forêts et mines; ce sont là des avantages considérables qu'on eut le tort de ne pas contre-balancer par des charges imposées à la Société, celle-ci n'étant, en effet, assujettie à aucune redevance.

Aussi, cette concession fut violemment attaquée dès sa constitution; elle disparut à la suite d'une convention en date du 5 juin 1897 par laquelle la société rétrocédait à la colonie la route construite

(1) Décret du 30 juillet 1894.

entre Kakamoeka et Kitabi, et renonçait à la convention du Fernand-Vaz et aux autres petites concessions. Elle obtenait en échange une concession d'une très grande importance territoriale et d'un seul tenant, avantage que ne possédait pas la société antérieure.

C'était 3 millions d'hectares situés en moyenne partie sur les deux rives du Kouilou-Niari concédés en pleine propriété; seulement, cette propriété ne s'étendait pas comme dans l'ancienne concession du Fernand-Vaz aux produits du sous-sol.

Cette nouvelle concession fut attaquée aussi violemment que l'avait été celle du Fernan-Vaz : par une négligence impardonnable, il n'est parlé ni des devoirs du concessionnaire vis-à-vis des indigènes, ni des restrictions résultant de l'acte de Berlin; on n'exige d'elle aucune redevance pécuniaire; on se contente simplement d'apporter quelques entraves légitimes à son droit de propriété.

A l'heure actuelle, la Compagnie propriétaire du Kouilou-Niari, qui a remplacé en 1899 la Société commerciale et industrielle du Congo français, est dans une situation difficile. Elle a été très éprouvée par la baisse du caoutchouc qui a suivi la crise américaine de 1907; sa situation financière est mauvaise; cela vient de ce que ses territoires sont contigus à la route des caravanes traversés par des cours d'eaux

navigables; les commerçants libres en profitent pour lui faire une concurrence victorieuse.

Devant cet état de choses, la Compagnie avait résolu de céder son droit de propriété; elle avait trouvé acquéreur dans un syndicat anglais et américain; ce projet de cession ne s'est pas réalisé: si la vente avait été conclue elle aurait eu pour résultat de faire passer 3 millions d'hectares de terre française entre des mains étrangères.

La concession du Haut-Ogooué résulte d'une convention passée le 30 octobre 1893 entre M. Delcassé, alors sous-secrétaire d'Etat aux Colonies, et un commerçant ayant des établissements au Gabon depuis 1865, M. Daumas. Ce sont des considérations politiques qui ont présidé à sa constitution: la délimitation du Congo et du Cameroun n'était pas définitivement arrêtée; d'un autre côté, notre prise de possession au Congo n'était que très imparfaitement réalisée à ce point que la région située au nord du fleuve n'avait fait l'objet d'aucune exploration; aussi craignait-on que les maisons étrangères installées au Gabon, notamment la Maison Woermans de Hambourg, ne fassent de la pénétration.

Pour parer à ces difficultés, M. Daumas s'engageait à constituer une Société anonyme au capital minimum de 2 millions; en raison des considérations politiques indiquées plus haut, tous les membres du conseil d'administratoïn devaient être être de natio-

nalité française; la concession était de jouissance temporaire, d'une durée de 30 ans; elle portait sur un territoire de 11 millions d'hectares dans le bassin supérieur de l'Ogooué.

Le privilège d'exploitation est très large et porte sur toutes les richesses du sol et du sous-sol; il s'étend aussi à l'exploitation commerciale : seule la société peut faire le commerce sur son territoire. (N'oublions pas que la concession du Haut-Ogooué se trouve en dehors du bassin conventionnel du Congo.)

La concession est seulement de jouissance, mais avec attribution éventuelle de propriété; au bout de 30 ans, les terres mises en valeur deviennent *ipso facto* sa propriété : c'est une sage précaution constituant un excitant efficace à l'activité du concessionnaire. Certes, ce sont là des avantages considérables, mais on fit cette fois-ci preuve de plus de circonspection que pour la Compagnie du Kouilou-Niari et les charges imposées équilibrent assez rationnellement les avantages énumérés ci-dessus.

D'abord la colonie peut reprendre, sous certaines conditions, les terrains dont elle peut avoir besoin; puis une disposition spéciale régleme l'exploitation sur les rives des cours d'eaux : on a voulu éviter que devenant propriété de la Société elles constituent ainsi un obstacle à la pénétration à l'intérieur; aussi ne pourront-elles être exploitées que

sur un développement n'excédant pas 10 kilomètres. Ce sont là déjà des restrictions assez importantes.

Cependant, la Société n'est astreinte à aucune redevance pécuniaire et le budget local ne doit, en aucune façon, participer à ses bénéfices. On serait tenté de croire à une lacune inexcusable, si l'on oubliait le but de pénétration confié à la Société; elle a certains droits souverains : pouvant jouir de toutes les installations officielles établies dans le bassin de l'Ogooué elle est néanmoins astreinte à l'établissement d'un nombre minimum de postes; elle doit aussi entretenir les forces de police nécessaires à la sécurité de la région. Toutes ces obligations l'entraînent à des dépenses que devrait effectuer le budget local : ainsi s'explique le silence gardé sur les redevances pécuniaires.

Pour ce qui est des indigènes, leurs droits fonciers ont été sauvegardés : les terrains cultivés et même seulement occupés par eux doivent être respectés par la Société, de même les alentours des villages sur un rayon de 4 kilomètres : il y a là une véritable constitution de réserves indigènes, non seulement en raison de la population existante, mais aussi de son accroissement éventuel. Malheureusement, le monopole d'exploitation commerciale attribué à la Société viole la liberté des anciens habitants du pays : ce monopole, entendu strictement, porte sur les réserves indigènes; donc les indigènes ne pour-

ront pas trafiquer à leur guise des produits qu'ils récolteront, la Société concessionnaire étant leur intermédiaire nécessaire.

Dès 1894 « la Société commerciale et industrielle du Haut-Ogoûé » était créée au capital de 2 millions. A ce moment commençait la campagne contre les « concessions Delcassé ». La société du Haut-Ogoûé ne fut pas épargnée. On lui fit d'abord un grief de l'insuffisance prétendue des charges : l'œuvre de pénétration équivalait bien, disait-on, à la redevance fixe, mais le budget local ne participe pas aux bénéfices annuels de la Société. On lui reprochait aussi de n'être pas soumise à l'obligation de replantation d'arbres à caoutchouc : elle allait se livrer à une exploitation désordonnée et compromettre ainsi l'avenir économique de la région qui lui était confiée.

Mais ce qui fit surtout l'objet de critiques très sévères, ce fut la délégation de certains droits souverains qui lui avait été faite. Malgré les avantages du procédé il était imprudent d'en user car c'était choquer ouvertement notre conception moderne de la souveraineté. Faire de la Société du Haut-Ogoûé une Compagnie à charte comme la qualifiait elle-même l'administration locale c'était revenir un siècle en arrière. Le Gouvernement comprit la faute et promit au Parlement, les 28 février, 1-2 mars 1895, la revision des actes de concession ; cette revision

amena la découverte d'un moyen pouvant provoquer la déchéance de la Société. En effet, le capital social devait être de 2 millions en espèces. Or 2.000 actions de 500 francs avaient été remises à la liquidation de la succession de M. Daumas, décédé, pour représenter ses apports en nature. M. Chautemps, estimant que les conventions n'avaient pas été respectées, prononça, dans son arrêté du 4 septembre 1896, la déchéance de la concession.

La Société s'étant pourvue devant le Conseil d'Etat celui-ci annula l'arrêté de déchéance pour faute de procédure reconnaissant même à la Société concessionnaire le droit à des dommages-intérêts pour le préjudice causé. Mais devant l'attitude toujours hostile du Parlement la Société renonça à ses dommages-intérêts; un accord intervint, le 8 juin 1897, entre elle et M. Lebon, alors ministre des Colonies, accord approuvé par un décret du 31 juillet 1897 et modifiant ainsi qu'il suit les attributions et les droits de l'ancienne Société : la colonie reprend le droit de police sur les territoires concédés, à charge pour la Société d'assurer le ravitaillement des postes de l'administration; de plus, la Société s'engage à l'exécution de certains travaux d'utilité publique, tels qu'aménagements de route, travaux d'amélioration à la navigabilité de l'Ogoûé. La Société a un délai de 15 ans pour l'exécution de ces travaux et doit y consacrer une somme minima de 1.500.000 francs; elle

peut d'ailleurs, pendant les 15 ans, répartir le travail comme il lui convient, à condition d'y employer annuellement au moins 100.000 francs. Ces charges qui paraissent très lourdes au premier abord sont compensées de la façon suivante :

1° On exonère la Société de 50 0/0 des droits de douane; les sommes provenant de cette remise doivent être consacrées aux travaux publics;

2° Pendant deux ans après l'approbation ministérielle donnée aux travaux publics la Société peut choisir en pleine propriété dans la concession un territoire de 300 à 400.000 hectares.

3° Des terres lui sont accordées en pleine propriété proportionnellement aux kilomètres de routes créées à l'amélioration de la navigabilité de l'Ogoûé;

4° Sur les routes créées par elle, la Société peut percevoir un droit de péage sur les marchandises qui ne sont destinées ni à ses agents, ni à l'Etat, ni à la colonie. Elle pourra percevoir ce droit de péage pendant 30 ans après la création de la route.

Depuis l'avenant de 1897, la Société a toujours été prospère; son capital social de 2 millions au début était porté en 1895 à 3 millions, à 4 millions en 1900.

Aux détracteurs systématiques du régime concessionnaire, on peut opposer l'exemple de la Société du Haut-Ogooué. Elle n'a jamais abusé des avantages qu'elle possède sur les Sociétés créées à la suite des décrets du 28 mars 1899 ; sans doute elle a fait porter son exploitation de début sur l'ivoire et le caoutchouc, mais c'était une nécessité imposée par les circonstances; dès qu'elle l'a pu, elle s'est appliquée aux entreprises agricoles : une plantation de cacao commence à lui donner des résultats très satisfaisants; elle a procédé aussi à des replantations de caoutchouc, d'une façon moins heureuse toutefois. Elle a trouvé une main-d'œuvre assez facile chez les Pahouins qui ne répugnent pas trop naturellement au travail et qu'elle a su s'attacher par la bienveillance et l'habileté de ses procédés : elle aide l'administratoir à introduire chez eux l'usage de la monnaie et se préoccupe de tous les moyens d'amélioration de leur vie matérielle et intellectuelle; nous citerons pour mémoire la création à Bogué d'un établissement hospitalier destiné aux Européens et aux travailleurs indigènes.

Respectueuse des conventions passées avec l'administration, elle avait, dès 1905, complètement terminé les travaux qui lui avait été imposés; il est fâcheux que l'administration locale n'ait pas témoigné en sa faveur des mêmes égards; on a bien institué en 1903 une Commission pour l'examen des

travaux publics, mais on s'en est tenu là; ce qui n'empêchait pas d'ailleurs un lieutenant gouverneur du Gabon de reconnaître, en 1907, que la concession du Haut-Ogooué avait été « un bienfait » et qu'elle avait toujours joué un rôle prépondérant dans le mouvement des exportations.

Une loi du 13 juillet 1914 a autorisé le Gouvernement général de l'A. E. F. à contracter un emprunt de 171 millions de francs pour construction de chemins de fer et travaux d'aménagement et d'installation; une des lignes de chemin de fer projetée, celle de N'Djolé à Kàndjama doit parcourir, sur 280 kilomètres, d'Alembé à Kandjama, des territoires appartenant à la Société du Haut-Ogooué; aussi, le département des colonies ne voulant pas qu'elle seule tirât tous les avantages de la ligne engagea-t-il avec elle des pourparlers qui aboutirent à une entente en date du 7 août 1913.

La Société renonçait au bénéfice de l'attribution éventuelle de propriété pour les terres mises en valeur sur les territoires de sa concession limités au Sud par l'Ogooué, à l'Est par l'Ivindo, à l'Ouest et au Nord par les limites de la concession.

Dès que les travaux de la voie ferrée seraient arrêtés, elle remettrait au domaine la portion de terrain déterminée par l'axe de la voie et s'étendant sur 500 mètres de part et d'autre de cet axe; ce terrain serait remis au fur et à mesure de l'avance-

ment des travaux et jusqu'à une distance de 20 kilomètres en avant du premier chantier.

Dès que la ligne sera exploitée, de N'Djolé au neuvième degré de longitude Est de Paris, sa zone d'attraction, soit une superficie de 9.270 kilomètres carrés, fera retour à la colonie libre de toute servitude; par contre, la Société recevra en toute propriété :

1° Les emplacements actuellement occupés par les factoreries, à raison de 50 hectares par factorerie et pour un nombre maximum de 10 factoreries sur l'étendue de la zone rétrocédée;

2° Un terrain de 2 hectares aux abords des stations créées au moment de l'ouverture à l'exploitation de la totalité de la ligne;

3° Différents lots de terrain représentant une superficie globale de 2.500 hectares.

Lorsque la ligne sera exploitée jusqu'à Kandjama, la deuxième zone d'attraction correspondant à cette section, soit 13.950 kilomètres carrés, sera rendue au domaine, la Société recevant en toute propriété sur cette deuxième zone des territoires déterminés comme pour la première.

La Commission des affaires extérieures, chargées de l'examen du projet de loi autorisant l'emprunt,

trouvant insuffisantes les compensations obtenues de la Société du Haut-Ogooué, pria, le 24 décembre 1913, le ministre des Colonies de reprendre avec elles les pourparlers sur les bases suivantes : la restitution des mêmes territoires devra s'opérer en cinq tranches, non pas, comme précédemment, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, mais dès la mise en chantier de chacun des cinq secteurs; les compensations consenties sont à peu près les mêmes, les terrains attribués en toute propriété aux abords des stations n'étant plus que d'un hectare; quant à la propriété des lots de terrain représentant une superficie globale de 50.000 hectares elle ne sera attribuée que pour les lots mis en valeur pendant 10 années consécutives.

Enfin, au cas où des retards dans la construction de la ligne empêcheraient la rétrocession d'une ou de plusieurs zones, avant l'expiration du privilège de la Société, celle-ci demande de recevoir quand même les 50.000 hectares de terrain et les lots qui doivent lui revenir en vertu de l'accord du 8 juin 1897.

CHAPITRE III

Les Concessions de 1899

Nous avons vu déjà le rôle que devait jouer la Commission des concessions coloniales; chargée d'examiner les demandes de concession, on lui conféra aussi le soin de rédiger les actes types d'après lesquels les concessions seraient consenties. De fait, elle rédige un décret-type de concession et un cahier des charges type et c'est conformément à ces documents élaborés par la Commission qu'ont été établis les décrets de concession et les cahiers des charges passés avec les différentes Sociétés, du moins en ce qui concerne les concessions régionales, se distinguant des petites concessions d'une étendue inférieure à 10.000 hectares dites concessions normales. Tous les décrets de concession sont donc identiques; seuls varient le montant du capital exigé, le taux de la redevance, la superficie concédée, etc. Dès la

fin mars 1899 et jusqu'en 1900 (une seule grande concession fut octroyée en 1900), quarante grandes concessions furent accordées : 9 au Gabon, 8 dans l'Oubangui-Chari et 23 dans le Moyen-Congo. Leur superficie varie : 8 Sociétés couvrent une superficie de 100 à 500.000 hectares, 11 de 500.000 à 1 million d'hectares, 13 de 1 à 2 millions, 6 de 2 à 4 millions, 1 de 4 millions 300.000 hectares, et enfin, la plus importante, la Société des Sultanats de l'Oubangui qui se trouve dans l'angle formé par le cours supérieur de l'Oubangui et la frontière égyptienne couvre une superficie de 14 millions d'hectares. 32 de ces Sociétés sont situées dans le bassin conventionnel du Congo.

Leur ensemble a porté le capital d'exploitation à 59.225.000 francs; ce brusque essor de capitaux vers notre colonie fait ressortir les avantages du système; avant son application, tout végétait faute d'argent; les Sociétés allaient pouvoir réaliser une mise en valeur qui tirerait le pays de sa torpeur économique.

Seulement, on avait concédé la presque totalité du territoire de la colonie; c'était une faute : certaines régions, comme le Gabon, d'un accès facile, n'auraient pas dû faire l'objet d'une application aussi absolue du système; on allait y troubler des situations commerciales déjà créées; ailleurs, l'exploitant se heurterait à des difficultés insurmontables : ainsi, dans le bassin de la Sangha, certaines régions

sont aux trois quarts submergées une grande partie de l'année; enfin, on ne s'était pas préoccupé d'assurer aux concessions des limites naturelles, de sorte qu'au moment de la prise de possession, de fâcheuses contestations pouvaient s'élever. Toutes ces imprudences d'application procèdent du considérable mouvement financier favorable aux Sociétés concessionnaires qui allait permettre à notre Congo d'acquérir l'outillage économique nécessaire à sa mise en valeur sans le secours de la métropole.

Toutes les concessions ainsi créées ont pour but l'exploitation agricole, forestière et industrielle du pays sous la réserve (article 1^{er} des décrets) :

a) Des droits résultant pour les tiers et des obligations résultant pour les concessionnaires des stipulations des actes généraux de Berlin et de Bruxelles, en date du 20 février 1885 et du 2 juillet 1890;

b) Des droits acquis par les tiers au jour de la promulgation des décrets de concession dans la colonie;

c) Des droits des indigènes.

PARAGRAPHE PREMIER

Constitution de Sociétés concessionnaires.

Le principe étant admis que seules des Sociétés de capitaux pouvaient hâter le développement économique du pays, toutes les mesures furent prises pour obtenir ce résultat, de même pour maintenir la prépondérance française et faire des Sociétés des organismes vraiment français.

Aussi, le titulaire d'un titre de concession doit se substituer une Société anonyme au capital réellement souscrit; la concession elle-même ne peut figurer parmi les apports en nature (*cf* Société du Haut-Ogoûé); une Société ainsi constituée offre plus de garanties qu'un individu quelconque, même qu'une personnalité connue, possédant des capitaux insuffisants et incapable par suite d'exploiter la concession; malgré cette substitution, le titulaire reste, pendant trois ans, responsable des engagements pris par la Société : mesure sage inspirée de la crainte des manœuvres spéculatives. Le président et le vice-président de la Société doivent être Français, la nationalité française n'est pas comme pour la Société du Haut-Ogoûé, exigée de tous les membres du conseil d'administration; comme on voulait ménager

une place aux capitaux belges et à l'expérience belge des choses congolaises, on y admet un quart d'étrangers.

PARAGRAPHE II

Nature des droits consentis.

Toutes les concessions ainsi créées ont pour but l'exploitation agricole, forestière et industrielle du pays; elles sont toutes de jouissance temporaire, les territoires concédés ne l'étant que pour trente ans.

L'article 2 des cahiers des charges détermine les territoires qui, quoique compris dans le périmètre de la concession, n'en font cependant pas partie. Ce sont :

a) Les terrains et les cours d'eaux qui font partie du domaine public ou qui en constituent des dépendances;

b) Des réserves de terrain faites autour de certains grands centres;

c) Les terrains sur lesquels les tiers ont déjà des droits acquis;

d) Les terrains à réserver aux indigènes en vertu de l'article 1^{er} des décrets.

De plus, l'administration peut, sur chaque concession, prélever des parcelles de terrain inférieures à 5.000 hectares, mais ces prélèvements ne devront pas excéder le vingtième de l'étendue de la concession. L'administration se réserve de les exploiter suivant le mode qui lui conviendra, soit directement, soit en les affermant, soit en les vendant à des particuliers. Cependant elle ne pourra pas faire porter son choix sur des terrains déjà occupés effectivement ou exploités par le concessionnaire, sauf le consentement de celui-ci.

L'article 7 des cahiers des charges prescrit la mise en valeur immédiate des territoires concédés; pour le caoutchouc, cette mise en valeur devra s'inspirer de l'article 6 qui prescrit la replantation de 150 nouveaux pieds de plantes à caoutchouc par tonne de caoutchouc exportée et sortant des factoreries de la concession.

L'article 7 des décrets est très important : « Toute terre mise en valeur par les soins de la Société concessionnaire deviendra sa pleine et entière propriété, sous réserve des droits de l'Etat et de la colonie, en vertu du présent décret et du cahier des charges. » La Société pourra ensuite en disposer, mais si elle veut les vendre ou les affermer, elle ne pourra le faire qu'à des personnes agréées par le Gouvernement.

L'article 8 des cahiers des charges détermine les terres qui seront considérées comme mises en valeur. Ce sont :

a) Les terres occupées sur une surface minima d'un dixième par des constructions;

b) Les terres plantées sur la même étendue en cultures riches telles que cacao, café, caoutchouc, vanille, indigo, tabac, etc... ou en cultures vivrières, telles que riz, mil, manioc;

c) Les pâturages sur lesquels auront pacagé pendant une durée minima de cinq années des bestiaux à l'élève et à l'engrais, à raison de deux têtes de gros bétail ou de quatre têtes de petit bétail par hectare;

e) Enfin, on attribuera en pleine propriété aux Sociétés des parties de forêts d'au moins 100 hectares d'un seul tenant, dans lesquelles le caoutchouc aura été régulièrement récolté pendant 5 ans, à raison d'une moyenne de 20 pieds d'arbres ou de lianes par hectare; mais après l'attribution de propriété, le nombre de 20 pieds est maintenu pour la conservation des arbres ou des lianes existantes, ou leur remplacement par des jeunes plants. L'inobservation de cette prescription entraînerait le retour de ladite propriété à l'Etat.

Une disposition curieuse pour encourager la domestication des éléphants permet aux concessionnaires de choisir des terres en toute propriété, à raison de 100 hectares par tête d'éléphant domestiqué.

A la demande du concessionnaire ou de ses ayants droit, l'administration procède à la constatation de la mise en valeur. Cette constatation entraîne la transformation du droit de jouissance du concessionnaire en droit de propriété. (Art. 10 des cahiers des charges.)

Les cahiers des charges établissent encore diverses servitudes sur les terres concédées même en pleine propriété; ces servitudes, de passage, de coupes de bois sur les rives des cours d'eaux navigables pour le chauffage des bateaux à vapeur, s'autorisent de l'intérêt public.

Toujours pour un motif d'intérêt public, le rachat « totalement ou partiellement à toute époque du territoire concédé » est autorisé par l'article 16 des décrets et l'article 30 des cahiers des charges.

PARAGRAPHE III

Charges imposées aux Sociétés.

L'émotion soulevée par les « concessions Delcassé » n'était pas encore apaisée lors de la rédaction, en 1899, du décret type et du cahier des charges type. On avait reproché à la concession du Kouilou-Niari, comme à celle du Haut-Ogoûé, le manque d'équilibre entre les avantages qui leur avaient été faits et les charges qu'elles avaient à supporter. Aussi, les organisateurs du régime en 1899, s'inspirant de ce double but, faire participer la colonie au développement économique provoqué par le régime concessionnaire, tout en brusquant ce développement économique lui-même, imposèrent aux Sociétés concessionnaires des charges exagérées tout au moins pour la période de début.

Tout d'abord, et comme garantie à l'exécution des obligations à remplir par la Société, celle-ci a un cautionnement à verser (art. 18 des décrets; art. 26 des cahiers des charges). Ce cautionnement varie de 10.000 à 20.000 francs. Cependant, la Société des Sultnats et Société de la Kotto versent, la première 100.000 francs, la deuxième 60.000 francs.

L'article 6 des décrets impose ensuite aux Sociétés une redevance annuelle « prix » de la concession. Cette redevance varie en proportion des territoires concédés et du capital social. Elle doit être versée dans tous les cas, même si la concession invoque pour son non-paiement un préjudice causé par l'administration et dont l'évaluation compense la redevance elle-même. Cette redevance n'est pas immuable, mais progressive; elle doit subir deux augmentations, l'une à partir de la cinquième année, l'autre à partir de la onzième. Cette stipulation s'explique ainsi : le concessionnaire obligé de verser une redevance ne se croiera pas les bras et se mettra immédiatement à l'œuvre, ne serait-ce que pour la récupérer au plus tôt, car elle est payable d'avance; son versement doit être effectué avant le 1^{er} mars de l'année à laquelle elle correspond. Cependant si l'on établit dans la suite un impôt foncier sur les terres concédées, on devra déduire le montant de l'impôt de la redevance annuelle.

Outre cette redevance fixe, et pour faire participer la colonie à la prospérité des sociétés concessionnaires, celles-ci devront verser 15 0/0 de leurs bénéfices annuels au budget local; ces bénéfices seront calculés en déduisant des recettes brutes (art. 21 du cahier des charges) :

- a) le montant des dépenses d'exploitation;
- b) les sommes nécessaires pour assurer le service des obligations (intérêts et amortissements);
- c) les sommes à prélever sur les bénéfices de la Société pour la réserve légale et les réserves statutaires calculées d'une façon déterminée par le cahier des charges.
- d) les sommes destinées à l'amortissement des actions;
- e) 5 0/0 du capital non versé et non encore amorti.

Les postes de douanes « rendus nécessaires par les opérations que compte effectuer le concessionnaire » seront créés avec l'aide pécuniaire des Sociétés. La contribution qu'elles auront à verser sera basée sur le même taux que le cautionnement; l'exécution de cette disposition a répugné à nos Sociétés tellement qu'en 1910 la presque totalité de la créance était encore due; mais quels sont donc les contribuables qui paieraient facilement les frais de perception des impôts qu'ils doivent acquitter (1)?

(1) Lefébure : *Le régime des concessions au Congo*, Paris, 1904, p. 180.

De même les Sociétés pourront être tenues de contribuer à l'établissement de postes administratifs et de police, l'entretien du personnel civil et militaire restant à la charge du budget local; on prévoit aussi la création de postes supplémentaires dits « postes de protection spéciale » sur la demande des Sociétés; naturellement, elles devront en supporter les frais (terrains, entretien des constructions, dépenses d'entretien du personnel civil et militaire).

Quatre Sociétés devront contribuer à l'établissement de lignes télégraphiques, en raison de leur éloignement, pour une somme de 260.000 francs. — 200.000 francs sont à la charge de la Société des Sultanats.

Une disposition très importante est celle de l'article 11 des cahiers des charges : elle concerne la construction et l'entretien des bateaux à vapeur soumis à un droit de réquisition. Tout était à créer au point de vue transports en 1899 : le Congo sillonné de cours d'eaux en grande partie navigables ne possédait aucun bâtiment capable d'assurer un service régulier; il fallait remédier à cette situation fâcheuse et peu en rapport avec le développement économique éventuel de notre colonie; aussi, l'article 11 des cahiers des charges oblige le concessionnaire à lancer, deux ans après la signature du décret de concession et à entretenir en service jusqu'à l'expiration de la concession, sur les cours d'eaux navigables qui

traversent les territoires concédés ou les relient à Stanley-Pool, un ou plusieurs bateaux à vapeur de grand et petit modèle. La flottille ainsi créée devra comprendre 15 bateaux à vapeur grand modèle, 35 bateaux à vapeur petit modèle et 12 embarcations diverses.

Bien entendu, ces bateaux restent propriété de la concession et à son service, mais ils sont soumis, de la part de l'administration, à un droit de réquisition se manifestant ainsi : lorsque le gouverneur ou son délégué le requerra, le concessionnaire devra effectuer au moins tous les six mois les transports de l'Etat ou de la colonie jusqu'à concurrence de la moitié de la capacité du chargement de chaque bateau, entre, d'une part, Brazzaville ou le point de transbordement entre la voie fluviale et le chemin de fer, et, d'autre part, la limite jusqu'à laquelle la concession se servira de la voie de l'eau pour ses propres transports. Au cas d'expédition militaire, le concessionnaire devra effectuer le transport des troupes sous réserve du paiement du prix du transport.

Il peut arriver que des rapides interrompent le parcours des bateaux à vapeur; le concessionnaire sera tenu, dans ce cas, d'assurer d'un bief à un autre le parcours des voyageurs à pied ou en pirogue et le transbordement des marchandises de la manière qu'il voudra. Enfin, si un navire est dans l'impossibilité d'assurer son service par suite de perte, d'ava-

rie ou d'usure, il doit être remplacé dans un délai de dix-huit mois, faute de quoi la Société devra payer une amende de 10.000 francs pour un bateau petit modèle, de 20.000 francs pour un bateau grand modèle (art. 14 des cahiers des charges).

L'article 18 des cahiers des charges prévoit le cas où les Sociétés voudraient s'unir ou créer des filiales pour alléger leurs charges en diminuant leurs frais généraux; elles ont compris tout l'intérêt qu'elles y avaient : dès 1900, la Compagnie de navigation et de transports Congo-Oubangui était créée, se substituant aux trois Sociétés du Haut-Oubangui : la Société des Sultanats, la Société de la Kotto et la Société de la Mobaye. L'arrêté du Ministre approuvant cette substitution est du 15 octobre 1900.

La deuxième compagnie de navigation, Société des Messageries fluviales du Congo, a été approuvée par l'arrêté ministériel du 15 janvier 1901; elle résulte de l'union de plusieurs Sociétés du Bas-Congo et de la Sangha (Compagnie agricole, industrielle et commerciale de la Léfini; Compagnie de la N'Kémi et de la N'Kéni; Compagnie française du Congo; Compagnie des caoutchoucs et produits de la Lobay; Compagnie française de l'Oubangui-Ombella; Société de l'Afrique équatoriale; Société de l'Afrique française; Compagnie de l'Ekela-Sangha; Compagnie de la Kadéi-Sangha; Compagnie franco-congolaise). Les

arrêtés du 24 juin 1901 et du 17 septembre 1901 la substituent aussi aux Sociétés de l'Ibenga et de la Haute-Sangha; depuis le 26 décembre 1903, elle est substituée à la Compagnie des produits de la Sangha et à la Compagnie de la N'Goko qui avaient une flotte commune.

Ces deux Compagnies de navigation n'ont pas cessé depuis leur création d'améliorer leur matériel; sans doute elles ont réduit le nombre de leurs bâtiments, mais elles ont augmenté leur tonnage; en 1908, elles ont mis en service deux grands bateaux de 200 tonnes (Compagnie des messageries fluviales).

Enfin nous rappelons que les Compagnies sont soumises à l'obligation de planter et de maintenir jusqu'à la fin de la concession 150 pieds de plantes à caoutchouc par tonne de caoutchouc exportée.

PARAGRAPHE IV

Rapports des Sociétés avec l'Administration.

Les Sociétés constituées, et ayant pris possession des territoires concédés, l'administration ne pouvait se désintéresser du sort des vastes étendues du domaine public qu'elles devaient mettre en valeur; aussi l'article 13 des décrets chargeait le gouverneur de la colonie ou un agent délégué par lui en qualité

de commissaire du gouvernement de la surveillance des Sociétés concessionnaires.

Un décret du 5 juillet 1902 donnait à un commissaire spécial du gouvernement le soin de contrôler l'exécution des prescriptions du cahier des charges, d'examiner les dérogations pouvant être apportées aux actes de concession, de centraliser les réclamations des Sociétés et de proposer des solutions au commissaire général.

C'était un progrès, mais un progrès insuffisant, le corps du contrôle ainsi créé ne pouvant suffire à la tâche. Le 11 février 1906, à la suite de la mission de Brazza, paraissait un nouveau décret confiant au commissaire général le soin d'organiser un service de contrôle auprès des Sociétés concessionnaires; un arrêté du 20 mai 1906 le complétait, en plaçant sous les ordres du commissaire général tout un corps d'inspecteurs et d'agents chargés de la surveillance régulière des Sociétés concessionnaires. Malheureusement, cette organisation émanant d'un arrêté du commissaire général laissait à désirer; les inspecteurs et les agents n'avaient pas l'autorité nécessaire pour remplir leurs délicates fonctions.

En 1908, un décret créant un corps de contrôle distinct n'eut qu'une existence éphémère, et le 25 juin 1909, un nouvel arrêté attribuait aux administrateurs des circonscriptions territoriales le contrôle permanent des Sociétés, aux inspecteurs des affaires

administratives un contrôle de second degré, et, le cas échéant, l'initiative des enquêtes, enfin aux lieutenants gouverneurs le contrôle supérieur et la décision des mesures à prendre ou à proposer au gouverneur général.

PARAGRAPHE V

Inexécution par les Sociétés des charges imposées. Sanctions.

Si les Sociétés ne se conforment pas aux prescriptions des actes organiques, elles encourent deux sanctions : la déchéance ou le retrait, suivant les cas (art. 15 des décrets, art. 26 des instructions ministérielles du 24 mai 1899).

La Société concessionnaire, ayant été en vain mise en demeure de respecter les clauses du décret de concession et du cahier des charges, la déchéance est prononcée contre elle et son cautionnement acquis à l'Etat, notamment lorsque :

a) l'exploitation n'est pas commencée dans un délai de deux ans, ou, si elle a été commencée, qu'elle n'ait pas été continuée ou augmentée;

b) le concessionnaire recourt à des actes de violence causant l'exode des indigènes;

c) il enfreint les prescriptions aux clauses financières;

d) il se défait de quelque manière que ce soit sans autorisation du Ministère des Colonies de tout ou partie du matériel fluvial. La déchéance porte sur l'ensemble de la concession, les terres dont la Société est devenue propriétaire, excepté lorsqu'elle a été prononcée, on procède à l'adjudication des territoires qu'elle atteint; ne peuvent y concourir que les personnes agréées par le Ministre des Colonies; s'il n'y a aucun résultat, on procède à une nouvelle adjudication trois mois après; si cette nouvelle adjudication n'a pas plus de succès que la première, la concession est annulée purement et simplement.

Cette sanction doit toujours être précédée de la mise en demeure faite au concessionnaire d'avoir à remplir ses obligations.

Le retrait total ou partiel est la sanction apportée à l'inexécution de l'article 6, se rapportant à la re-plantation de plantes à caoutchouc; si le concessionnaire, sur l'invitation du gouverneur, ne peut, dans le délai d'un an, justifier qu'il a obéi aux prescriptions de cet article 6, il sera retranché de la concession « une surface de terre, calculée à raison de 40 hectares par 1.000 pieds manquant proportionnellement à la différence avec le nombre de nouveaux

pieds de plantes à caoutchouc que le concessionnaire aurait dû planter et maintenir en exécution du dit article et le nombre de nouveaux pieds de plante à caoutchouc qu'il justifiera avoir effectivement plantés et maintenus » (art. 32 des cahiers des charges).

Ces deux sanctions, déchéance et retrait, sont prononcées par décret, la Commission des concessions coloniales entendue. Si la déchéance atteint l'ensemble de la concession, le retrait est une mesure peut-être plus grave, en ce sens qu'elle intervient *ipso facto* sans adjudication préalable.

En dehors de ces cas, les Sociétés voient s'éteindre leurs droits de jouissance par l'expiration du temps pour lequel elles ont été conclues, et par leur rachat total ou partiel; ce rachat sera prononcé par décret rendu en Conseil d'Etat, le concessionnaire entendu.

Il faut remarquer ainsi que les terrains acquis en pleine propriété par les Sociétés sont soumis à un contrôle de l'administration pendant la durée de la concession; elles ne peuvent les vendre qu'à des personnes agréées par le gouverneur, faute de quoi les terrains vendus encourent une déchéance instantanée et font retour au domaine.

Cette réglementation peut paraître excessive et trop méticuleuse, mais l'intervention de l'Etat ne pouvait se produire à moitié, à moins qu'il ne se désintéressât complètement du sort des terres domaniales; le rédacteur des actes organiques de 1899 n'a

pas oublié que les concessions avaient été consenties surtout dans l'intérêt de la colonie et il a prudemment équilibré les avantages considérables des Sociétés par de sages restrictions. Il faut surtout lui savoir gré d'avoir intéressé le budget local au régime des concessions : nombre d'auteurs ont trouvé les charges pécuniaires trop accablantes ; la plupart, cependant ne contestent pas les heureux effets des redevances fixes et proportionnelles, mais ils trouvent trop onéreuses les dispositions concernant les établissements de postes de douanes, de lignes télégraphiques, de postes administratifs et de police et surtout les services fluviaux. Nous convenons avec eux que c'était, au début, demander beaucoup aux Sociétés. L'administration s'en est aperçue et a fait preuve d'une sage tolérance en n'exigeant pas une stricte application des textes : la plupart des Sociétés auraient payé de leur existence leur trop grande rigueur.

CHAPITRE IV

**Difficultés d'application du Régime
créé au Congo en 1899**

Etabli sur les bases solides que nous venons d'examiner, le système allait-il avoir une existence assurée? Non; dès leur création, les Sociétés rencontrèrent des difficultés innombrables; beaucoup succombèrent dans la lutte, d'autres en sortirent épuisées, d'autres enfin durent surtout à leur situation géographique des débuts moins pénibles et plus facilement surmontés.

La responsabilité des difficultés rencontrées incombe aussi à certaines Sociétés; nous ne plaindrons pas, par exemple, celles qui ne devaient leur existence qu'à un enthousiasme financier peu sincère (1). Que dirons-nous de celles qui, envoyant au

(1) Quelques Sociétés, suscitées par des Belges, n'avaient été fondées qu'en vue de la spéculation; nos voisins auraient

Congo des agents d'une moralité insuffisante et d'une incapacité flagrante, compromettaient ainsi le lendemain? Ce personnel du début était ainsi apprécié par l'organe de défense des Sociétés lui-même : « La plupart des actionnaires ignoraient tout du Congo; la compétence de certains conseils d'administration pouvait paraître au moins contestable, car beaucoup de ces conseils avaient été composés de métropolitains sans expérience coloniale, ou dont l'expérience avait été acquise en des pays présentant peu d'analogies avec ceux de l'Afrique équatoriale; enfin, à ce moment même, quelques-uns des directeurs et agents locaux recrutés un peu au hasard parmi les employés mécontents ou congédiés des Sociétés belges faisaient parler d'eux à leur propre désavantage et, par ricochet, au détriment de leurs employeurs (1). » Un recrutement plus sérieux s'imposait, mais ce recrutement d'agents dont les qualités découlent d'une longue expérience est chose peu aisée. « La grande propriété, en France, est telle-

pourtant dû prendre en considération l'intérêt qu'avait leur chemin de fer à la création de Sociétés sérieuses et bien assises.

(1) Les Sociétés concessionnaires au Congo français depuis 1905, Rapport de l'Union Congolaise française, Paris, 1904.

ment rare que ni la théorie, ni la pratique, ni les écoles, ni les exploitations n'ont formé une pépinière d'hommes qui aient des connaissances, de l'expérience et du caractère. Ce n'est pas une mince trouvaille que celle d'une homme ayant de l'instruction générale et une compétence spéciale, s'entendant à la culture, au bâtiment, à la comptabilité, au commerce, et surtout au maniement des indigènes (2). »

En admettant que les Sociétés concessionnaires aient eu à leur disposition un personnel de direction hors ligne, celui-ci, à son arrivée en Afrique, se trouvait en présence de difficultés très nombreuses; quoique à peine exploré, on avait concédé notre Congo en presque totalité; de sorte qu'au moment de la prise de possession, les agents de certaines Sociétés se trouvèrent, les uns devant des territoires dont les ressources naturelles étaient insuffisantes, les autres devant des territoires submergés aux trois quarts une grande partie de l'année. Dans ces conditions, toute tentative d'exploitation était absolument impossible et dès 1902 quatre Sociétés étaient dissoutes.

(2) M. Et. Richet, chargé de mission : « Notre œuvre au Congo », Rapport adressé au Ministère des Colonies, Paris, 1900.

Celles qui, plus heureuses, avaient reçu des territoires mieux partagés sous le rapport des richesses naturelles, ne pouvaient pas prétendre se livrer à une exploitation raisonnée et rémunératrice dès le début. Nous avons vu qu'on ne pouvait pas compter sérieusement sur la main d'œuvre indigène; il était pourtant nécessaire d'y recourir et de tirer le noir congolais de sa paresse ancestrale. Pour atteindre ce but, plusieurs solutions ont été proposées, les unes se fondant sur la contrainte, les autres, seules acceptables à notre avis, se fondant sur « l'action lente ».

« Il faudra que notre influence s'exerce avec douceur et continuité pendant plusieurs générations. Alors il est probable que la mentalité même de la race se transformera lentement (1). »

Pratiquement, pour amener le noir congolais à fournir une main-d'œuvre suffisante, nous avons eu recours à deux institutions : celle des réserves indigènes et celle de l'impôt indigène. Ces trois questions, main-d'œuvre, réserves et impôt sont étroitement liées.

(1) Félicien Challaye : *Le Congo français. — La question internationale du Congo*, Paris, 1909.

PARAGRAPHE PREMIER

Les réserves indigènes.

Nous avons vu que les concessions n'avaient été consenties que sous réserve des droits des indigènes : non seulement leurs mœurs et leurs coutumes devaient être respectées, mais encore leurs droits fonciers préexistants. Les Sociétés concessionnaires ne pouvaient faire porter leur exploitation sur les lieux habités par les indigènes; allant plus loin, les actes organiques faisaient une large part à leurs habitudes nomades, à leurs besoins matériels comblés par la chasse et la pêche et à l'accroissement éventuel de leur population, seulement ils laissaient à l'administration locale le soin de délimiter les périmètres qui leur étaient ainsi réservés. L'article 10 des décrets ne leur laissait même pas la libre disposition de leurs droits fonciers qu'ils ne pouvaient céder qu'avec l'approbation du gouverneur. Toutes ces précautions témoignaient donc du désir évident que l'on avait de protéger les collectivités indigènes et contre les Sociétés concessionnaires et contre les indigènes eux-mêmes (2).

(2) Art. 10. — La Société ne pourra exercer les droits de jouissance et d'exploitation qui lui sont accordés par

La situation semblait nette : les décrets et les cahiers des charges confirmaient les droits de propriété qu'avaient sur le sol les anciens habitants du pays et leur accordaient sur les terres domaniales un droit de chasse et de pêche. Malheureusement, des instructions ministérielles du 24 mai 1899 vinrent s'écarter complètement des intentions évidentes des textes organiques en ces termes : « Les indigènes ont droit aux superficies qui sont nécessaires pour les cultures vivrières correspondantes aux besoins de leur alimentation... mais ils n'ont pas droit à réclamer des forêts domaniales dans le but de faire le commerce des produits naturels et de constituer

l'article premier qu'en dehors des villages occupés par les indigènes et des terrains de cultures, de pâturages ou forestiers qui leur sont réservés. Le périmètre de ces terrains, s'il s'agit d'indigènes à habitations fixes, ou les périmètres successifs à occuper ou à réserver, s'il s'agit d'indigènes à habitations variables, seront fixés par des arrêtés du Gouverneur de la Colonie, qui déterminera également les terrains sur lesquels les indigènes conservent les droits de chasse ou de pêche.

Les terrains et droits ainsi réservés ne pourront être cédés par les indigènes, soit aux concessionnaires, soit à des tiers, qu'avec l'autorisation du Gouverneur de la colonie.

Dans le cas où, au cours de la durée de la concession, des modifications de ces divers périmètres seraient reconnues nécessaires par le Gouverneur, en raison, soit d'un intérêt collectif des indigènes, soit d'un intérêt public de la colonie, il pourra être procédé à des modifications.

ainsi une concurrence ruineuse pour les concessions. »

Cette interprétation des textes faisait la part belle aux Sociétés concessionnaires puisqu'elle les laissait entièrement maîtresses des produits d'exportation, notamment du caoutchouc et de l'ivoire, mais elle n'allait pas tarder à soulever des difficultés pratiques.

Quand l'impôt de capitation fut établi, les indigènes furent dans l'impossibilité matérielle de l'acquitter, ils ne pouvaient le faire qu'en produits d'exportation et ceux-ci leur échappaient étant à la disposition des Sociétés concessionnaires; aussi un arrêté de M. Gentil, alors commissaire général, du 9 octobre 1903, revenant sur l'interprétation erronée des décrets de 1899 qu'avaient donnée les instructions ministérielles, reconnaissait aux noirs le droit d'en tirer parti; ce même arrêté recommandait aux administrateurs de percevoir l'impôt surtout en caoutchouc; le paiement en ivoire était exclu le plus possible parce que la récolte du caoutchouc stimulait davantage l'activité des indigènes.

Enfin l'arrêté du 9 octobre 1903 déterminait en bloc et arbitrairement les réserves consacrées aux indigènes. Certes, il eût mieux valu qu'elles soient l'objet d'une délimitation précise faite par l'administration contrairement avec les chefs indigènes. Malheureusement, la plus grande partie du pays

n'était pas encore explorée; beaucoup de régions n'avaient pas encore fait l'objet d'une prise effective de possession; aussi eut-on recours à la combinaison forfaitaire suivante :

a) les réserves s'étendent en principe sur le dixième du territoire concédé;

b) les réserves comprennent :

1° un périmètre urbain nécessaire aux villages s'étendant sur un dixième de la réserve;

2° des surfaces destinées aux cultures vivrières et aux paturages s'étendant sur les trois dixièmes de la réserve;

3° des portions de forêts que les habitants pourront défricher et exploiter s'étendant sur les six dixièmes de la réserve;

c) les indigènes disposent librement de leurs produits;

d) l'ensemble des produits des réserves ne pourra pas excéder les six centièmes de la production totale des territoires concédés.

Seulement des restrictions étaient apportées à la libre disposition laissée aux indigènes des six cen-

tièmes de la production. Ils ne pouvaient les vendre que lorsqu'ils étaient inscrits au rôle de l'impôt.

Quoique cet arrêté fût défavorable aux Sociétés concessionnaires, celles-ci l'acceptèrent avec assez de bonne grâce. Mais elles firent le vœu qu'il fût l'objet d'un avenant aux décrets de concession. Le Ministre des Colonies s'y refusa; elles attaquèrent alors l'arrêté pour excès de pouvoir par l'organe de l'Union congolaise, association syndicale des Sociétés congolaise. En droit, leur recours était fondé : les décrets supposaient une délimitation géographique et l'administration avait opéré en bloc. Mais le Conseil d'Etat rejeta le recours, ne reconnaissant pas à l'Union congolaise la capacité d'agir au nom des Sociétés. (Arrêt du 17 mai 1907.)

Du moins, cette intervention de l'Union congolaise eut-elle pour résultat d'empêcher l'administration locale de procéder à la constitution des réserves. En 1908 seulement paraissait une nouvelle circulaire ministérielle insistant sur la nécessité de cette constitution auprès du gouvernement local, mais elle n'aboutit pas, le même obstacle, la non-pénétration du pays, se présentant toujours.

Pourtant la constitution des réserves aurait un intérêt incontestable à plusieurs points de vue : elle

éviterait les contestations qui ne peuvent manquer de s'élever entre les collectivités indigènes et les Sociétés concessionnaires; d'autre part, les commerçants qui s'y installeraient pourraient échanger librement leurs marchandises contre les produits naturels, propriété des noirs, et ceux-ci se livreraient avec plus d'ardeur à un travail qui leur permettrait de satisfaire plus facilement leurs besoins et leurs désirs.

L'administration locale ne devrait pas tarder davantage, la pénétration du pays s'effectuant depuis 1908 d'une façon régulière. Pourquoi donc hésite-t-elle à prendre des mesures en harmonie avec l'arrêté du 6 octobre 1910 qui, pour entraver les habitudes nomades des tribus indigènes, leur concède gratuitement des terres?

C'est donc plutôt, et quoi qu'on ait dit, à la mauvaise volonté de l'administration locale et non à celle des Sociétés concessionnaires qu'on doit attribuer la non-réalisation des réserves indigènes; celles-ci existent en fait cependant, tellement les Sociétés concessionnaires ont scrupuleusement évité de troubler les habitudes des anciens habitants du pays; leur délimitation aurait seulement pour effet de déterminer leur assiette d'une façon précis.

PARAGRAPHE II

La main-d'œuvre au Congo.

Nous avons vu déjà au début de la présente étude les difficultés soulevées par ces deux considérations; d'une part, l'abondance des richesses naturelles dans notre Congo, d'autre part le peu d'aptitude des indigènes à leur exploitation.

Donc, et dès leur installation, les Sociétés auxquelles avaient été allouées des étendues de terre riche en caoutchouc, bois d'œuvre, etc., étaient dans l'impossibilité absolue d'en tirer parti par suite du manque total ou de la trop grande insuffisance de la main-d'œuvre; cette pénurie de travailleurs fut une des causes les plus importantes de la crise de début, et pourtant les Sociétés concessionnaires ne pouvaient pas attendre; outre l'obligation d'entreprendre immédiatement une exploitation méthodique, elles devaient s'acquitter des charges financières imposées. Comment fallait-il tourner la difficulté? Parmi les solutions proposées tant par les Sociétés concessionnaires que par les publicistes s'occupant des questions coloniales, une surtout mérite d'attirer notre attention : c'est celle du travail forcé.

Cette théorie du travail forcé fut très développée en 1901 et en 1902; tous ses partisans la présentent d'ailleurs comme conforme à l'intérêt bien entendu des indigènes, et en 1901, un administrateur délégué de la Compagnie de la Haute-Sangha y voyait « le salut pour les concessions et un bien pour le noir ». Les plus acharnés voulaient tout simplement revenir à l'esclavage : M. Colrat de Montrozier le préconisait dans le Haut-Oubangui, où nous nous substituions aux traitants arabes pour l'achat des esclaves. D'ailleurs cet esclavage ne serait pas perpétuel : On laisserait à l'administration le soin d'y mettre un terme quand il lui semblerait bon.

D'autres ayant remarqué qu'au Congo l'esclavage du noir au profit du noir était particulièrement doux en concluait qu'au profit du blanc il serait encore plus doux (1).

Plus modérés étaient ceux qui préconisaient un servage laissant au noir la disposition pleine et entière des fruits de son travail, lui permettant la vie de famille et l'astreignant seulement à la résidence et à un travail modéré (2).

(1) Capitaine Renard : *La Colonisation au Congo français*, Paris, 1901.

(2) M. Leroy-Beaulieu : *La Colonisation chez les peuples modernes*.

Enfin certains voulaient copier le système en honneur au Congo belge où les Sociétés peuvent exiger l'impôt sous la forme d'une certaine quantité de travail.

Tous ces partisans du travail forcé, nous le répétons, se réclamaient, non seulement de l'intérêt pratique de leur théorie, mais encore de sa valeur civilisatrice : lorsque l'indigène aurait perçu toute l'étendue des bienfaits du travail, on cesserait d'appliquer le régime de la contrainte.

Ces propositions plus ou moins ingénieuses et aussi plus ou moins désintéressées, suscitèrent dans la métropole des protestations légitimes ; devant l'émotion soulevée, le gouvernement ne crut pas devoir entrer dans les vues des publicistes, ce en quoi il agit sagement.

En effet, ceux qui proclamaient le rôle moralisateur du travail, même forcé, ou n'étaient pas sincères ou étaient dupes de leurs sentiments : le travail forcé n'a jamais produit les résultats du travail libre ; ils n'est pas fécond ; loin d'être moralisateur, il provoque à la paresse, l'exemple des esclaves américains le prouve amplement.

D'autre part, avec le travail forcé, l'indigène aurait été dans une situation d'infériorité déplorable vis-à-vis de la Société concessionnaire ; sa main-d'œuvre n'aurait pas été rémunérée justement, la loi de l'offre et de la demande ne fonctionnant pas.

Certes, on aurait assisté à un rapide enrichissement des Sociétés, mais cette prospérité n'aurait été que momentanée, car les indigènes supportant mal le travail imposé par la force, auraient cherché dans la fuite les moyens de retourner à leur somnolence native et cet exode aurait été précipité par les exigences peu scrupuleuses des employeurs blancs qui n'auraient vu dans le noir qu'« une bête de somme ».

La combinaison inspirée du Congo belge n'était pas meilleure, en contradiction flagrante avec les principes les plus élémentaires de notre droit public moderne, d'après lesquels l'impôt trouve sa destination normale dans l'intérêt public et non dans l'intérêt particulier. Bien plus, on n'aurait jamais dû penser à y recourir si l'on avait gardé le souvenir des atrocités commises par les Sociétés de l'Abir et de la Mongala (1).

Quoi qu'il en soit, les Sociétés concessionnaires devaient se mettre à l'ouvrage; acceptant la situation telle qu'elle était, elles utilisèrent les quelques ressources de main-d'œuvre que notre colonie présentait malgré tout pour reprendre les procédés du commerce libre et faire porter leur activité sur le caoutchouc et l'ivoire. Certes, ce n'était pas l'exploitation méthodique prévue par les actes organiques,

(1) Sociétés de l'Etat indépendant.

mais c'était leur seul moyen de subsister; c'est ainsi qu'elles purent tourner les difficultés du début, c'est ainsi qu'elles purent former un petit noyau de travailleurs.

Le procédé ne valait que par sa nécessité; mais les Sociétés devaient arriver à se conformer aux prescriptions des actes organiques et ne pas continuer l'exploitation ruineuse à laquelle s'était livré le commerce libre, puisqu'elles avaient été spécialement créées pour y mettre un terme. Il fallait s'adonner à une culture raisonnée, procéder aux replantations d'arbres à caoutchouc et à l'aménagement de certaines cultures

Pour ce faire, un travail régulier, méthodique, fourni par des équipes de travailleurs liés par un contrat était nécessaire. Or, il était impossible d'en former avec les noirs congolais en raison de leur paresse invétérée et de la trop faible densité de leur population : la question de la main-d'œuvre se posait toujours et toujours entourée des mêmes difficultés. Le système du travail forcé écarté, on en présenta d'autres.

Enthousiasmé par les résultats obtenus à Madagascar, certains voulaient appliquer à notre Congo le procédé du général Galliéni : les Sociétés concessionnaires passeraient avec les noirs des contrats de louage à long terme que l'administration se chargerait de faire respecter; au cas de rupture du contrat

par le noir, l'administration interviendrait pour le contraindre au travail stipulé par son engagement, sauf, lorsqu'il payerait à la Société concessionnaire une indemnité ou qu'il lui présenterait un remplaçant.

En 1909, un auteur anonyme proposait de recourir au système de l'immigration réglementée (1). Puisque la population congolaise est incapable de fournir une main-d'œuvre suffisante, il faut la chercher dans les pays à population surabondante, la Chine, la Malaisie, l'Inde, peuvent fournir à notre Congo des travailleurs qui produisent beaucoup et se contentent de peu. Ils y seraient amenés nantis d'un contrat énonçant toutes les obligations qu'eux et les Sociétés concessionnaires auraient à remplir; le temps de leur engagement révolu, les Sociétés seraient tenues de les rapatrier sur leur demande (2).

Le procédé serait intéressant car il aplanirait d'une manière très appréciable cet écueil dangereux que constitue pour les Sociétés le manque de main-d'œuvre, mais il ne serait pas sans présenter des inconvénients incontestables; les travailleurs ainsi im-

(1) Les Sociétés concessionnaires du Congo depuis 1905.

(2) A signaler en 1901 l'essai intéressant fait pour former un noyau de travailleurs avec des nègres de la Louisiane.

portés, des Chinois, par exemple, se contentent de peu et ne dépensent presque rien du fruit de leur travail; à la fin de leur engagement, ils se font rapatrier pour la plupart en emportant leurs économies chez eux. Non seulement tout est à recommencer au point de vue recrutement, mais encore il y a une diminution sensible dans le capital d'exploitation de la colonie.

Autre péril : devant ces travailleurs facilement recrutés, que deviendront les noirs congolais? Ne leur étant d'aucune utilité, ils seront délaissés par les Sociétés concessionnaires qui les laisseront croupir dans leurs habitudes primitives, et ces Sociétés concessionnaires se trouvant en tout ou en partie dans le bassin conventionnel, seront ainsi amenées à négliger les prescriptions des actes de Berlin et de Bruxelles. Quelle source de nouvelles complications pour elles!

Cependant la combinaison est ingénieuse et le gouvernement métropolitain ne fut pas loin d'y recourir. En 1907 un projet de décret fut rédigé en ce sens; quelque temps plus tard, une clause de la convention passée le 18 juillet 1910 entre le département des colonies et la Compagnie concessionnaire N'Goko Sangha autorisait cette dernière à introduire dans ses plantations des travailleurs étrangers. Félicitons-nous cependant de ce que la mesure n'ait pas été étendue à toute la colonie.

Il vaut mieux, à notre avis, s'en tenir aux maigres ressources manouvrières que nous possédons, elles ne peuvent manquer de s'améliorer si l'administration use de son influence morale auprès des indigènes et si les Sociétés concessionnaires rémunèrent suffisamment le travail fourni par eux. M. Chailay n'a-t-il pas reconnu lui-même que les noirs commençaient à travailler « volontairement » quand leur travail est « honnêtement et suffisamment rémunéré ». Il ne faut donc pas désespérer de leur perfectibilité.

Les populations de la côte et celles du Haut-Oubangui nous fournissent des travailleurs sinon irréprochables, du moins d'un rendement appréciable. Pourquoi ? Le contact des Européens pour les uns, des traitants musulmans pour les autres, a éveillé chez eux des besoins inconnus du reste des populations congolaises à qui une nature généreuse fournit tout ce qui leur est nécessaire, mais « leur activité peut être tout au plus stimulée par le désir de se procurer des armes, des ornements, une femme (1) ».

D'autre part, la population disponible s'est accrue de ce fait. Autrefois, les transports administratifs

(1) Etienne Richet, op. citat., *Notre œuvre au Congo*, Paris, 1910.

obligeaient de recourir aux offices d'une très grande partie de la population valide. L'amélioration des voies de navigation, le développement des voies de communications ont permis la suppression du portage (1), mettant ainsi à la disposition des Sociétés toute une population d'hommes vigoureux qui d'ailleurs répugnaient à cette corvée épuisante.

Quoi qu'il en soit et malgré les progrès accomplis, la situation est loin d'être satisfaisante; repeupler notre Congo par la diminution de la mortalité infantile, par la lutte contre la maladie du sommeil, donner aux indigènes le goût du travail, est une œuvre de longue haleine que la création de dispensaires et d'écoles viendra faciliter. Nous verrons un peu plus loin comment s'y sont employées certaines Sociétés concessionnaires.

Examinons maintenant les dispositions prises par le Gouvernement pour faciliter le recrutement de la main-d'œuvre et en réglementer l'emploi.

Les indigènes de la région côtière avaient acquis au contact des Européens d'indiscutables habitudes de travail: Loangos et Mayembés notamment étaient recherchés non seulement par les Sociétés concessionnaires éloignées de la côte, mais encore par les entreprises étrangères, tellement que nombreux

(1) Instructions ministérielles, 11 février 1906.

étaient ceux qui quittaient leur pays pour le Cameroun ou le Congo belge. Devant cette déperdition de main-d'œuvre, les Sociétés se plaignirent, et le 2 juillet 1901 paraissait un décret réglementant l'émigration des indigènes, des arrêtés postérieurs interdirent jusqu'à nouvel ordre, l'un l'émigration pour tous les pays étrangers, l'autre la délivrance de permis d'embarquement.

Il fallait aussi se préoccuper du contrat de travail qui se conclurait entre les indigènes et les Sociétés; il était du devoir de l'Administration locale d'empêcher les abus qui pourraient résulter du manque de législation à ce sujet et de protéger efficacement les indigènes contre leurs employeurs et contre eux-mêmes. Aussi, à la suite des travaux effectués par une Commission instituée le 21 août 1901, intervenait le décret du 14 mai 1903, base de la législation réglementant le contrat de travail au Congo français. Son respect devait être assuré par la surveillance directe de l'Administration; c'était de toute nécessité, étant données la psychologie enfantine et les habitudes nomades des noirs congolais. Exiger d'eux des dommages-intérêts au cas de rupture du contrat, aurait été une mesure illusoire, car ils ne possèdent rien et vivent au jour le jour; il fallait donc prendre contre eux une sanction spéciale; l'avis unanime était qu'elle fût prononcée par les tribunaux et qu'elle entraînaît l'emprisonnement

avec travail forcé (1). Le décret de 1903 recourut à une solution mixte en donnant la connaissance de ces litiges à l'Administration. L'indigène qui, sans raison, rompait son contrat de travail, serait passible de condamnations pécuniaires, qui pourraient être exécutées par voie de contrainte par corps, la durée de l'emprisonnement ne pouvant excéder un mois.

Cette législation ne fut en vigueur que jusqu'au 28 mai 1907; le peu de respect que lui témoignaient les Sociétés concessionnaires et surtout l'indifférence manifestée par l'Administration dans son rôle de surveillance ont entraîné sa faillite.

Le décret du 28 mai 1907 procède d'un esprit hostile aux Sociétés concessionnaires; il diminue les garanties données aux employeurs européens, cependant il marque un progrès en déterminant les conditions de formation du contrat de travail; il innove aussi en donnant la connaissance des contestations entre employeur et employé au juge de paix; la solution de 1903, quoique violant le prin-

(1) M. Félicien Cattier, professeur à l'Université de Bruxelles, membre de l'Institut colonial international, est partisan de l'emprisonnement avec travail forcé. Pourtant son étude sur la situation de l'Etat indépendant du Congo le range parmi les adversaires des Sociétés concessionnaires.

cipe de la séparation des pouvoirs, avait l'avantage de la rapidité.

Ce décret du 28 mai 1907 supprime la contrainte par corps avec durée maxima d'un mois, réduisant les garanties données aux deux parties intéressées aux seuls dommages-intérêts; certes, l'employeur européen est solvable, mais le nègre engagé? tout au plus le gage que possède son employeur contre lui peut se réduire à sa créance de salaire; c'est ce que décide d'ailleurs le décret.

Encore faut-il distinguer plusieurs cas : l'engagé qui reste moins de trente jours sans travailler est déclaré absent; on opère sur son salaire une retenue équivalente au nombre de journées pendant lesquelles il a manqué, plus le tiers de cette somme comme amende. Reste-t-il plus de trente jours sans travailler, il est déclaré déserteur; le contrat de travail est résilié de plein droit et l'employeur retient tout le salaire qu'il peut lui devoir.

Une disposition bizarre et inexplicable du décret fait, en définitive, profiter les indigènes eux-mêmes de leur faute; en effet, si l'indigène est déserteur, le salaire dont il est déchu est versé dans une caisse tenue dans chaque chef-lieu administratif et destinée à des œuvres de prévoyance indigène; l'amende seulement est versée en cas d'absence.

Les protestations légitimes soulevées par les prescriptions de ce décret n'aboutirent qu'en 1911; le

décret du 7 avril (1) confirmant d'abord le principe de la liberté du travail, fait la distinction entre le journalier et le travailleur permanent; le journalier peut partir quand il veut, son employeur peut le remercier quand il veut; au contraire, les travailleurs engagés pour une exploitation agricole qui nécessite une main-d'œuvre stable, le seront en vertu d'un contrat de travail; leur engagement sera de plus de trois mois, mais ne pourra pas dépasser deux ans. Cet engagement devra être passé devant un agent de l'Administration : ici apparaît le rôle moral de l'Administration qui doit empêcher la formation de contrats léonins.

Une loi du 2 juillet 1890 avait supprimé dans la métropole l'institution du livret ouvrier qui y était

(1) Complété par un décret du 15 juillet 1912, qui a pour but d'inciter les indigènes à la prévoyance. L'article premier de ce décret décide : « Lorsque le contrat d'engagement aura stipulé que le paiement de tout ou partie des salaires aura lieu en fin d'engagement, l'engagiste sera tenu de verser tous les six mois, dans une des caisses de l'Administration et suivant le mode fixé par l'arrêté du Gouverneur général de l'A. E. F. en date du 10 octobre 1911, les sommes revenant à ses engagés, déduction faite des avances ou autres sommes pouvant lui être dues.

« La même règle s'appliquera en cas de décès d'un engagé au cours de son engagement. Les salaires acquis, déduction faite des sommes pouvant revenir à l'engagiste, seront obligatoirement déposés dans une caisse du Trésor pour être tenus à la disposition des ayants droit.

devenue odieuse, on la reprit au Congo où les conditions de travail sont très différentes, et le décret du 7 avril 1911 l'y consacre; par leur livret, les indigènes auront une connaissance pleine et entière des clauses de leur engagement; ils devront le présenter à toute réquisition de l'Administration et leur texte fera l'objet d'une transcription sur un registre spécial tenu par l'Administration du lieu.

Les décrets de 1903 et de 1907 exigeaient pour tout indigène engagé l'âge de quinze ans. Comment respecter une telle prescription dans un pays où l'indigène ignore « jusqu'à son âge » ? Plus judicieux, le décret de 1911 remplace cette condition par une visite médicale. Il prend aussi d'autres mesures pour la protection des indigènes se rapportant surtout aux salaires, réglant leur taux et fixant leur mode de paiement.

Le paiement en marchandises permis en 1903 et en 1907, avait donné lieu à des abus regrettables: le décret du 7 avril 1911 le prohibe et prescrit le paiement total en numéraire. Cette mesure est peut-être un peu prématurée en raison des habitudes économiques arriérées des autochtones; il eût mieux valu en poser seulement le principe et permettre aux employeurs européens d'user du paiement en marchandises dans des circonstances exceptionnelles et sous le contrôle rigoureux de l'Administration.

Dans le but très louable d'élever la mentalité des

noirs congolais, et de les rendre conscients de leurs droits et de leurs devoirs, le décret de 1907 décide que le paiement de l'impôt de captation ne pourra plus être effectué que par eux-mêmes et non par leurs employeurs, comme cela se faisait autrefois.

Le noir victime d'un accident de travail a droit aux soins médicaux, à la nourriture, au logement et au tiers de son salaire habituel; si l'incapacité de travail causée par son accident dure moins d'un mois, il peut être obligé de fournir à la fin de son engagement un temps de travail égal à celui de son absence forcée; dans ce cas, il aura droit à son salaire habituel. Une incapacité de plus d'un mois donne à l'engagiste le droit de demander la résiliation de l'engagement, mais il sera tenu de rapatrier la victime de l'accident et de lui verser une indemnité dont le montant sera fixé judiciairement.

Le décret de 1911 modifie ainsi les sanctions prises contre les ruptures d'engagement : La connaissance de ces sortes de contestations appartient, non plus comme sous le régime de 1907, au juge de paix du lieu du contrat, mais à celui du lieu où s'élève la contestation; cette mesure s'imposait, car, auparavant, en raison des distances qui séparaient les juges des justiciables, il était matériellement impossible de solutionner les litiges.

Au point de vue des déchéances pécuniaires qui atteignent le noir qui rompt le contrat et des garan-

ties accordées à l'engagiste européen, les rédacteurs du décret de 1911 ont été moins bien inspirés : sans doute, on supprime la fameuse caisse d'assistance et les retenues opérées sur le salaire retournent à l'engagiste; seulement le montant de ces sommes n'est pas aussi élevé qu'en 1907; en effet, l'amende qui, d'après le décret de 1907, s'ajoutait à la retenue équivalente au nombre de journées d'absence est supprimée; ensuite, si le décret de 1911 décide que le montant de la retenue sera porté au double du temps d'absence, il tempère immédiatement et rend pour ainsi dire vaine cette disposition en décidant que le montant de cette retenue ne pourra excéder le salaire d'un mois. Au cas de désertion, la moitié est attribuée à l'indigène déserteur.

Ainsi, à côté d'heureuses innovations, le décret du 7 avril 1911 apporte, au point de vue des garanties accordées aux engagistes européens, des reculs regrettables. Il a eu le tort de transporter inconsidérément des principes judiciaires incontestés dans la métropole dans une colonie où, en raison des circonstances, ils n'atteignent pas du tout le but qu'ils se proposent. Il y avait tout simplement une question de fait à résoudre; le décret de 1911 ne s'y est appliqué qu'imparfaitement.

PARAGRAPHE III

L'impôt indigène.

La théorie du travail forcé écarté, il fallait aviser pour amener l'indigène au travail régulier par des moyens plus salutaires et moins en contradiction avec nos mœurs. On a pensé alors que l'impôt de capitation pourrait jouer le rôle de « stimulant au travail » ; c'est d'ailleurs un moyen légitime de secourir son indolence et de lui donner l'habitude du travail.

L'impôt est l'affirmation de notre souveraineté et personne à l'heure actuelle ne s'élève pour contester sa légitimité. Malgré leur mentalité arriérée, les indigènes ont compris eux-mêmes les bienfaits de notre civilisation, surtout devant la diminution des guerres de tribus à tribus et devant la disparition presque totale des razzias des traitants arabes ; l'impôt est donc la collaboration de l'indigène à notre œuvre civilisatrice ; il sera équitable, s'il équivaut aux services rendus. Il est d'autant plus légitime au Congo que tout y est à créer sans autres ressources que celles que l'on peut tirer de la population elle-même (1).

(1) M. Eugène Etienne : « L'Etat a le droit de réclamer à l'indigène un impôt, et le noir, qui n'a rien, ne pourra l'acquitter qu'en travaillant. »

Il avait d'ailleurs été établi au Gabon en 1878; en 1900 on l'avait étendu à toute notre colonie; deux circulaires du Commissaire général, l'une du 3 février 1899, l'autre du 15 juillet 1900, précisaient les modalités de son recouvrement; de même des instructions ministérielles du 30 novembre 1900 posaient le principe du paiement en numéraire. Malheureusement l'usage du numéraire n'étant pas du tout familier aux indigènes, il fallut s'en tenir au paiement en nature.

Or, les Sociétés concessionnaires se fondant sur les instructions ministérielles du 24 mai 1899, qui faussaient complètement la notion des réserves indigènes telles qu'elles se dégageaient des actes organiques, protestèrent, car ces instructions ministérielles attribuaient aux seules Sociétés les produits naturelles des forêts domaniales; elles renchérent lorsque la circulaire du 21 mars 1901 prescrivit la vente aux enchères des marchandises apportées en paiement de l'impôt pour leur transformation en argent. Cette circulaire soulignait en effet les contradictions flagrantes entre le monde de paiement en nature et les instructions du 24 mai 1899.

Obéissant aux suggestions de l'Union Congolaise, le Gouvernement permit aux Sociétés le rachat du caoutchouc et autres produits apportés à titre d'impôt. Ce prix de rachat était basé sur le prix d'achat des mêmes produits dans la région où ils étaient

récoltés avec, en plus, les frais de perception. Ces nouvelles dispositions furent l'objet, le 14 février 1902, d'un arrêté de M. Grodet, Commissaire général, qui fixait le montant de l'impôt indigène au taux maximum de 3 francs par adulte et de 6 francs par case. Aux termes de l'article 4 de cet arrêté, l'impôt devait être perçu en nature et, par ordre de préférence, en caoutchouc, en ivoire, en bois de construction, en produits d'élevage, en produits de culture et en produits de l'industrie indigène.

L'article 10 décidait que les produits perçus seraient remis aux Sociétés sur le territoire desquelles ils avaient été recueillis; le prix de rétrocession serait déterminé par une mercuriale dressée chaque semestre (art. 11 et 12). Pour le caoutchouc, d'après les évaluations de l'Union Congolaise, le prix de rétrocession, fixé depuis quelques années à 3 fr. le kilo, équivalait à 4 journées de travail, soit 0 fr. 75 par jour, prix de la main-d'œuvre.

Cet arrêté procédant de l'erreur d'interprétation des instructions ministérielles du 24 mai 1899, était très critiquable. Il avait le tort de faire participer des Sociétés privées à un acte de souveraineté et d'aggraver les charges des contribuables noirs; la vente aux enchères, plus juste que la rétrocession aux Sociétés concessionnaires, était plus rémunératrice pour eux. Par ce moyen les Sociétés ne payaient que le temps de travail nécessaire à la récolte des

produits versés à l'Administration, et l'on était loin d'inciter le noir au paiement régulier de l'impôt.

Dans son application on commit aussi des erreurs regrettables. M. Gentil, alors Commissaire général, n'a-t-il pas adressé en 1903 une circulaire à ses subordonnés, dans laquelle il disait : « Je ne vous cache pas que je me baserai pour vous noter sur les résultats que vous aurez obtenus au point de vue de l'impôt indigène. » Les résultats de cette phrase malheureuse furent une politique de fiscalité brutale pratiquée par les agents de l'Administration ; à Bangui notamment, un commis des Affaires indigènes, chargé de faire rentrer l'impôt, razzia 58 femmes et 10 enfants, les enferma dans une case exiguë, sans air, sans lumière, ou 47 d'entre eux périrent.

On a voulu faire aux Sociétés un grief de cette politique fiscale, mais c'est à l'Administration seule qu'incombe la responsabilité de ces mesures odieuses.

C'est ce que reconnut dans ses instructions du 11 février 1906 M. Clémentel, Ministre des Colonies : il stigmatise la circulaire Gentil et décide, sur les suggestions des Sociétés concessionnaires, que les indigène apportant du caoutchouc pour l'impôt à l'Administration recevront d'elle en récompense une petite somme d'argent, partout où le prix de revente du caoutchouc n'atteindrait pas 3 francs le kilo ; les Compagnies concessionnaires qui l'achèteraient

à l'Administration paieraient 0 fr. 50 à 1 franc en plus; le produit de cette majoration devait être versé aux contribuables au moment où ils apporteraient du caoutchouc à l'Administration; cette sorte de prime aurait le double avantage de pousser l'indigène au paiement de l'impôt et de faciliter la diffusion de l'usage du numéraire. Malheureusement ces prescriptions restèrent lettre morte. Un arrêté du Gouverneur général, du 30 septembre 1909, réorganise l'impôt indigène; il décide qu'il devra être acquitté en numéraire, mais le Gouverneur peut permettre son paiement en nature par arrêtés spéciaux pris chaque année en Conseil de gouvernement. Ces arrêtés détermineront les produits qui seront acceptés et leur prix de rétrocession.

On ne parle plus de la prime prévue en 1906; d'ailleurs le tassement des Sociétés concessionnaires qui s'est produit depuis, permettra de revenir à la vente aux enchères; ensuite, l'usage du numéraire pénétrant dans les mœurs congolaises sous l'influence des efforts de l'Administration, nous pouvons espérer que le paiement de l'impôt s'effectuera normalement dans un temps assez rapproché.

CHAPITRE V

**La situation des Sociétés concessionnaires
au début de 1905**

Il ne faut pas s'étonner, étant données toutes les difficultés qui avaient entouré leurs débuts, des résultats médiocres obtenus au bout de cinq ans d'exploitation; les Sociétés du Gabon notamment avaient trouvé, dès leur installation, leur prospérité empêchée par la présence de riches maisons anglaises qui s'étaient créées dans cette partie de la colonie une forte situation commerciale et qui entreprirent contre elles une campagne ruineuse, de plus, en 1901 et en 1902, les cours du caoutchouc s'affaissaient par suite de l'abondante production de l'Etat indépendant; parmi les Sociétés de l'intérieur, quelques-unes étaient situées dans une région marécageuse où la moindre exploitation était impraticable, et toutes ne pouvaient effectuer que des bénéfices réduits par l'élévation du prix de transport.

Aussi, en 1902, quatre Sociétés étaient déjà dissoutes, 3 par un décret du 11 février et une par un décret du 6 octobre; les trois premières appartenaient au groupe du bassin de la Basse-Sangha, la Société de l'Afrique française, la Société de l'Afrique équatoriale et la Société Franco-Congolaise; la quatrième était la Compagnie française du Gabon.

La Compagnie de l'Oubangui-Ombella dut aussi abandonner son privilège, par suite de la faillite de son principal actionnaire, qui possédait 1.290 actions sur 1.600 formant son capital social.

Enfin, d'autres Sociétés cherchèrent un remède à leurs maux en s'unissant avec des Sociétés voisines; ces fusions autorisées par le Ministre des Colonies aboutirent à la formation de la Compagnie du Kouango français, formée par les Compagnies du Kouango rive droite et du Kouango rive gauche, de la Compagnie de l'Ekéla-Kadeï-Sangha, formée par la Compagnie de la Kadeï-Sangha et de l'Ekéla-Sangha et de la Société N'Goko Sangha, formée par la Compagnie de la L'N'Goko-Sangha et par la Compagnie des produits de la Sangha-Lipo-Ouessou (1).

Malgré tout, on peut constater une certaine amélioration des résultats financiers obtenus pendant

(1) Donc, sur les 40 Sociétés formées en 1899, 32 subsistaient au début de 1905.

cette première période : En 1900, 21 Sociétés sont en perte, 3 seulement réalisent quelques bénéfices. 1901 fut une mauvaise année, 25 d'entre elles sont en perte, 2 en bénéfices; ceci s'explique parce que c'est l'exercice 1901 qui a eu à supporter la presque totalité des frais de premier établissement.

En 1902, 27 Sociétés sont en perte, 3 en gain.

En 1903, la situation s'améliore, 23 Sociétés sont en perte, 8 en gain.

Enfin, 1904 leur est plus favorable, 18 Sociétés sont en perte et 12 voient se chiffrer leur bilan par des bénéfices.

Cette amélioration se fait aussi sentir dans le mouvement général du commerce :

Importation		Exportation	
1899....	6.690.263	1899....	6.625.041
1900....	10.554.863	1900....	7.539.515
1901....	7.985.301	1901....	7.321.767
1902....	5.686.999	1902....	8.428.455
1903....	6.978.077	1903....	9.938.242
1904....	9.058.140	1904....	12.135.463

Ainsi le mouvement général du commerce a presque doublé pendant six ans, c'est d'ailleurs ce que constata M. Le Hérissé dans son rapport sur le budget des Colonies pour l'exercice 1906.

La participation des Sociétés concessionnaires à l'accroissement des ressources fiscales de la colonie s'est manifesté ainsi :

Elles ont versé, au titre de la redevance fixe annuelle :

En 1899.....	264.850
1900.....	264.850
1901.....	250.100
1902.....	250.100
1903.....	250.100
1904.....	398.300

Jusqu'à 1905 inclus, au titre de la redevance proportionnelle de 15 0/0 sur les bénéfices de la Société. 188.611 francs, de droits d'enregistrement et de timbre, 2.000.000 de francs.

Leur contribution à l'établissement des postes de douanes a été de 50.000 francs.

Les recettes douanières qui s'élevaient en 1897, à 1.054.462 fr., s'élevaient en 1899 à 1.606.502 fr.; en 1900, à 1.986.060 fr.; en 1901, à 1.590.534 fr.; en 1902, à 1.465.501 fr.; en 1903, à 1.813.032 fr; et en 1904, à 2.081.817 fr.

Notons que ces plus-values budgétaires sont imputables aux Sociétés concessionnaires créées à la suite des décrets du 28 mars 1899, la Compagnie du Konilou-Niari et la Société du Haut-Ogoué n'y figurent pas.

Ces chiffres suffisent à montrer nettement le double avantage du régime : d'une part, brusquer la mise en valeur de la colonie, d'autre part, faire participer le budget local à son établissement et à sa prospérité.

Cependant ses adversaires ont prétendu que les opérations des Sociétés avaient pour résultats la destruction des plantes à caoutchouc : il est indéniable qu'elles aient en effet, dans la période de début, repris les procédés des commerçants libres, mais pouvaient-elles agir autrement, ne sachant pas à quelles essence caoutchoutières accorder la préférence ? M. Chalot, directeur du Jardin d'essai de Libreville, le reconnaissait lui-même et terminait ainsi son rapport du 28 septembre 1901 : « En résumé, bien qu'il y ait au Jardin d'essai de nombreuses plantes susceptibles d'être cultivées dans l'avenir, à l'heure actuelle, les conditions économiques sont telles qu'il n'y a guère que la culture du cacaoyer, du vanillier, du cocotier qui puissent être entreprises avec quelques chances de succès. »

Malgré ces incertitudes, de 1901 à 1903, les Sociétés plantèrent un assez grand nombre de céaras et, en 1904, près de 200.000 pieds avaient été plantés ; ce fut à ce moment que l'on commença à soupçonner la valeur de l'Ireh nom donné par les indigènes à

la *Kichxia africana* et à la *Funtumia elastica*. Profitant encore des leçons de l'expérience, on se rendit compte que les lianes indigènes susceptibles de donner du caoutchouc repoussent du pied une fois coupées et que l'on a avantage, au point de vue qualité et quantité, à ne pas laisser s'étendre librement les tiges qui se forment. Munis de ces précieux renseignements, les Sociétés procédèrent à de nombreux essais de replantation et de multiplication de ces lianes.

Si quelques Sociétés ne se sont pas conformées à la clause de replantation, d'autres, au contraire, cultivent beaucoup plus d'arbres à caoutchouc qu'elles ne le devraient si elles se conformaient strictement aux prescriptions de l'art. 6 du cahier des charges, de sorte que dans l'ensemble, les Sociétés avaient en 1904, replanté le nombre de pieds de plantes à caoutchouc correspondant à la quantité de caoutchouc exportée : En effet, de 1900 à 1904, 2.842 tonnes de caoutchouc avaient été exportées; l'Union Congolaise évaluée à 1.643, sur 2.842, celles qui l'ont été par les Sociétés tenues de replanter (1); à raison de 150 arbres à caoutchouc par tonne exportée, elles

(1) N'oublions pas que les Sociétés du Haut-Ogooué et du Kanilou-Niari ne sont pas tenues de replanter et que les maisons anglaises et allemandes du littoral n'ont pas cessé de participer au mouvement commercial.

auraient dû en replanter 246.450. Or, ce chiffre a certainement été dépassé, le rapport de l'Union Congolaise, paru en 1904, affirmait même l'existence de 350.000 arbres replantés (1). Cette affirmation n'a jamais été démentie dans aucun document administratif authentique. Malheureusement et en raison de l'ignorance même des Sociétés, toutes ces replantations n'ont pas été heureuses quoiqu'il y ait été procédé avec le plus grand soin, les Sociétés chargeant des agents de culture sortant de nos écoles nationales d'agriculture de les diriger.

C'est surtout dans la région maritime que les Sociétés se sont appliquées à l'exploitation forestière; celles de l'intérieur n'ont pu le faire en raison de leur éloignement et du manque de moyens de transport.

Elles n'ont pas négligé non plus les cultures vivrières, créant des jardins potagers où sont cultivés des légumes d'Europe pour les agents européens, et s'adonnant aux cultures vivrières nécessaires à leurs travailleurs indigènes; certains, dans la région côtière, ont entrepris des plantations de cacaoyers et de caféiers, mais les résultats n'ont pas été encourageants, les jeunes plants ayant été atteints par la

(1) Ce nombre total se décompose ainsi : 200.000 céaras, 10.000 hévéas, 1.200.000 irehs, 20.000 lianes.

maladie; la Compagnie française du Congo occidental en a particulièrement souffert, la Société des Factoreries de N'Djolé et la Compagnie de l'Ogooué-N'Gounié ont été un peu plus heureuses.

Il faut féliciter spécialement la Compagnie française du Congo occidental, la Société du Fernan-Vaz, de la Setté-Caura et la Compagnie du Littoral Barili, de s'être risquées à la culture du coton; les plantations de coton, peu importantes il est vrai, ont donné des produits dépassant toute espérance et appréciés par l'Association cotonnière. On ne saurait trop insister sur l'intérêt que nous avons à développer la culture du coton dans notre Afrique équatoriale : nous échapperions à la suprématie économique des Etats-Unis qui possèdent pour ainsi dire le monopole de la production cotonnière et le font peser sur le marché mondial. Malheureusement la culture du coton exige des soins habiles et soutenus, et la pénurie de main-d'œuvre se fait toujours sentir.

Ces mêmes Sociétés ont tenté aussi la culture de la vanille, de la banane, de la noix de coco, de l'orange et du citron.

En considération de tous ces efforts, il est permis de dire, qu'à part quelques défaillances particulières, les Sociétés concessionnaires avaient, après quatre ans d'existence, répondu comme il convenait aux espoirs que l'on avait fondés sur elles et qu'elles

constituaient un facteur puissant au point de vue du développement économique de notre colonie. Cependant, à cette époque même se déchaînait contre elles une campagne très violente en Angleterre et, quelque temps après, en France.

CHAPITRE VI

**La campagne anglaise
contre nos Sociétés concessionnaires
du Congo**

Nous avons vu qu'au moment de l'instauration du régime concessionnaire, le mouvement commercial était assez développé au Gabon; quelques maisons, pour la plupart étrangères, se procuraient des indigènes, par le procédé de la traite, les produits naturels du sol : l'ivoire et le caoutchouc formaient la base de leurs opérations.

Qu'allaient-elles devenir, devant la situation créée par les décrets de concession qui faisaient des Sociétés les propriétaires des produits naturels recueillis sur les territoires concédés? Nécessairement, elles se voyaient dans l'obligation de cesser des échanges qui étaient délictueux et de chercher leur avenir dans d'autres voies; le Département des Colonies

s'en était préoccupé et, prévoyant le conflit, qui, fatalement, s'élèverait entre les Sociétés concessionnaires fortes de leurs droits, et les maisons de commerce fortes de leur situation acquise, des instructions ministérielles du 24 mai 1899 recommandaient à l'Administration locale d'user de son influence pour rapprocher les intérêts des antagonistes. En fait, certains commerçants, obéissant aux suggestions de l'Administration, entrèrent dans quelques Sociétés, mais ce mouvement d'entente amiable ne fut pas suivi de tous, notamment de deux maisons anglaises très importantes : celles de M. John Holt, Vice-Président de la section africaine de la Chambre de Commerce de Liverpool, et celle de MM. Hatton et Cookson. Ces maisons continuèrent leurs opérations comme par le passé, c'est-à-dire le trafic avec les indigènes des produits naturels provenant des terrains concédés aux Sociétés. Celles-ci n'hésitèrent pas alors à s'adresser aux tribunaux qui, dans plusieurs jugements, confirmèrent le droit des Sociétés à être les seules à recueillir les produits naturels sur le territoire de leur concession (1). Les Sociétés

(1) Justice de paix à compétence étendue du Loango (24 septembre 1900); Tribunal de Libreville (plusieurs jugements s'échelonnant entre le 25 février 1901 et le 14 mars 1903); Conseil d'appel de Libreville (plusieurs jugements du 24 octobre 1901 au 17 juin 1902); Cour de Cassation (arrêts du 8 mars et du 6 mai 1905).

du Congo occidental, de la Haute-N'Gounié, de la Setté-Cama, du Littoral-Barili et du Fernan-Vaz bénéficièrent de cette décision.

Ces échecs devant les tribunaux ne découragèrent pas les maisons anglaises. Elles étaient très puissantes et la personnalité de M. John Holt suffisait pour intéresser au différend non seulement la Chambre de commerce de Liverpool, mais encore tout le haut commerce anglais. Solidement appuyées dans leur pays, elles n'hésitèrent pas à porter leur cause sur le terrain diplomatique, soutenant que le régime concessionnaire au Congo français était la violation manifeste du régime de liberté commerciale établi par l'acte de Berlin dans le bassin conventionnel du Congo. Cette thèse trouva un défenseur habile et tenace dans M. Edmund Morel, Secrétaire de la section africaine de la Chambre de Commerce de Liverpool et intime ami de M. John Holt. Dans des articles de la *West African Mail*, dans ses livres: *The british case in french Congo* et *Problèmes de l'Ouest-Africain*, M. Morel se fit le champion du commerce libre contre nos Sociétés concessionnaires, mais, sentant bien que pour entraîner les masses à sa suite, les seules revendications des maisons de commerce étaient insuffisantes, il se posa aussi en défenseur des indigènes congolais opprimés et dépossédés de leurs biens par le régime concessionnaire.

Il n'en fallut pas davantage pour susciter une campagne de presse soutenue par une multitude de journaux, pour provoquer des réunions publiques sous les auspices des sociétés philanthropiques. Cette campagne avait un but précis : obtenir la réunion d'une nouvelle conférence africaine pour interpréter l'acte de Berlin violé par le régime concessionnaire; celui-ci était condamné à un triple point de vue par ses adversaires :

Il est la négation du principe de la liberté commerciale;

Il repose sur la spoliation des indigènes ;

Il repose sur la violation des droits acquis par les tiers.

1° Le régime concessionnaire est la négation du principe de la liberté commerciale.

Par son article 1^{er} l'acte de Berlin ouvre le bassin du Congo et de ses affluents au commerce entièrement libre de toutes les nations.

Dans son article 5 il décide qu'on ne doit établir « ni monopole, ni privilège d'aucune sorte en matière commerciale » dans le bassin conventionnel. Et le régime concessionnaire viole sinon ces droits, du moins en fait le principe de la liberté commerciale.

Certes, les actes organiques de 1899 n'ont établi au profit des Sociétés aucun monopole de commerce, seulement un monopole de jouissance sur les territoires concédés; théoriquement, la liberté commerciale subsiste et le premier venu peut vendre aux indigènes les produits manufacturés venant d'Europe, les actes organiques de 1899 ne s'y opposent pas. Mais en fait, comment la situation se présente-t-elle? Nous savons que les indigènes congolais sont peu ou pas accoutumés à l'usage du numéraire: comment alors effectueront-ils le paiement des marchandises achetées aux commerçants libres? Avant l'établissement des Sociétés concessionnaires, ils se servaient du procédé du troc; en effet, c'est en échange des produits naturels qu'ils se procuraient les marchandises dont ils avaient besoin; mais depuis cet établissement, ce procédé devient impossible et même délictueux, les Sociétés étant propriétaires de ces produits naturels. Par conséquent, le régime concessionnaire met fin au libre commerce et viole l'acte de Berlin. C'est cette thèse que M. Morel a scrupuleusement soutenu dans son livre « *The british case in French Congo* ».

Sans doute, cette argumentation est très spécieuse, mais elle cède à un examen sérieux. Rappelons-nous que Bismarck définissait ainsi le but des représentants des puissances réunies à Berlin « faciliter à toutes les nations commerçantes l'entrée de l'inté-

rieur de l'Afrique » ; c'est-à-dire faire de l'Afrique centrale, un marché où tous les produits entreraient et sortiraient exonérés de droits de navigation et de douane. C'est la seule interprétation logique de l'article 1^{er} de l'acte de Berlin ; en quoi le régime concessionnaire le viole-t-il ?

La disposition de l'article 5 est aussi respectée : en interdisant « tout monopole et privilège en matière commerciale » on avait voulu prohiber l'établissement de Sociétés commerciales qui à l'instar des Compagnies souveraines de l'Ancien régime seraient les seuls intermédiaires d'échange entre la métropole et la colonie.

Mais ni l'article 1^{er}, ni l'article 5 n'avaient l'intention de prohiber la concession par l'Etat d'un privilège de jouissance à des Sociétés régulièrement constituées. L'Etat propriétaire des terres vacantes pouvait en disposer à son gré ; voulant mettre un terme aux opérations désastreuses du commerce libre, il n'avait fait qu'user de son droit le plus strict en confiant aux Sociétés concessionnaires un droit exclusif de jouissance et d'exploitation.

Il est regrettable qu'au début les Sociétés aient été dans l'obligation de reprendre les procédés du commerce libre et de s'en tenir à l'échange des produits naturels ivoire et caoutchouc contre des marchandises de traite ; mais il ne faut pas oublier que les produits naturels qu'elles se procuraient ainsi

étaient leur propriété et qu'elles faisaient « acte de production », tandis que les commerçants libres achetant pour revendre ne faisaient qu' « acte de commerce ».

Puis, le commerce libre n'avait pas complètement disparu de notre Congo, les actes de 1899 n'ayant pas interdit l'existence de factoreries ambulantes séjournant dans les villages indigènes et dans les dépendances du domaine public et y échangeant contre du numéraire des produits manufacturés européens. En 1906, il entraît pour moitié dans les échanges effectués et, par suite du développement de l'usage de numéraire, il ne pouvait manquer de s'accroître; or, sous l'influence de l'administration et dans leur propre intérêt, toutes les Sociétés tendent à payer de plus en plus leurs travailleurs en espèces. Ce mouvement sera général quand l'exploitation des territoires concédés aura pris un tel développement qu'elle nécessitera l'emploi d'équipes d'indigènes travaillant régulièrement et habitués au paiement en numéraire; les noirs trouveront alors dans le commerce libre des ressources d'autant plus appréciables que la concurrence grandissante amènera la baisse des prix.

2° Le régime concessionnaire repose sur la spoliation et l'oppression des indigènes.

Au dire des adversaires du régime, l'Etat en octroyant aux Sociétés concessionnaires la majeure partie du Congo a dépossédé les anciens habitants du pays de leurs propriétés collectives; il est arrivé à ce résultat par l'exagération de la notion des terres vacantes.

Bien plus, les Sociétés concessionnaires mises injustement en possession des territoires appartenant aux indigènes ne respectent pas les prescriptions des actes de Berlin et de Bruxelles relatives à l'amélioration des conditions matérielles et morales d'existence des indigènes; elles ne peuvent arriver à un résultat qu'en les contraignant au travail; les agents des Compagnies se procurent communément l'ivoire et le caoutchouc par les razzias, les vols à main armée, les menaces, les crimes même; ils rémunèrent les noirs en marchandises qu'ils évaluent à 200, 300, 400 fois leur valeur réelle. Le système aboutit donc à la spoliation et à l'oppression de l'indigène.

Prétendre qu'il n'y a pas au Congo de terres vacantes, c'est exagérer. Son immense superficie est couverte par une population à densité extrêmement faible, à telle enseigne, que M. Challaye, membre de la Mission de Brazza en 1905, un des adversaires

les plus irréductibles du régime concessionnaire, reconnaît avoir circulé des journées entières sans trouver trace de village indigène. Ce sont ces vastes territoires considérés à bon escient comme vacants et sans maître, que l'Etat a concédés en 1899; il pouvait le faire en vertu des articles 531 et 713 du Code civil après sa promulgation dans la colonie. Cette notion des terres vacantes a d'ailleurs été adoptée par tous les pays : l'Imperial British East Africa Company n'est-elle pas elle-même constituée sur un territoire occupant la partie orientale du bassin conventionnel? de même la Deutsche Gesellschaft Sud-Kameroun n'en occupe-t-elle pas aussi une partie?

Reste l'accusation du travail forcé et de l'oppression des indigènes. L'étude des actes organiques et des dispositions successives relatives aux réserves indigènes nous ont démontré l'inanité de cette accusation. La sanction la plus énergique, la déchéance est attachée au respect des mœurs et des pratiques foncières des anciens habitants du pays; ils n'ont jamais été sous la domination absolue des Sociétés concessionnaires et c'est librement qu'ils consentent à apporter le concours de leur main-d'œuvre aux entreprises européennes. Les produits manufacturés leur sont vendus en grande partie par des commerçants libres qui n'ont jamais cessé un trafic s'effectuant sous le régime de la libre concurrence; les bienfaits de ce régime apparaissent chaque jour da-

vantage avec la diffusion de l'usage du numéraire favorisée par les Sociétés concessionnaires qui y ont vu un excellent stimulant au travail.

3° Le régime concessionnaire repose sur la violation des droits acquis par les tiers. D'après l'article 1^{er} des décrets, les concessions ne pouvaient être accordées que sous réserve des droits acquis par les tiers. Or les droits des commerçants principalement de ceux établis au Gabon, n'avaient-ils pas été violés, puisqu'ils ne pouvaient plus continuer leurs opérations? N'avaient-ils pas des droits acquis à invoquer pour pouvoir les continuer?

Non : la mainmise de l'Etat sur les terres vacantes était antérieure à l'instauration du régime concessionnaire; elle datait de la promulgation du Code civil dans nos colonies, et elle avait été confirmée par un arrêté du 26 septembre 1891 qui reconnaissait l'existence de « terrains vagues » à côté de celle de territoires propriétés des indigènes. L'administration avait seulement toléré l'existence de ces maisons de commerce qui pouvaient être supprimées purement et simplement par le retrait de cette tolérance. L'expression « droits acquis par des tiers » concernait les droits de propriété ou les droits de jouissance concédés sur le territoire, en vertu de l'arrêté du 26 septembre 1891.

Ainsi s'écroulait sur toute sa ligne l'argumentation adroite et tendancieuse des adversaires anglais des Sociétés concessionnaires; cependant ils ne désarmèrent pas et, se sentant appuyés en Allemagne et même en France, ils continuèrent leur campagne toujours dans le même but : obtenir la réunion d'une nouvelle conférence africaine pour préciser la portée de l'acte de Berlin; tel fut le vœu qu'émit, sur les indications de M. John Holt, l'Association des Chambres de commerce du Royaume-Uni. Non seulement les Sociétés concessionnaires de notre Congo étaient en cause, mais encore celles de l'Etat indépendant que M. Holt déclarait responsables de l'établissement du système concessionnaire dans le bassin conventionnel.

Quelque temps après, à la Chambre des Communes, après une interpellation de sir Charles Dilke en ce sens, M. Herbert Samuel déposait un projet de résolution en vue de la réunion d'une nouvelle conférence africaine; cette motion était adoptée et la campagne allait définitivement entrer dans la voie diplomatique lorsqu'intervint le traité du 8 avril 1904 marquant un rapprochement sensible entre les politiques anglaise et française, mais, en 1905, le Foreign-Office revient à la charge en unissant les réclamations particulières de MM. John Holt, Hatton et Cookson à l'interprétation générale de l'acte de Berlin. En avril 1906, il précisait les exigences

des deux maisons qui consentaient à traiter, moyennant :

1° La suppression pure et simple de tous les procès alors engagés contre elles par les Sociétés concessionnaires;

2° Une indemnité globale de 2.500.000 francs à se partager par moitié entre les deux maisons.

Cette fois-ci, le Gouvernement français céda et, le 14 mai 1906, intervenait un accord par lequel notre colonie s'engageait à verser une somme de 1 million 500.000 francs à partager par moitié entre les deux maisons anglaises; de plus, M. John Holt recevait une dotation foncière de 30.000 hectares à choisir, pendant 5 ans, en plusieurs lots. Pour le paiement de l'indemnité, 500.000 francs devaient être versés dans le délai d'un mois, le surplus en dix annuités avec les intérêts à 4 0/0.

En retour, les deux maisons ne maintenaient plus leurs réclamations; elles pouvaient le faire après les importantes compensations qu'elles recevaient : l'indemnité à verser pèse lourdement sur le budget de notre colonie et les dotations foncières portent sur un ensemble de territoires destinés à prendre une valeur considérable.

Un incident est intervenu dans le règlement de

l'indemnité. La Compagnie N'Goko-Sangha ayant eu à souffrir des agissements des Maisons John Holt, Hatton et Cookson, obtenaient, en référé, l'autorisation de saisir-arrêter 603.000 francs sur les sommes restant dues à ces deux Maisons; la mainlevée de cette saisie-arrêt était consentie par la N'Goko-Sangha, le 20 avril 1910, à la suite des négociations engagées en vue de la création d'un consortium franco-allemand.

Ainsi, malgré la ferme attitude montrée au début de cette affaire par nos ministres des Affaires étrangères, MM. Delcassé et Rouvier, la campagne anglaise était en partie couronnée de succès. Les désintéressés défenseurs des noirs congolais transigeaient avec leurs principes, grâce à d'appréciables avantages pécuniaires, et témoignaient toute leur gratitude à M. Morel en lui offrant un bijou de prix et un chèque de 100.000 francs (1).

Un peu plus tard, à la tribune de la Chambre, un député, mettant ses collègues en garde contre cette alliance des principes moraux et des affaires, disait: « Il y a dans ces Sociétés (les Sociétés humanitaires) des hommes admirables que je respecte et aussi

(1) Ce qui n'a pas empêché ce M. Morel d'être condamné pendant la guerre pour propagande défaitiste.

que je vénère, mais à côté de ces hommes de sentiments élevés, il y a des habiles qui savent mettre en valeur cette heureuse alliance de la philanthropie et des intérêts commerciaux. » (*Journal officiel*, 5 avril 1911.)

CHAPITRE VII

**La campagne française
contre les Sociétés concessionnaires**

Certes, la création des Sociétés concessionnaires, en 1899, n'avait pas été approuvée unanimement en France, les socialistes notamment ne pouvaient pardonner à nos concessions de reposer sur des Sociétés de capitaux; mais les critiques n'étaient qu'isolées et n'avaient pas pris l'ampleur de la campagne anglaise, lorsque des crimes odieux, commis en 1903, à Fort-Crampell, par deux fonctionnaires, l'un administrateur, l'autre commis des affaires indigènes, attirèrent l'attention du grand public sur notre colonie, attention d'autant plus grande qu'ils s'étaient déroulés dans une région presque inconnue, mystérieuse pour beaucoup d'où les renseignements étaient longs à parvenir, en raison de l'éloignement et du manque de moyens de communication.

Devant cet état de chose, et pour rassurer l'opinion, le Gouvernement chargea une mission spéciale dirigée par M. de Brazza d'enquêter sur les faits, d'étudier de près l'organisation administrative et financière de notre colonie et de rechercher les moyens les plus pratiques d'amélioration du sort des indigènes; subsidiairement elle devait s'occuper des Sociétés concessionnaires.

La mission fit preuve d'une activité très grande; malheureusement, elle revint en France privée de son chef, M. de Brazza ayant été débarqué mourant à Dakar. A ce moment même, se déchainait en France une campagne parallèle à la campagne anglaise et lui empruntant ses arguments. Comme en Angleterre, les publicistes, la presse, les parlementaires y prennent une part ardente; deux ligues de protection, l'une française (1906), l'autre internationale (1908) ont leur siège social à Paris et se posent en protectrices de l'humanité noire.

Rien de ce qui se passe au Congo n'échappe aux attaques du *Courrier Européen* et à la plume de trois publicistes, MM. Challaye, Paix et Mille : on n'aurait plus reconnu dans ce dernier l'auteur du « Congo belge » publié en 1899; 5 ans avaient transformé un des plus ardents promoteurs du régime concessionnaire dans notre Congo en un de ses adversaires les plus systématiques et les plus outranciers.

Mais ce fut surtout M. Challaye qui instruisit le procès des Sociétés concessionnaires dans « les Cahiers de la Quinzaine » et dans son ouvrage paru en 1909, « le Congo français, la Question internationale du Congo » ; il puisait dans sa qualité de membre de la Mission de Brazza une autorité et une compétence qui en faisaient véritablement le chef de la campagne française : celle-ci, outre les critiques anglaises, trouva des armes dans les documents publiés par M. Challaye, dans « les Cahiers de la Quinzaine » (1), à la mémoire de Savorgnan de Brazza et à la suite de sa mission.

Loin de travailler à la prospérité future du pays, les Sociétés concessionnaires en diminuent peu à peu les richesses et finissent par les anéantir. Rien n'a été fait pour la domestication des éléphants et l'ivoire est en train de disparaître, par suite de la chasse incessante qu'on leur a donnée. Le caoutchouc disparaît aussi car c'est le système de la raffe qui est employé « et par les indigènes pressés d'avoir terminé leur corvée, et par les employés des Sociétés pressés de toucher leur part de bénéfices ». La condition de replantation imposée par les actes organiques n'a été respectée par aucune

(1) Félicien Challaye : « Le Congo français », *Cahiers de la Quinzaine*, 25 février 1906.

Société, les unes prétendent avoir fait des essais infructueux, d'autres, plus sincères, ne font figurer les plantations à leur actif que pour la somme de 1 franc. Dans ces conditions, les exportations et les bénéfices des Sociétés ne peuvent qu'aller en augmentant jusqu'au jour où le pays dévasté ne rendra plus.

La mise en valeur du pays étant négligée, l'amélioration matérielle et morale du sort des indigènes l'est aussi. Les noirs, mal rémunérés, ne s'engagent pas dans les Sociétés concessionnaires; celles-ci les contraignent par la violence au travail, leur attribuant un salaire insuffisant; partant de ce principe que le latex leur appartient, elles ne paient aux indigènes que le temps de travail nécessaire à sa récolte, sans se préoccuper des conditions parfois très défavorables de celle-ci résultant du déplacement des indigènes.

Cette faible rémunération est encore diminuée de ce fait que les Sociétés concessionnaires paient en marchandises et non en numéraire. Or, ces marchandises sont souvent évaluées à 300, 400, 500 0/0 de leur valeur réelle. « Dans les environs de Bangui, le sel, marchandise tellement aimée des indigènes, qu'on peut le considérer comme une sorte de monnaie, est évalué à environ 5 francs le kilo, alors qu'il revient à 1 franc, 1 fr. 25, frais de transports com-

pris (1). » Les Sociétés concessionnaires ont donc tout intérêt à ce que l'usage du numéraire ne se répande pas dans le pays; elles s'y opposent par tous les moyens, contrevenant ainsi aux actes internationaux. Aussi, les indigènes, découragés par ces agissements, se refusent au travail. L'énumération que nous donne M. Challaye des atrocités commises par les agents blancs et noirs des Sociétés nous indique suffisamment comment ils font du caoutchouc; le résultat fatal est celui-ci : les indigènes se révoltent. Ainsi, en 1904, dans la région du Haut-Chari, les Bidigris, à la suite d'exactions de toutes sortes, entr'autres l'emprisonnement suivi de mort de l'un de leurs chefs, se soulèvent, tuent et mangent vingt-sept traitants noirs; l'expédition chargée de punir les auteurs de cette horrible scène, trouve, dans des cases indigènes, les crânes de ces traitants remplis de caoutchouc, « saisissant symbole exprimant bien la véritable cause de ces cruelles et légitimes révoltes » (2).

Ce sont ces exemples qui, multipliés par M. Challaye, à l'appui de ses dires, firent le fond d'une

(1) Félicien Challaye : « Le Congo français », *Cahiers de la Quinzaine*, 25 février 1906.

(2) Félicien Challaye : « Le Congo français », *Cahiers de la Quinzaine*, 25 février 1906.

série de conférences, à Paris et en province. L'opinion publique sollicitée quelque temps auparavant par les crimes commis par les agents de l'administration, l'était de nouveau par ceux des agents des Sociétés concessionnaires. Le mouvement s'étendit au Parlement, et les séances de la Chambre des députés des 19, 20 et 21 février 1906 furent consacrées à des interpellations dont nos Sociétés concessionnaires firent les frais (1); les armes fournies par M. Challaye ne manquèrent pas d'être employées : les Compagnies diminuent les richesses du pays ; elles ont des torts très graves vis-à-vis des indigènes « pressurés » et par les agents du fisc et par les agents des Sociétés. (Le Hérissé.) M. Caillaux leur fait un grief de ce qu'elles contraignent les noirs au travail. « Les Compagnies, pressées de s'enrichir, exigent que les agents aillent vite, très vite, qu'ils fassent travailler l'indigène le plus possible. » On ne se préoccupe pas de lui créer des besoins. Il signale ensuite les inconvénients du procédé de la rétrocession en matière d'impôt qui, non seulement fait participer les Compagnies à un acte de souveraineté; mais encore les y intéresse : « L'indigène fournit, à titre d'impôt, une quantité de caoutchouc

(1) *Journal officiel* des 20, 21, 22 février 1906 : Interpellations de MM. Rouanet, Le Hérissé, Hubert, Caillaux.

qui représente 5 fois ou 6 fois, parfois 10 fois, la valeur de l'impôt. L'Etat ne perçoit que ce qui doit lui revenir, la Société concessionnaire retient le surplus. Elle encaisse les quatre cinquièmes, les cinq sixièmes, quelquefois les neuf dixièmes de l'impôt total réellement exigé. »

Bref, aux yeux de tous les orateurs, le régime concessionnaire était « un obstacle certain au développement économique de notre Afrique équatoriale », et la plupart se rangeaient à l'avis de M. Challaye pour lequel « les Compagnies privilégiées de colonisation méritent d'être enfin et pour toujours condamnées; c'est une expérience manquée à ne recommencer jamais » (1). Sans aller jusqu'à résilier de plein droit les contrats passés avec les Sociétés concessionnaires, car il faudrait des indemnités considérables et « il serait scandaleux, pour réparer les fautes criminelles de quelques ministres, d'arracher plusieurs dizaines de millions aux ouvriers et paysans de France » (2), l'Etat pourrait leur proposer un moyen-terme; tel était aussi l'avis de M. Caillaux qui indiquait le procédé du cantonnement à M. Clémentel.

(1) Félicien Challaye : *Le Congo français, la question internationale du Congo*, Paris 1909.

(2) Félicien Challaye : *Le Congo Français, la question internationale du Congo*, Paris 1909.

Quelques années plus tard, Jaurès, le 6 avril 1911, au cours de la discussion du budget des Colonies, prétendit que les contrats passés avec les Sociétés concessionnaires étaient nuls de plein droit; avant lui, on avait voulu contester leur légalité au moyen de cet argument : elles ne pouvaient, disait-on, être accordées par un décret, une loi était nécessaire; on oubliait trop facilement qu'en vertu de l'article 18 du Sénatus-consulte du 3 mai 1854 il est légiféré par décret pour toutes les colonies autres que les Antilles et la Réunion. Mais Jaurès, lui, allait plus loin : il déclarait que même une loi n'aurait pu consentir ces concessions, car il y avait « aliénation de la Souveraineté française » qu'aucun pouvoir ne peut consentir.

Personne ne s'est rallié à cette thèse; Jaurès a sans doute confondu les Sociétés concessionnaires à rôle purement économique et les Compagnies souveraines avec délégation de prérogatives politiques (1). Mais nos Sociétés congolaises n'ont rien de commun avec elles, ce sont des Sociétés n'ayant reçu aucune délégation de souveraineté.

D'autres adversaires, textes à l'appui, ont présenté le système suivant tendant lui aussi à l'an-

(1) Ainsi les Compagnies à charte, sous l'ancien régime; ainsi, de nos jours, certaines Compagnies anglaises et portugaises.

nulation pure et simple des contrats de concessions. Ils invoquent la grande loi domaniale du 22 novembre-1^{er} décembre 1790, article 8, aux termes duquel « les domaines nationaux et les biens qui en dépendent sont et demeurent inaliénables sans le consentement et le concours de la nation, mais ils peuvent être vendus et aliénés à titre perpétuel et incommutable, en vertu d'un décret formel du corps législatif sanctionné par le roi et observant les formalités prescrites pour la validité de ces sortes d'aliénation ». Malheureusement, les laborieux auteurs de cette thèse oublient que la loi domaniale de 1790 avait pour but de faire disparaître l'inaliénabilité dont le domaine de la couronne avait été frappé par l'ordonnance de Moulins de 1566 et si l'on se rappelle que la royauté avait toujours disposé librement de ses territoires d'outre-mer on peut conclure que la loi de 1790 ne concernait seulement que la métropole.

Devant cette levée générale de boucliers contre les Sociétés concessionnaires quelle allait être l'attitude de nos dirigeants? A ce moment, une vigoureuse politique de réaction administrative et gouvernementale était nécessaire; malheureusement, ce ne fut pas le parti adopté, au contraire; déjà, en mars 1904, en pleine campagne anglaise, un haut fonctionnaire du Ministère des Colonies avait traduit, avec l'appui et l'autorisation de ses chefs, un

des ouvrages de M. Morel, *Problèmes de l'Ouest Africain*. Au lendemain de la Mission de Brazza, ces symptômes de relâchement donnés par notre département des colonies allaient se renouveler : il avait été convenu que les rapports particuliers de la Mission de Brazza devaient être fondus en un rapport d'ensemble par M. de Brazza lui-même. A sa mort, le ministre des Colonies confia ce travail à une Commission composée de hauts fonctionnaires des colonies, sous la présidence de M. de Lanessan; cette Commission, « Commission d'études du Congo », fonctionna jusqu'au milieu de 1905 et M. de Lanessan rédigea le rapport d'ensemble. La non-publication de ce rapport fit l'objet d'une interpellation de M. Rouanet, à la Chambre des députés, au cours des séances dont nous avons déjà parlé; en y répondant, le ministre des Colonies, M. Clémentel, déclara qu'il transmettrait le dossier du Congo à la Commission des affaires extérieures et coloniales, et que cette Commission, le ministre des Colonies et le ministre des Affaires étrangères entendus, jugerait si cette publication était possible.

En réalité, cette publication ne s'effectua que sous la forme d'une communication donnée par le *Rappel*, journal notoirement hostile au régime concessionnaire, communication incomplète et tendancieuse, par suite de la réunion du texte et de ses commentaires. N'était-ce pas vouloir laisser planer

une certaine suspicion sur nos Sociétés, et la publication franche et nette du rapport de Lanessan n'eût-elle pas été préférable? Alors il arriva ceci : la Mission de Brazza, instituée pour enquêter principalement sur les agissements de l'administration, épisodiquement sur ceux des Sociétés concessionnaires, arrivait, en fin de compte, à jeter un voile sur les scandales administratifs et à charger les Sociétés concessionnaires des pires méfaits.

Dès ce moment, elles sont abandonnées de tout le monde; quelques voix isolées s'élèvent seulement en leur faveur. En 1907, le Gouvernement manifesta ses sentiments envers elles en exigeant de leur part l'exécution de certains travaux publics (1). Or l'obligation d'exécuter des travaux publics ne fait l'objet d'aucune mention des actes organiques; l'article 9 des décrets indique seulement que les Sociétés qui, de leur propre gré, ont effectué des travaux publics, ont droit à une indemnité de l'administration si elle profite de ces travaux (2).

(1) Circulaire ministérielle du 16 juin 1907. Thèse reprise par M. Jaurès, Chambre des Députés, 6 avril 1911.

(2) Art. 9. — Dans le cas où les Sociétés concessionnaires exécuteraient des travaux ou des ouvrages qui, bien qu'entrepris dans son propre intérêt, pourraient être utilisés dans l'intérêt général, le Gouvernement se réserve la faculté d'en percevoir la remise au domaine public, moyennant une juste et préalable indemnité.

Cette hostilité se manifeste encore dans les rapports annuels sur le budget des Colonies; avant 1908, ils étaient favorables aux Sociétés; depuis, c'est le contraire et leur condamnation semble l'écho d'un mot d'ordre. Enfin, en 1909, le *Courrier Européen* publie, dans un but évidemment hostile aux Sociétés, des rapports des fonctionnaires du Congo.

Nous avons vu déjà combien cette campagne menée contre nos Sociétés était peu justifiée : les arguments juridiques ne résistent pas à un examen sérieux; quant aux faits, ils apportent un démenti formel aux assertions des détracteurs du régime. Certes, il eût été extraordinaire que son application se soit faite sans erreurs et sans fautes de la part des Sociétés; mais il ne fallait rien généraliser et ne pas faire du principe concessionnaire la cause initiale de ces abus que M. Challaye a relevés et énumérés si consciencieusement.

Dès 1904, les efforts des Sociétés concessionnaires tendaient indubitablement vers une mise en valeur judicieuse du sol; malheureusement, elles n'y avaient pas entièrement réussi, mais il n'est pas exagéré de dire que la plupart avaient fait de leur mieux.

A la suite de sérieuses recherches, l'irch (*fundumia elastica*) avait été reconnu comme l'essence pouvant donner les meilleurs résultats dans nos

plantations congolaises. En 1907 on était fixé sur les caractères spécifiques de cette plante, sur son rendement en latex, presque égal à celui de l'hévéa, sur la facilité de sa culture régulière.

A ce moment-là, les Sociétés n'avaient plus d'excuse pour ne pas se conformer à la clause de replantations ; mais de 1904 à 1906 elles ne purent le faire, du moins dans les proportions indiquées par les actes organiques, car, en raison de la pénurie et de l'intermittence de la main-d'œuvre, le service des plantations ne pouvait être organisé encore d'une manière rationnelle ; de là un déficit sérieux dans le nombre d'arbres replantés, déficit que l'Union Congolaise évaluait à plus d'un tiers (3), déficit que les Sociétés ont accusé en ne faisant figurer leurs plantations à l'actif de leur bilan que pour la somme de 1 franc. M. Challayé n'a pourtant pas manqué de leur reprocher cette sincérité et il n'a vu dans « cet acte de prudence et de loyauté envers les actionnaires » (4) qu'un moyen des Sociétés pour déguiser l'inobservation de la clause de replantation sous le couvert d'essais infructueux. — « Pourquoi, dit-il, les plantations qui réussissent au Congo belge

(3) Les Sociétés concessionnaires du Congo français depuis 1905.

(4) Les Sociétés concessionnaires du Congo français depuis 1905.

ne réussiraient-elles pas au Congo français ? » (1) ; probablement parce que nos Sociétés ont mis tous leurs scrupules à ne pas imiter « la méthode du Congo léopoldien ».

Les reproches qu'on leur fit de leur conduite vis-à-vis des indigènes sont-ils mieux justifiés ? (2). Sans vouloir suspecter la bonne foi de M. Challaye, nous estimons que les actes rapportés par lui n'ont été que des actes isolés, qui, tels qu'ils nous les a présentés, sont venus équilibrer d'une manière heureuse ceux de l'administration. Les actes de violence commis sur les indigènes par les agents des Sociétés sont très regrettables, mais on ne peut pas dire qu'ils aient, comme au Congo belge, été d'une pratique courante, qu'aucune Société concessionnaire ait recouru aux mêmes procédés que les Sociétés belges de l'Abir et de la Mongala.

Nous avons donné à notre régime concessionnaire au Congo une telle ampleur qu'il ne faut pas s'éton-

(1) Challaye : « Le Congo français », *Cahiers de la Quinzaine*, 25 février 1906.

(2) Presque toutes les poursuites intentées contre les agents des Sociétés concessionnaires se sont terminées par des acquittements ou des ordonnances de non-lieu ; le plus souvent, les agents pourvus étaient des auxiliaires indigènes que l'insuffisance numérique du personnel européen empêchait de contrôler d'assez près.

ner d'y constater quelques défaillances ; mais il ne faut pas taire systématiquement l'action heureuse au point de vue économique et moral de nos Sociétés concessionnaires. M. Challaye parti au Congo, hostile au principe concessionnaire, n'y a pas été un spectateur impartial : il n'a retenu que les fautes des Sociétés et n'a pas voulu faire entrer en ligne de compte les réels services qu'elles rendent à notre colonie.

CHAPITRE VIII

**L'œuvre des Sociétés concessionnaires
depuis 1904**

L'examen de la situation des Sociétés concessionnaires en 1904 nous avait permis d'entrevoir, sous un jour moins sombre qu'au début, l'avenir du système; pour la première fois, l'ensemble de leurs bilans accusait un excédent des profits sur les pertes; les Sociétés qui s'étaient groupées avaient trouvé dans cette combinaison un tempérament à « ce vice initial du trop grand morcellement des territoires concédés » (1); puis les cours du caoutchouc se relevèrent de telle sorte qu'au 31 décembre 1906, c'est un excédent de profits de plus d'un million que fait

(1) Les Sociétés concessionnaires du Congo français depuis 1905, Rapport de l'Union Congolaise.

ressortir le relevé des bilans des Sociétés depuis le commencement des opérations (3).

Cependant, toutes les Sociétés n'allaient pas du même pas dans la voie de la prospérité; les deux tiers des Sociétés existantes sont encore en perte et, en 1906, si des Sociétés ont réalisé, depuis leur fondation, des bénéfices s'élevant à la somme totale de 10.163.000 francs, il en reste 21 dont le capital est entamé par un déficit global de 9.153.328 francs; à ce moment pourtant, le caoutchouc devenait une source de profits pour elles et les plantations d'Ireh allaient donner encore de meilleurs résultats.

Aussi le mouvement commercial continuait sa marche ascendante de 21 millions en 1904 il passe en 1905 à 24 millions, en 1906 à 29.554.466 francs, dont 13.093.640 francs à l'importation et 16 millions 460.826 francs à l'exportation. En 1907, le total général des valeurs importées et exportées bondissait à 34.755.974 francs se décomposant ainsi :

Importation de la France et des colonies dans nos possessions du Congo : 6.738.255 francs.

Exportation de nos possessions du Congo en France et dans nos colonies : 9.206.306 francs.

(3) Il faut remarquer que cet excédent de gains est cependant plus apparent que réel, car de 1904 à 1906, deux Sociétés ont fait disparaître tout ou partie de leur déficit en opérant des réductions de capital qui se sont élevées à la somme de 1.285.000 francs.

La part de l'étranger était plus belle, puisque les marchandises étrangères importées au Congo représentaient une valeur globale de 8.423.431 francs, alors que les produits naturels de notre coloine dirigés sur les ports étrangers représentaient une valeur globale de 10.387.982 francs.

La part du commerce de la France et de ses colonies étant évaluée, en 1906, à 37 0/0 augmentait donc légèrement en 1907. C'est ce que constate une étude parue dans le bulletin du Comité de l'Afrique française qui reconnaît qu'en 1907 les Sociétés concessionnaires s'efforcent d' « acheminer vers les marchés français leurs produits et parmi eux tout spécialement le caoutchouc (1).

Le même organe reconnaît aussi que les progrès du commerce au Congo français ont été considérables dans un laps de temps de cinq ans et attache cet heureux résultat à la mise en valeur plus complète des territoires concédés. Ces progrès « sont particulièrement intéressants parce qu'on peut les considérer comme acquis pour l'avenir, l'augmentation du commerce n'étant pas seulement causée par l'exploitation plus ou moins grande de tel ou tel produit, mais aussi par l'augmentation de la clien-

(1) *Bulletin du Comité de l'Afrique française*, année 1908, p. 287, « Le problème congolais », signé Goundé N'Zamba.

tèle indigène qui se frotte de plus en plus à notre civilisation » (1).

Ce sont surtout le caoutchouc et les produits forestiers qui sont la base de cette activité commerciale : 1.249 tonnes de caoutchouc avaient été exportées en 1904, 1.613 en 1905, 1.880 en 1906 et 1.916 en 1907. Quant au bois, l'Union congolaise qualifie de « prodigieux » l'essor qu'a pris son exploitation et estime que, dans un temps plus ou moins long, il pourra peut-être supplanter le caoutchouc dans le mouvement commercial : pour 14.371 tonnes exportées en 1904, 60,077 le sont en 1907. C'est une constatation heureuse et qui témoigne du souci des Sociétés d'échapper aux dangers de la monoculture ; d'autre part, l'exploitation forestière exige une grande assiduité de la part de ceux qui s'y emploient : les résultats obtenus prouvent plus d'application à un travail soutenu de la part des indigènes.

Enfin, ce sont les Sociétés concessionnaires qui sont la cause de cet heureux progrès des échanges. M. le Commissaire général Gentil, dans son rapport d'ensemble pour 1906, estime que leur part s'élevait en 1905 à 16.060.837 francs pour un échange

(1) *Bulletin du Comité de l'Afrique française*, année 1908, supplément, p. 102.

total de 24 millions et qu'en 1906 cette même part s'élevait à 22.713.760 francs pour un échange total de 29.554.466 francs.

Malheureusement, survient la crise américaine de 1907, les cours s'effondrent et le mouvement commercial ne s'élève plus qu'à 26.830.151 francs se décomposant comme suit : 4.269.085 francs de produits venant de France et des autres colonies contre 7.423.580 francs de produits exportés en France et dans les autres colonies. Quant au commerce entre l'étranger et le Congo il se chiffre par 5.759.153 fr. aux importations et 9.378.333 francs aux exportations. Pas d'amélioration sensible en 1909, 28 millions d'échanges seulement, mais en 1910 ils remontent à 37.821.544 francs avec 13.190.677 francs aux importations et 24.630.872 francs aux exportations, en 1911 à 47.039.473 francs avec 17.924.084 francs aux importations et 29.115.389 francs aux exportations.

Naturellement, les recettes douanières suivent cette courbe ascendante; elles sont de : 2.412.337 fr. en 1909, de 2.826.788 en 1910, et de 3.524.193 francs en 1911.

Les recettes douanières n'ont pas été le seul appoint qu'a apporté au budget local le régime concessionnaire la redevance fixe et la redevance proportionnelle imposées aux Sociétés ont notoirement amélioré les ressources financières de notre colonie.

M. Merlin, gouverneur de l'A. E. F., dans son discours prononcé à l'ouverture du Conseil de Gouvernement, à sa séance ordinaire d'octobre 1911, estimait que les recettes domaniales s'élèveraient à 1.489.000 francs en 1911 contre 1.269.000 francs en 1909 et 792.000 francs seulement en 1908. Il est intéressant de remarquer qu'il attribue ce progrès « moins à une augmentation automatique des redevances fixes acquittées par les Sociétés concessionnaires qu'à l'accroissement de la part proportionnelle que la colonie prélève sur les bénéfices réalisés par ces Sociétés. L'augmentation de ces recettes est donc un signe certain de la prospérité des entreprises et du pays. D'ailleurs le mouvement commercial de l'ensemble des Sociétés concessionnaires atteint plus du tiers, presque la moitié du mouvement commercial de l'Afrique équatoriale française (1) ».

Encore cette part des Sociétés concessionnaires dans l'ensemble des transactions commerciales

(1)

	Redevance fixe	Redevance proportionnelle
1905.....	366.800	139.156
1906.....	366.800	345.236
1907.....	366.800	218.262
1908.....	362.300	334.662
1909.....	366.800	»
1910.....	447.600	656.008
1911.....	455.400	703.693
1912.....	432.400	239.855

avait-elle diminué pour des raisons diverses : le trouble jeté par la campagne menée contre elles, les remaniements apportés au régime, etc.; des documents officiels évaluent ainsi cette part :

Années	Importations	Exportations	Total
1903.....	36 0/0	69 0/0	55 0/0
1904.....	37,7 0/0	71 0/0	57 0/0
1905.....	49 0/0	80 0/0	59 0/0
1906.....	49 0/0	75 0/0	63 0/0
1907.....	49 0/0	68 0/0	60 0/0
1908.....	41 0/0	65 0/0	58 0/0
1909.....	33 0/0	78 0/0	60 0/0
1910.....	28 0/0	72 0/0	57 0/0
1911.....	26 0/0	64 0/0	46 0/0

Ce sont surtout les Sociétés du Moyen-Congo et de l'Oubangui qui ont soutenu le mouvement commercial, notamment la Société des Sultanats de l'Oubangui et la Compagnie forestière Sangha Oubangui formée par la fusion des Sociétés de la Sangha et de l'Oubangui; les Sociétés gabonaises, désavantagées, n'ont pas joué un rôle aussi considérable dans l'élan économique imprimé au pays par le régime.

Il n'est pas étonnant que les cessions territoriales consenties à l'Allemagne et le trouble qu'ont jeté dans l'exploitation du pays les opérations de délimitation aient ralenti la marche ascendante du mouvement commercial. Mais il n'en a pas été diminué : le commerce extérieur de l'A. E. F. se chiffre en 1912 par 48.992.673 francs dont 16.848.637 francs aux importations et 32.074.036 francs aux exportations, dans le courant du premier semestre 1913 par 25.190.181 francs dont 9.817.253 francs aux importations et 15.373.927 francs aux exportations.

De même, les recettes douanières fléchissent un peu : on constate une légère diminution sur l'année précédente en 1912 avec 3.224.017 francs ; mais du 1^{er} janvier au 31 octobre 1913, elles atteignent 3.818.518 francs.

Sans doute la part du commerce libre dans ces chiffres devient chaque jour de plus en plus grande, mais il est impossible de nier que l'on doit attribuer au régime concessionnaire ce rapide essor économique de nos possessions de l'A. E. F. Certains de ses adversaires lui rendent cet hommage, ainsi M. Henri Cosnier, député de l'Indre, qui, posant sa candidature à l'élection d'un délégué au Conseil supérieur des colonies, s'exprime ainsi dans sa profession de foi : « Ce serait manquer aux principes républicains que de ne pas respecter les engagements pris par le gouvernement en 1899 à l'égard de ceux qui

ont été les premiers pionniers de notre œuvre dans l'A. E. F. (1). » Pourtant, dans cette même profession de foi, M. Cosnier se pose en partisan résolu du commerce libre. Même note chez un de ses concurrents, M. Paul Bourdarie : « Le régime concessionnaire est un fait avec lequel il faut compter. Si j'ai critiqué jadis soit sa trop grande extension, soit ses erreurs ou même ses fautes, je n'ai pas discuté son principe : aussi bien l'application de ce régime a-t-elle avancé l'exploitation du Congo (2). »

Donc, il n'est pas douteux que les Sociétés concessionnaires aient brusqué le développement économique du pays, mais, reprennent leurs adversaires, c'est au détriment du pays lui-même dont l'avenir est compromis; cette assertion est fausse pour la plupart des Sociétés. Nous avons déjà vu qu'elles ont effectué dans la mesure possible les replantations de caoutchouc auxquelles elles étaient astreintes; elles ne se sont pas tenues à l'exploitation raisonnée de ce seul produit. On constate dans la zone maritime des plantations de tabac, de cacaoyers (Contrat de résiliation du 10 septembre 1911 passé entre l'administration et la Société des factoreries de N'Djolé. Certaines Sociétés de la Haute-Sangha

(1) *Journal officiel de l'A. E. F.*, 1^{er} avril 1913.

(2) *Journal officiel de l'A. E. F.*, 1^{er} avril 1913.

se sont consacrées à l'élevage et font pacager sur leurs territoires du bétail venant du Tchad.

Quant aux rapports existant entre les agents des Sociétés et les indigènes, ils n'ont jamais été empreints des caractères de violence qu'y ont vus M. Challaye et ses amis; au contraire, la plupart mettent tout en œuvre pour se les attacher, apprenant leurs dialectes, ouvrant des écoles; quelques Sociétés ont même apporté leur concours à l'administration dans la lutte contre la maladie du sommeil (3). Les reproches que l'on a faits aux Sociétés concessionnaires de s'être opposées à la diffusion du numéraire sont plus fondées: quelques-unes ont continué à pratiquer le troc, mais d'autres, comprenant tous les avantages qu'elles auraient plus tard lorsque les indigènes seraient familiarisés avec l'usage de la monnaie, ont commencé dès 1906 à rémunérer régulièrement leurs travailleurs en argent; le salaire est en moyenne de 0 fr. 80 par jour; il est librement débattu et librement consenti de telle sorte que l'engagé n'est nullement sous la dépendance de son engageur; d'autre part, c'est un salaire normal étant donnés les conditions d'existence et le rendement en

(3) Discours prononcé par M. Merlin à l'ouverture du Conseil de gouvernement de l'A. E. F. à la séance ordinaire d'octobre 1911 (*Journal officiel de l'A. E. F.*).

travail des noirs congolais (1). Enfin, cette main-d'œuvre s'est considérablement améliorée; c'est ce que constate M. Poulet, gouverneur général par intérim, dans son discours d'ouverture du Conseil du gouvernement de l'A. E. F. à sa session de novembre 1913.

Ainsi les indigènes participent d'une façon directe à la prospérité économique de notre Afrique équatoriale; il n'est pas jusqu'à la métropole qui n'y soit aussi intéressée : en effet, les importations de France ont passé de 1.125.000 francs en 1892 à 7.670.000 francs en 1911, accusant un progrès de 700 0/0 environ, alors qu'en 1892 elles ne représentaient que 33 0/0 de l'importation totale, en 1911 elles en représentaient 52 0/0. Il en est ainsi des exportations : en 1892, 350.000 francs de produits locaux étaient dirigés sur la métropole; en 1911, 14.096.000 francs,

(1) M. Merlin, dans son discours déjà cité, s'exprime ainsi : « La production (dans l'Oubangui-Chari) augmente rapidement. Dans la région de Fort-Sibut, où le caoutchouc abonde, le commerce devient de plus en plus actif sur la route de Bangui à Fort-Sibut et à Fort-Possel, où toutes les transactions se font maintenant en numéraire. C'est là un progrès à noter et qui témoigne bien que partout où l'argent circule le commerce prospère. »

Un peu plus loin il remarque que dans la vaste région de la Likouala-Mossaka, l'impôt de capitation est recouvré en argent. (Influence de la Compagnie française du Haut-Congo.)

soit 40 fois plus environ. C'est donc le commerce français qui a bénéficié d'une façon prépondérante des progrès réalisés.

Toutes ces constatations sont favorables au régime concessionnaire; il aurait donc fallu le soutenir et le protéger tout en corrigeant les imperfections que l'expérience nous laissait entrevoir. Gagné par ses adversaires, le gouvernement ne fit rien en ce sens et se montra nettement hostile aux Sociétés, favorable au commerce libre. Il ne fallait cependant pas recourir au rachat d'office qui aurait coûté très cher, d'autre part la déchéance était une arme trop lourde à manier et son usage aurait peut-être été imprudent. Aussi eut-on recours au moyen terme déjà proposé par M. Caillaux en 1906 au Ministre des Colonies : c'est celui du cantonnement; sachant les sentiments peu bienveillants que le gouvernement professait à leur endroit, les Sociétés ne pouvaient s'y refuser.

CHAPITRE IX

Le remaniement du Régime concessionnaire
Les fusions — Les résiliations

PARAGRAPHE PREMIER

*Les fusions : La Compagnie forestière Sangha-Oubangui.
La Compagnie du Kouango français.*

La Compagnie forestière Sangha-Oubangui est le groupement obtenu par la fusion de onze Sociétés concessionnaires constituées en 1899; c'est la Société de la Haute-Sangha qui prit l'initiative de ce groupement.

Cette Société avait vu ses efforts couronnés de succès dès ses débuts : les territoires qui lui avaient été concédés étaient riches en caoutchouc; une population relativement laborieuse les habitait; elle sut se la concilier et arriver ainsi à l'employer non à la cueillette du caoutchouc, mais à la création de

centres d'exploitation. Les Sociétés voisines étaient plus ou moins bien partagées, les unes manquaient de main-d'œuvre lorsqu'elles étaient riches en forêts, les autres pouvaient pratiquer l'élevage mais n'étaient pas favorisées quant aux ressources caoutchouquières; enfin elles avaient été arbitrairement découpées et n'étaient séparées par aucune limite naturelle : de toutes ces constatations devait fatalement surgir l'idée de coopération : « telle région fournirait la main-d'œuvre, telle autre les gîtes forestiers à mettre en valeur, telle autre encore les produits d'alimentation nécessaires au bien-être des travailleurs (1) ».

Dès 1907 s'unissaient dans ce but à la Haute-Sangha trois Sociétés voisines : l'Ekéla-Kadéi-Sangha, la Lobay et la Kadéi-Sangha; les deux premières étaient prospères, la troisième peu florissante. En 1908, quatre nouvelles Sociétés se joignaient à ce premier consortium : la Compagnie française du Congo, la M'Poko, la Sangha et la Société bretonne du Congo; la M'Poko était la seule d'entre elles qui ait réussi; malheureusement une suspicion peu légitime avait été jetée sur ses agissements à la suite de soulèvements des populations vivant sur son terri-

(1) *La Compagnie forestière Sangha-Oubangui* (Ses origines, ses méthodes, ses résultats, ses aspirations).

toire que l'on attribuait aux exactions de ses agents (1); quant aux trois autres Sociétés, elles n'avaient connu que des déboires.

Ces huit Sociétés signaient, le 25 février 1908, une convention qui se proposait de « mettre un terme aux difficultés qui naissent chaque jour et qui pourraient s'aggraver dans l'exploitation de leurs territoires limitrophes et d'arriver à une exploitation plus rationnelle, moins onéreuse tant par la réduction des frais généraux que par la fixation de tout ce qui peut être nécessaire au fonctionnement des services d'Afrique ».

D'après l'article 1^{er} de cette convention, chaque Société conservait son autonomie complète, financière et administrative, le siège social de son choix et son conseil d'administration; l'article 2 consacrait l'exploitation collective des territoires concédés à chaque Société pour ce qui est du caoutchouc, de l'ivoire, des produits forestiers et des opérations qui s'y rattachent.

Cette exploitation en commun donna dès les débuts de si heureux résultats que les Sociétés de la combinaison qui étaient en mauvaise posture pu-

(1) L'enquête ne révèle rien contre les agents de la M'Poko, les seuls crimes qui aient été déférés aux tribunaux du Congo étaient imputables à des employés de l'Administration.

rent amortir la majeure partie de leurs pertes; en 1910 vinrent s'adjoindre au premier groupement deux nouvelles Sociétés peu prospères : l'Ibenga et le Baniembé; enfin, une onzième Société, la Compagnie des Produits de la Sangha, tout en gardant son existence propre, lui rétrocéda une partie de sa concession. C'étaient 17 millions d'hectares que le Consortium avait à exploiter.

Ce groupement des Sociétés était, quoiqu'on ait prétendu le contraire, légal, puisque les Sociétés adhérentes au Consortium gardaient leur autonomie; seulement le jeu des actes organiques de 1899 se trouvait modifié du fait de deux comptabilités, la comptabilité en commun et la comptabilité particulière à chaque Société. Comment fallait-il calculer les bénéfices pour prélever les 15 0/0 qui revenaient au budget local? Le département des Colonies, estimant qu'il aurait dû au moins être averti, saisit de la question le Comité du contentieux; celui-ci décida que l'intervention ministérielle était nécessaire : on aboutit ainsi à une convention passée entre le Ministre des Colonies et la Haute-Sangha le 13 juin 1910 et à un avenant en date du 31 janvier 1911; les autres Sociétés groupées dans la forestière signèrent chacune une convention analogue le même jour.

Les Sociétés font abandon des concessions accordées en 1899 ainsi que de tous les droits et avanta-

ges qu'elles tenaient des contrats de concession (art. 1^{er}), mais elles sont exonérées de toutes les obligations et charges qui leur incombaient; cependant, les terrains qui leur ont été attribués en pleine propriété ou ceux auxquels elles pouvaient avoir droit lors de la signature de la présente convention leur restent (art. 2).

Art. 4 : « Le gouvernement leur réserve, pour une durée de dix ans à dater de la signature de la présente convention, l'exploitation des essences à caoutchouc (herbes, arbres ou lianes) sur les territoires anciennement concédés et ce, à l'exclusion de toutes autres essences. A l'expiration de cette période, la Société aura droit à la propriété pleine et entière des terres qu'elle aura cultivées, plantées ou exploitées méthodiquement. »

S'il s'agit de lots forestiers, les conditions auxquelles devra répondre une exploitation méthodique seront fixées de concert entre l'administration locale et la Société, et, en cas de désaccord, par le Ministre des Colonies, la Commission des concessions coloniales entendue.

L'article 5, très important, détermine sur quelles bases seront attribuées des terres en pleine propriété. « A l'expiration de ce premier terme (dix ans), la Société continuera pendant une nouvelle période de dix ans et dans la limite des territoires anciennement concédés à jouir des essences à caoutchouc

(herbes, arbres ou lianes) sur une superficie égale à dix fois la superficie des terres alors plantées ou exploitées méthodiquement. Ceux des nouveaux territoires ainsi réservés à la Société, qui, à l'expiration de ce second terme, auront été cultivées, plantées ou exploitées méthodiquement, seront également attribués à la Société en pleine propriété... L'étendue de ces terres ne pourra excéder d'un seul tenant 10.000 hectares quand il s'agira d'aménagements forestiers et 500 hectares quand il s'agira de plantations. »

Ainsi donc le privilège d'exploitation est réduit au seul caoutchouc, et le commerce libre reprend ses droits sur tous les autres produits; en outre, au bout de la première période de dix ans, les Sociétés acceptaient de rendre libre de toutes charges une superficie d'environ 13 à 14 millions d'hectares, car il est peu probable que dans ce laps de temps elles aient aménagé plus de 300.000 ou de 400.000 hectares de forêts.

Cependant, malgré cette diminution sensible des avantages, les charges financières restent les mêmes : pendant les dix premières années, les Sociétés devront verser une redevance annuelle égale à celle fixée par les contrats de 1899; pendant les dix années suivantes, une redevance fixée sur les mêmes bases, proportionnellement à la superficie des terres qui seront alors réservées aux Sociétés en vertu de

l'article 5; la redevance proportionnelle annuelle sur les bénéfices reste de 15 0/0, et si, à l'expiration des conventions la liquidation fait apparaître un excédent de l'actif sur le passif, l'Etat y participera jusqu'à concurrence de 15 0/0 (art. 7).

Au cas de non-paiement soit de la redevance fixe soit de la redevance proportionnelle, ou si un certain tonnage annuel n'est pas atteint, la présente convention sera résolue de plein droit (art. 9).

Donc, c'est l'administration qui a retiré tous les avantages de la modification des contrats : cela s'explique étant données la défaveur et la défiance qui planaient alors sur le régime concessionnaire, le désir malgré tout très vif des Sociétés de se concilier l'administration coloniale et l'importance qu'elles attachaient à substituer une Société régulièrement constituée à des Sociétés associées.

L'article 10 de la convention a pour but de sauvegarder les droits des indigènes qui peuvent s'installer sur toutes les terres réservées à l'exploitation de la Société et qui ne sont pas sa propriété, et prendre dans la forêt tout ce qui est nécessaire à leurs besoins; l'article 10 parle bien des réserves indigènes mais rien n'est fait pour les délimiter; enfin un avenant du 31 janvier 1911 énonce les dispositions relatives aux sévices dont se rendraient coupables les agents des Sociétés sur les indigènes habitant les territoires de ces Sociétés; la résiliation

sans indemnité de la convention est la sanction attachée à ces actes de violence.

A la suite de cette convention approuvée par un décret du 20 juin 1910, les Sociétés étaient autorisées à fusionner entre elles et à constituer une nouvelle Société; l'agrément du Ministre des Colonies relativement aux statuts de la nouvelle Société ayant été obtenu le 31 janvier 1911, la Société forestière Sangha-Oubangui était constituée d'une façon définitive le 21 février 1911 au capital de 12 millions (1) par la fusion des Sociétés.

Aussitôt constituée, la Forestière s'est mise à l'œuvre, faisant preuve d'une activité et d'un bon vouloir indéniables; tout d'abord elle a organisé et régularisé la cueillette, puis ayant constaté dans son domaine la présence de très nombreux « irehs », elle a entrepris d'entraîner les indigènes à une mise en coupe régulière de ces arbres; seulement, ne voulant pas toujours procéder au hasard, elle a recouru

(1) Rappelons que la Société nouvelle était formée des onze anciennes Sociétés suivantes : Société la Haute-Sangha, Société de l'Ekela Kadeï-Sangha, Compagnie de Caoutchoucs et produits de la Lobay, Société M'Poko, Compagnie française du Congo, Compagnie commerciale et coloniale de la Kadeï-Sangha, Compagnie de la Sangha, Société bretonne du Congo, Société Ibenga, Société coloniale du Baniembé et Société des produits de la Sangha-Lipo-Ouessou.

à l'aménagement méthodique (2) de tous les gîtes forestiers et départagé la forêt équatoriale en secteurs de diverses étendues. Dans chaque secteur ainsi constitué, les arbres sont reconnus et l'exploitation réglée de manière que chaque pied soit saigné seulement deux fois par an et chaque fois avec ménagement; d'après ce qui avait déjà été accompli le 3 novembre 1911, la Compagnie prévoyait pour la première période décennale l'aménagement de 30 lots de 10.000 hectares chacun dont le rendement annuel minimum serait de 1.500 tonnes d'un caoutchouc de qualité supérieure. Cette période écoulée, 14 millions d'hectares environ seront donc restitués au régime de la libre concurrence.

La Forestière est à féliciter d'avoir dès ses débuts procédé à une exploitation judicieuse des essences à caoutchouc, mais elle est à féliciter davantage pour s'être fait seconder dans ses entreprises par les populations habitant ses territoires : s'étant aperçue que la main-d'œuvre importée (Bacongos et Loangos) ne rendait pas en travail tout ce qu'elle coûtait, elle a fait tous ses efforts pour s'attacher

(2) Il y a quatre phases différentes dans l'aménagement définitif : les reconnaissances ou sondages, les tracés préliminaires au recensement, le recensement, l'aménagement définitif (Compagnie forestière Sangha-Oubangui. Aperçu d'ensemble au mois de janvier 1911).

d'autres indigènes qui, après quelques hésitations, furent les premiers à venir s'engager comme ouvriers forestiers; ce furent les M'Bimous, et, dans l'Oubangui, les M'Bagas. Il est curieux de constater que ces populations anthropophages ont été attirées moins par l'appât du gain que par la bonne nourriture provenant des cultures vivrières créées par la Compagnie et surtout par le ravitaillement en viandes fraîches (bœufs).

Aussi a-t-elle pu former des équipes de travailleurs rémunérés en espèces; la Compagnie voit dans ce mode de paiement la suppression des erreurs et des fraudes qu'entraînait nécessairement la rémunération en marchandises; d'autre part, elle reconnaît les heureux résultats qu'obtiendra le commerce libre s'installant sur son territoire, à condition que « sa propriété soit sauvegardée ».

Après s'être ainsi assuré une main-d'œuvre suffisante, la Compagnie s'est efforcée de la protéger et de la remplacer; des médecins combattent sur les territoires affectés à son exploitation la maladie du sommeil (1); elle s'est offerte à fournir les fonds

(1) Discours prononcé par M. Merlin à l'ouverture du Conseil de gouvernement de l'A. E. F. à sa séance ordinaire d'octobre 1911 : « L'Administration prend, avec le concours de la Société Forestière, toutes les dispositions pour enrayer le fléau. »

nécessaires à la création au Collège de France d'un poste d'agrégé de parasitologie. Puis elle a créé à Bania une école primaire et professionnelle pour les indigènes.

Donc, la Forestière s'est autant employée à sa mission civilisatrice qu'à sa mission économique; elle en a été récompensée car, de 1908 à 1910, les bénéfices réalisés par les Sociétés ayant formé la Compagnie ont été toujours croissant : de 1 million 013.506 fr. en 1908, ils se sont élevés à 3.893.872 fr. en 1909 et à 3.833.889 en 1910. Cependant, par suite de la crise du caoutchouc, elle n'a pas pu distribuer de dividende à ses actionnaires pour l'exercice 1912.

L'Etat y a trouvé, lui aussi, un compte heureux; les sommes qui lui ont été versées au titre de la redevance proportionnelle sont: 173.956 francs en 1907; 13.600 francs en 1908 (baisse des cours du caoutchouc); 302.208 en 1909 et 267.659 francs en 1910. Les recettes douanières ont été successivement de 496.876 fr. en 1907, 502.670 fr. en 1908, 504.110 francs en 1909 et 533.518 francs en 1910.

La convention de juin 1910 fut copiée un an après avec quelques variantes cependant pour transformer la nature de la Société concessionnaire du Kouango français; cette concession située de part et d'autre des rives du Kouango (affluent de l'Ou-

bangui) était dans une situation assez satisfaisante; elle accepta sa transformation simplement pour ne pas s'aliéner l'administration et pour ne pas contrecarrer les desseins de la politique générale métropolitaine. Aux termes du décret du 21 juillet 1911, elle abandonne tous les droits et avantages que lui avaient conférés les contrats de 1899; cependant elle conserve ses droits sur les terres acquises par elle en pleine propriété; son privilège d'exploitation est réduit comme pour la Forestière aux essences à caoutchouc et porte sur les territoires anciennement concédés; seulement la durée de cette exploitation n'est que de cinq ans (dix pour la Forestière). A l'expiration de cette première période, la Société aura droit à la propriété pleine et entière des terres qui auront été cultivées, plantées, ou qui auront fait l'objet d'un aménagement méthodique, mais la superficie totale des lots ainsi acquis en pleine propriété ne pourra excéder 10.000 hectares (art. 4).

Le premier terme de cinq ans expiré, la Société pourra continuer l'exploitation pendant vingt ans, sur une superficie égale à vingt fois la superficie des terres exploitées méthodiquement, mais ne pouvant excéder 200.000 hectares; à la suite de ce deuxième terme, on procédera à de nouvelles attributions des terres en pleine propriété : cette nouvelle attribution ne pourra porter que sur des lots de terre n'excédant pas d'un seul tenant une superficie de

10.000 hectares pour les arbres à caoutchouc et de 500 hectares pour les cultures vivrières; sur les rives des cours d'eau, les terres attribuées en pleine propriété ne pourront couvrir plus de 5 kilomètres et devront être séparées par des intervalles de 5 kilomètres (art. 5). On peut évaluer à environ 2.800.000 hectares la superficie de territoire qui, au bout de cinq ans, sera rendue au commerce libre.

Comme pour la Forestière, les redevances « prix des avantages » restent les mêmes : la redevance fixe est pour la première période la même que celle déterminée par les contrats de 1899; pour les quinze années suivantes, elle sera calculée proportionnellement à l'étendue des terres exploitées par la Société. Quant à la participation de l'Etat aux bénéfices, elle est toujours de 15 0/0 et si à la dissolution de la Société son bilan se manifeste par des bénéfices, l'Etat en prélèvera encore 15 0/0 (art. 8).

La sanction du non-paiement est la résiliation de plein droit de la convention; la résiliation sera aussi prononcée si l'exploitation n'atteint pas un tonnage annuel de 30 tonnes de caoutchouc pendant trois années consécutives (art. 10).

Enfin les dispositions relatives aux actes de violence exercés par les agents de la Société sur les indigènes sont incorporées dans le présent décret, tandis que pour la Forestière, elles avaient fait l'objet

d'un avenant; les mêmes sanctions sont attachées à ces actes de violence (art. 11).

Sitôt sa transformation, la Compagnie du Kouango français a commencé à marcher sur les traces de la Forestière; elle lui a emprunté des agents techniques pour procéder à l'aménagement régulier de ses territoires; comme elle, elle s'est attachée des équipes de travailleurs indigènes!

PARAGRAPHE II

Les résiliations.

Nous savons la situation précaire dans laquelle se trouvaient la plupart des sociétés de la région maritime; les causes en étaient variées : dès avant 1899, les richesses naturelles de leurs territoires avaient été dilapidées par les commerçants libres, la main-d'œuvre y était difficilement recrutée et les soulèvements de population fréquents. Aussi, en 1908, avaient-elle été obligées de se faire dispenser du versement de la redevance fixe.

Prononcer la déchéance de Sociétés qui, en 1899, avait consacré un capital considérable à l'exploitation de notre colonie, qui avaient versé au budget local des sommes importantes au titre des redevances, c'eût été faire preuve d'une sévérité excessive. Leur appliquer le procédé du cantonnement paraissait plus équitable et les Sociétés accueillirent favo-

rablement les propositions que leur fit l'administration dans ce sens.

Ce procédé fut appliqué à la Compagnie française du Congo occidental, à la Société du littoral Bavili, à la Société agricole et commerciale de la Setté-Cama et à la Compagnie occidentale du Fernan-Vaz à la suite d'une série de conventions passées le 24 février 1911 entre l'administration et les représentants de ces Sociétés, conventions approuvées par décrets en date du 27 février 1911.

Elles font abandon de la concession et de tous les droits et avantages qui y étaient attachés mais gardent les terres qui leur ont été attribuées en pleine propriété. La Société agricole et commerciale de la Setté-Cama et la Compagnie agricole du Fernan-Vaz reçoivent une concession temporaire d'exploitation forestière : pour une période de dix ans, le gouvernement leur réserve l'exploitation des essences précieuses, communes et oléagineuses et des fibres diverses existant dans les forêts domaniales se trouvant, pour le Setté-Cama, en bordure de la lagune de Setté-Cama, dans les îles de la même lagune et dans le Rembo N'Doga, et pour le Fernan-Vaz en bordure de la lagune d'Iguèla. Les deux Sociétés pourront exercer cette exploitation sur une profondeur de 5 kilomètres à partir des berges. « L'exploitation des essences à caoutchouc est exclue du présent contrat pour les deux Sociétés. »

Comme prix des avantages reçus, la Setté-Cama doit verser 1 franc par bille de bois exportée et le Fernan-Vaz 0 fr. 50. Les conventions passées seront résolues de plein droit si, dans le délai de deux ans à dater de leur signature, l'exploitation n'avait pas donné lieu à l'exportation de 1.000 tonnes ou si l'exportation n'atteignait pas ce chiffre pendant trois ans de suite. La même mesure serait appliquée au cas de non-paiement des redevances exigées.

La Compagnie française du Congo occidental et la Société du littoral Bavili n'ont reçu aucun privilège d'exploitation; on s'est contenté de leur appliquer le seul procédé du cantonnement : la première reçoit en pleine propriété 10.000 hectares et un ou deux lots dans la région de l'Assevè (Fernan-Vaz) et des lots formant 30.000 hectares sur les territoires antérieurement concédés; la deuxième reçoit 10.000 hectares en pleine propriété dont 5.000 sur les territoires de l'ancienne concession et 5.000 dans la région du Fernan-Vaz.

Les contrats se sont aussi préoccupés des droits des anciens habitants du pays et des réserves indigènes, sans les délimiter toutefois; les noirs gardent leurs droits d'usage dans les forêts livrées à l'exploitation de la Setté-Cama et du Fernan-Vaz et ils peuvent se faire délivrer des titres de propriété sur les terrains anciennement concédés aux deux autres Sociétés.

De nouvelles conventions approuvées par décrets du 8 septembre 1911 modifiaient dans le même sens les contrats de la Compagnie de la Haute-N'Gounié, de la Compagnie coloniale de l'Ogooué-N'Gounié et de la Société des Factoreries de N'Djolé.

A la Haute-N'Gounié, on applique seulement le principe du cantonnement comme pour la Compagnie française du Congo occidental et la Société du littoral Bavili : elle reçoit en toute propriété 50.000 hectares se trouvant sur le territoire du Fernan-Vaz, les lots de terres ne devant pas excéder 10.000 hectares d'un seul tenant et ne devant pas couvrir plus de 5 kilomètres sur les rives des cours d'eau (avec intervalles de 5 kilomètres).

Quant à la Compagnie coloniale de l'Ogooué-N'Gounié et la Société des Factoreries de N'Djolé, elles reçoivent un privilège d'exploitation forestière pour une durée de dix ans dans les forêts domaniales en bordures des cours d'eau et sur une profondeur de 5 kilomètres. (Ce privilège ne porte pas pour la deuxième Société sur les territoires situés en amont des chutes Samba sur la rivière N'Gounié.) Le caoutchouc reste exclu de cette exploitation forestière. La redevance est de 0 fr. 50 par bille de bois exportée (1).

(1) Cf. plus haut la convention passée avec la Setté-Cama et le Fernan-Vaz.

Après toutes ces résiliations, une seule Société du type 1899 subsistait dans la région maritime : la Société de l'Ongomo, encore est-elle en pourparlers avec l'administration pour la renonciation à son privilège (2). Une convention du 1^{er} février 1912, approuvée par un décret du 23 février 1912, appliquait de nouveau le procédé du cantonnement à une Société de la région de l'Oubangui, la Mobaye. Cette Société abandonne sa concession primitive ainsi que tous les droits et avantages qui y étaient attachés; en échange elle reçoit en toute propriété 50.000 hectares de terrains répartis par lots de 10.000 hectares au maximum, ces lots ne pouvant s'étendre sur plus de 5 kilomètres en bordure des cours d'eau et devant être séparés par des intervalles de 5 kilomètres.

Ainsi, après ces fusions et résiliations, le nombre des Sociétés du type 1899 était considérablement réduit : un premier tassement s'était déjà opéré de 1899 à 1905 et avait porté à 32 le nombre de ces Sociétés; au mois de mars 1912, il n'en existait plus que 13 sans compter les deux Sociétés à contrats spéciaux du Kouilou-Niari et du Haut-Ogooué. Des espaces immenses étaient de nouveau ouverts au commerce libre, d'autres lui seraient rendus après

(2) Rapport sur la situation économique de l'A. E. F. à la fin du premier semestre 1912 (*Journal officiel de l'A. E. F.*, année 1912).

les premières périodes d'exploitation de la Compagnie Forestière Sangha-Oubangui et de la Compagnie du Kouango Français (3). Les adversaires du régime s'applaudissaient déjà du succès de leur campagne lorsqu'intervint l'accord franco-allemand du 8 novembre 1911.

Addendum :

Pendant la guerre, deux conventions du 1^{er} juin 1918, approuvées par décrets du même jour, ont ainsi modifié le régime des concessions accordées à la Société la Kotto et à la Société des Sultanats du Haut-Oubangui par les décrets du 16 juillet et du 1^{er} septembre 1899.

Des pourparlers avaient été engagés avant la guerre entre le département des Colonies et la Kotto à la suite d'une proposition de cette Société de rétrocéder à certaines conditions la concession qu'elle possédait.

La Commission des concessions coloniales entendue, un accord de principe intervint dans ce sens en 1915. Mais, devant les inconvénients qu'il y aurait eu à modifier le statut de la Société en pleine guerre,

(3) « Sur 81 millions d'hectares immobilisés, 31 1/2 sont d'ores et déjà virtuellement rendus au domaine, dont 8 millions et demi sont effectivement remis et 23 millions le seront dans un délai inférieur à 10 ans; » (Discours de M. Merlin, gouverneur général de l'A. E. F., prononcé à la séance d'ouverture du Conseil de gouvernement, août 1912, *Journal officiel de l'A. E. F.*).

on décida d'attendre la fin des hostilités. Cette décision ne fut pas maintenue, la guerre se prolongeant trop et les difficultés d'exploitation se faisant plus grandes. Aussi, le 1^{er} juin 1918, lui appliquait-on purement et simplement le procédé du cantonnement.

Aux termes de l'article 1^{er} de la convention, la Société la Kotto fait abandon de la concession territoriale au Congo français accordée par décret du 16 juillet 1899 ainsi que de tous les droits et avantages conférés par cet acte ».

En retour (art. 2), le gouvernement exonère la dite Société de toutes les obligations et charges qui lui incombaient aux termes du décret du 16 juillet 1899 et du cahier des charges y annexé; il lui accorde en pleine propriété :

1° des lots de 100 hectares autour de treize de ses factoreries;

2° un lot de 5.365 hectares entre les rivières Kotto, Teré et N'Goudi « dans lequel est comprise la superficie à laquelle la Société pourrait prétendre pour mise en valeur des terres par application de l'article 7 du décret du 16 juillet 1899 et de l'article 8 du cahier des charges y annexé ».

Les villages et les plantations indigènes, ainsi que les routes, chemins et pistes situés dans le périmètre de chacun de ces 14 lots ne pourront sous

aucun prétexte être compris dans la superficie à accorder à la Société.

Nous nous rappelons que la Société des Sultanats du Haut-Oubangui avait obtenu une concession de 14 millions d'hectares; prospère en 1914, les difficultés de son exploitation sur un territoire aussi vaste étaient augmentées « en raison des événements de guerre ». Par la convention du 1^{er} juin 1918, elle fait abandon à la colonie des trois cinquièmes de la concession territoriale qui a été accordée au Congo français par décret en date du 1^{er} septembre 1919 (article premier) et le capital minimum qui lui était imposé par l'art. 2 du même décret est réduit à 3.600.000 fr. (art. 2). Mais les autres dispositions du décret du 1^{er} septembre 1899 et du cahier des charges y annexé lui restent applicables. La Société des Sultanats du Haut-Oubangui reste donc une Société concessionnaire du type 1899, étendant encore son privilège de jouissance temporaire sur une immense superficie de 5.600.000 hectares.

CHAPITRE X

L'accord franco-allemand relatif au Congo
Nos cessions à l'Allemagne
Le traité de Versailles

PARAGRAPHE PREMIER

La genèse : L'inertie française devant les agissements allemands. — Le Consortium congolais.

Nous avons pu déjà apprécier l'indifférence qu'a témoigné de tout temps le Gouvernement métropolitain à notre colonie de l'Afrique équatoriale (1). N'est-ce pas, en effet, soumettre une colonie à un traitement de défaveur que de négliger d'en prendre possession d'une manière effective? Alors que l'Afrique occidentale française se voit protégée par

(1) M. Merlin l'a surnommée à juste titre « notre Cendrillon coloniale ».

12.500 hommes, l'Afrique équatoriale française n'en possède que 5.460, de telle sorte que sur la frontière du Cameroun, de Ouesso au Logone, dans le bassin de la Sangha, dans celui de la Likouala, il n'y a pas un seul tirailleur (2).

Nos voisins du Cameroun, les Allemands, n'hésitèrent pas à tirer parti de cette situation. Il est établi que de 1899 à 1908 sept maisons allemandes ont, sur plus de trois millions d'hectares de nos possessions, « drainé l'ivoire et le caoutchouc », cela au vu et au su d'officiers allemands qui « réquisitionnaient, percevaient et jugeaient » (3), ceci sur la frontière méridionale du Congo et du Cameroun.

Dans le bassin de l'Ivindo et jusqu'à la Guinée espagnole, la situation était la même sur une étendue de territoire de 2.800.000 hectares. Le capitaine Cotte, chef d'une mission chargée de délimiter, de concert avec une mission allemande, la frontière sud du Cameroun, écrivait le 27 juillet 1906 au Commissaire général du Congo français « qu'il fallait prendre des mesures énergiques pour refouler au nord de la frontière les commerçants indécents qui nous ont gravement lésés depuis plusieurs années en se livrant à l'exploitation intensive d'une

(2) M. André Tardieu : *Le Mystère d'Agadir*.

(3) M. André Tardieu : *Le Mystère d'Agadir*.

contrée particulièrement riche en caoutchouc et en ivoire (1) ». Le système de la rafle y était si cyniquement pratiqué qu'un agent allemand conseillait ainsi un de ses collègues : « La situation ne durera pas longtemps, profitez du moment et ramassez ce que vous pourrez. » Ceci a été reconnu non seulement par M. Fourneau, commissaire général par intérim, le 4 août 1906, le Lieutenant Gouverneur du Gabon le 7 septembre 1906, le Ministre des Colonies et le Ministre des Affaires étrangères, mais encore, en 1911, à la Commission du budget, par M. Violette, adversaire avéré des Sociétés concessionnaires.

Il fallait donc agir au plus tôt et le plus énergiquement possible; malheureusement on ne fit rien pour mettre un terme à ce lamentable état de choses; ainsi « nous avons, par notre inertie, notre indifférence, notre négligence, éveillé toutes les convoitises, justifié toutes les espérances de concurrents avisés, laissé prendre à l'Allemagne une hypothèque de fait, ouvert la voie aux exigences qui bientôt allaient se manifester (1) ».

Mais la Compagnie concessionnaire N'Goko Sangha, sur le territoire de laquelle on avait constaté la présence d'environ 35 factoreries allemandes, ne

(1) Cité par M. André Tardieu.

(1) M. André Tardieu, *op. citat.*

pouvait pas se contenter d'une solution négative et laisser passer ces agissements sous silence. Elle saisit de ses justes réclamations le gouvernement métropolitain qui ne fit rien pour sauvegarder ses droits; aussi, de guerre lasse, entreprit-elle de les soutenir devant les tribunaux de Hambourg. Seulement les rapports précis du capitaine Cotte étaient au Ministère des Colonies; ni la Compagnie ni le Ministère des Affaires étrangères n'en reçurent communication; le procès avait donc peu de chances de réussir. De plus, M. Pichon, Ministre des Affaires étrangères, donna à nos compatriotes l'avis très bref de ne pas poursuivre leurs instances.

L'affaire serait donc restée en l'état si la Commission des affaires extérieures de la Chambre des Députés ne s'en était pas émue. En 1908, une Sous-Commission fut chargée d'examiner la situation, et, au mois de décembre, la Commission des Affaires extérieures adopta ses conclusions en ce sens :

a) Le principe de la réclamation de la N'Goko Sangha était justifié par « l'apathie, l'inertie, l'impuissance administrative et gouvernementale ». Nos nationaux devraient être désintéressés. « Par ces motifs, la Commission des Affaires extérieures et coloniales vous propose :

b) « en admettant le principe d'une indemnité pécuniaire à accorder à la N'Goko Sangha en répa-

ration des préjudices subis par elle depuis 1905 au Congo, d'inviter le Gouvernement à le réaliser dans les conditions les plus équitables, soit directement, soit par voie d'arbitrage. »

Quelle attitude allait prendre le Gouvernement devant les desiderata énergiques de la Commission des Affaires extérieures? Qui allait payer l'indemnité? Le Gouvernement français coupable de négligence envers la N'Goko Sangha ou les Allemands coupables d'agissements frauduleux contre cette Société?

Du côté allemand, la Société avait déjà subi un premier insuccès; du côté français la situation se compliquait de ce que la N'Goko avait obtenu l'autorisation de saisir-arrêter 603.000 francs sur les sommes restant dues par la colonie aux maisons anglaises John Holt et Hatton et Cookson. Le peu de faveur dont jouissaient à ce moment-là les Sociétés concessionnaires allait se manifester une fois de plus non seulement par les atermoiements de nos gouvernants, mais encore par l'attitude de l'Administration locale envers la N'Goko Sangha; jusqu'en 1906, rien n'avait été relevé contre elle et les fonctionnaires de la colonie ne lui avaient décerné que des éloges. Au 24 août 1906, le ton change, les rapports administratifs lui sont défavorables et au mois d'avril 1909, le Ministre faisait établir un long mé-

moire relevant tous les griefs dont on la chargeait; les Ligues de protection des indigènes ne tardèrent pas à s'en mêler et le *Courrier européen* publiait contre elle des rapports de fonctionnaires européens à lui communiqués selon toutes probabilités par le Département des colonies.

Le seul moyen de résoudre cette situation délicate était dans l'entente des gouvernements français et allemand; cette entente réunissait beaucoup de suffrages dans les deux pays; l'Allemagne y voyait le moyen d'étendre son influence politique dans l'Afrique centrale et d'y jouir de ses incontestables avantages économiques; quant à la France, elle pensait trouver dans l'exploitation franco-allemande de la frontière Congo-Cameroun un terme à la politique « d'embarras » suscitée tant au Congo qu'au Maroc par l'Allemagne et se faire en même temps de nos voisins d'outre-Rhin de précieux alliés contre la campagne menée en Angleterre par M. Morel et ses amis.

Seulement la question de l'indemnité à verser à la Société N'Goko Sangha restait pleine et entière; son paiement avait pourtant l'avantage de couper court aux doléances de la Société contre les maisons J. Holt, Hatton et Cookson, qui avaient beaucoup inquiété le ministère des Affaires étrangères. « La question passant du domaine du droit dans celui des faits, rien ne s'opposait au contraire à concevoir un

arrangement auquel M. Pichon attachait la plus grande importance (1). »

Quant à la N'Goko Sangha elle-même, sachant l'hostilité des pouvoirs au régime concessionnaire, assurée qu'elle ne trouverait aucun appui au ministère des Colonies, elle sentait qu'elle n'avait rien à perdre et tout à gagner dans une entente amiable. Aussi accepta-t-elle d'écouter les propositions du Gouvernement à la suite desquelles fut signé, le 5 avril 1910 un accord qui enregistrait les engagements de la Compagnie.

Dès le 5 mars les dossiers des parties tendant au règlement de l'indemnité avait été remis au premier président de la Cour des Comptes qui rendait sa décision le 29 avril : l'indemnité demandée par l'arbitre désigné par la Compagnie s'élevait à 12.675.000 francs, celle offerte par l'arbitre désigné par le Gouvernement à 903.000 francs; un surarbitre départageait leurs exigences en fixant le montant de l'indemnité à 2.393.000 francs (2); de plus, la création d'un consortium franco-allemand pouvait fournir à la N'Goko Sangha de précieux avantages

(1) M. André Tardieu, *op. citat.*

(2) A noter que le 20 avril 1910, la Compagnie N'Goko Sangha avait donné mainlevée de la saisie-arrêt de 603.000 francs sur les sommes restant dues aux maisons J. Holt et Hatton et Cookson.

dans l'avenir. Elle consentait donc à entrer dans la combinaison.

Les tractations engagées à Berlin par les gouvernements allemand et français et la N'Goko Sangha aboutirent à un accord comportant constitution d'une Société nouvelle sur une partie du territoire concédé à la Compagnie. Cette Société était française, régie par la loi française, avec son siège social à Paris; le Conseil d'administration était en majorité composé de Français, quant aux questions commerciales, elles devaient être débattues par un Comité de direction établi à Hambourg. Le directeur français était secondé par un inspecteur allemand; enfin la Compagnie apportait son territoire, les Allemands leurs capitaux.

Le 22 mai, le Ministre des Affaires étrangères et le Ministre des Colonies résumaient ainsi les avantages du consortium devant la Commission des Affaires extérieures de la Chambre des Députés :

- a) Mainlevée de la saisie-arrêt de 603.000 francs;
- b) Les relations franco-allemandes s'améliorent à la suite de la formation du consortium;
- c) Le Ministre allemand des Colonies, M. Dernburg, promet d'user de son autorité pour empêcher les commerçants allemands établis sur la frontière de trafiquer en territoire français.

Malheureusement, la Commission des Affaires extérieures apporta une lenteur regrettable à l'examen des projets de statuts, mécontentant les intéressés allemands qui exprimèrent le désir de se retirer de l'affaire. A la suite de l'avis qu'elle formula seulement le 22 novembre, le texte des statuts fut adopté sans modifications importantes par la convention intervenue le 21 décembre 1910 entre le Ministre des Affaires étrangères et l'ambassadeur d'Allemagne.

Tout semblait fini et le consortium définitivement constitué lorsque, le 25 janvier 1911, MM. Briand, Président du Conseil, Pichon, Ministre des Affaires étrangères, Klotz, des Finances, et Morel, des Colonies, informaient la Commission du budget que la sentence arbitrale fixant à 2.393.000 francs l'indemnité à verser à la N'Goko Sangha était nulle, l'Etat et les colonies ne pouvant recourir à l'arbitrage en vertu des articles 83 et 1004 du Code de procédure; ils ajoutaient que, toutefois, le consortium demeurerait le but du Gouvernement; aussi M. Pichon engageait avec l'Allemagne des négociations tendant à créer en territoire allemand (Cameroun) un second consortium contre-partie du premier, avec des capitaux français; pour cela il était de toute nécessité que le premier consortium fût constitué, seulement le paiement de l'indemnité tombant, l'engagement de la N'Goko Sangha tombait aussi. Le 30 mars 1911

M. Messimy, Ministre des Colonies du cabinet Monis, déclarait à la Commission du budget que, non seulement l'indemnité ne serait pas payée, mais encore que le consortium ne serait pas constitué.

Au commencement d'avril, M. Caillaux s'expliquait de cette décision devant la Chambre; à la suite des transformations récentes subies par le régime concessionnaire et la constitution du consortium équivalant à l'octroi d'une grande concession, « le Gouvernement était dans l'impossibilité de consentir le consortium français ».

C'était témoigner beaucoup d'insouciance pour les autres participants au consortium, la N'Goko et l'Allemagne; celle-ci, qui attachait beaucoup d'importance à son extension économique en Afrique, n'allait pas laisser fuir ses espérances sans réclamer quelques compensations, aussi, le 7 juillet 1911, M. de Schoen, Ministre des Affaires étrangères, engageait des négociations avec M. de Selves, Ministre français des Affaires étrangères, qui, dès le 14 juillet, acceptait le principe de cessions congolaises.

Tout d'abord, l'Allemagne demanda le Congo, de la Sangha à la mer, plus un accès au Congo (fleuve), elle proposait en échange le Haut-Cameroun et le Togo; la France offrait la région de l'Oubangui-Chari augmentée soit des îles de la Polynésie, soit de cessions plus étendues dans le territoire de l'Oubangui, mais elle refusait toujours l'accès au Congo.

Le principe d'une « coupure » était mal accueilli en France dans la plupart des milieux coloniaux; seuls, les adversaires du régime concessionnaire en acceptaient le principe : « Si la France se décide à payer certains avantages par des concessions faites à l'Allemagne sur la frontière Congo-Cameroun, qu'elle cède purement et simplement certains territoires (1). » Les négociations traînèrent encore quelques mois et aboutirent à une convention conclue entre la France et l'Allemagne le 4 novembre 1911, convention approuvée par une loi du 13 février 1912.

PARAGRAPHE II

Nos cessions à l'Allemagne.

A la suite de la convention du 4 novembre, l'Allemagne reconnaît le protectorat français sur le Maroc et nous cède entre le Chari et le Lagone un territoire de 1.200.000 hectares.

En échange, la France cède à l'Allemagne des territoires s'étendant sur une superficie de 250.000

(1) M. Félicien Challaye, *L'Humanité*, numéro du 17 juillet 1911.

à 275.000 kilomètres carrés; on peut y distinguer trois grandes régions naturelles :

1° De l'Atlantique à Ouessou et au nord d'Ouessou, la partie comprise entre la Moyenne-Sangha et la Basse-Lobaye.

2° La Basse-Sangha, d'Ouessou jusqu'à Bonga, qui devient allemand.

3° La Haute-Sangha, la Haute-Lobaye et les pays au nord de ces deux fleuves et à l'ouest du Logone.

Les publicistes allemands ont nié à grands cris la valeur des territoires que nous avons cédés; ce sont de vastes marécages sur lesquels vit une population clairsemée et misérable, décimée par la maladie du sommeil; leurs doléances sont trop exagérées pour que l'on en soit dupe.

En effet :

a) La première de ces régions est très riche; on y trouve en abondance les essences à caoutchouc, le palmier à huile et les bois d'œuvre; c'est dans cette région que la Forestière avait obtenu de si heureux résultats.

Puis les Allemands qui n'avaient au Cameroun que des ports peu sûrs acquièrent une très bonne rade à l'embouchure du Rio-Muni et ils enclavent

dans leurs possessions la Guinée espagnole sur laquelle nous avons un droit de préférence dont nous nous sommes dessaisis au profit de l'Allemagne (région du Voleu-N'Tem).

Au nord-est d'Ouessou, le bassin de la Moyenne-Sangha est une contrée pacifiée, salubre et en plein développement; mais le plus important, c'est que ces régions du Voleu-N'Tem, de la Moyenne-Sangha et de la Basse-Lobaye sont couvertes par la forêt équatoriale (100.000 kilomètres carrés d'un seul tenant). Sans doute, on ne peut fonder sur elle à l'heure actuelle que des espérances, mais c'est pour l'avenir une ressource d'une très grande richesse en bois précieux et en bois d'œuvre.

b) La deuxième région, la Basse-Sangha explique à elle seule les doléances allemandes (marécageuse, peu peuplée); seulement elle ouvre par la Sangha accès au Congo. Sa valeur économique ne fait que balancer celle des territoires cédés par l'Allemagne entre le Chari et le Logone.

c) Quant à la troisième région (Haute-Sangha, Haute-Lobaye) elle constitue « un pays pacifié et en pleine exploitation »(1), riche en caoutchouc et en cultures vivrières.

(1) Discours de M. Merlin à l'ouverture du Conseil de gouvernement de l'A. E. F., 2 octobre 1911.

Le caractère inquiétant de ces cessions était qu'à leur suite les possessions allemandes prenaient contact avec le Congo et l'Oubangui.

La ténacité dont avait fait preuve l'Allemagne pour obtenir ces points de contact témoignait des convoitises qu'elle nourrissait au sujet du Congo belge. N'ayant pu obtenir notre dessaisissement du droit de préemption sur le Congo belge (2), elle allait s'efforcer dans l'avenir d'arriver aux mêmes résultats par les procédés qu'elle avait employés dans notre Congo.

Plusieurs Sociétés ont été touchées par la convention, trois passaient en totalité sous la souveraineté allemande : la Société de la Sangha équatoriale, la Société de la Mamberé Sangha et la Compagnie commerciale de colonisation du Congo français; cinq autres y passaient en partie : la Société du Haut-Ogooué, la Compagnie française du Haut-Congo, la Compagnie française de l'Ouhamé-Nana, la Compagnie forestière Sangha-Oubangui et la Compagnie de la N'Goko Sangha; une clause de la convention du 4 novembre 1911 maintenait leur existence.

C'était la seule solution juridique : les contrats

(2) « C'est un droit strictement personnel et nullement négociable. » A. Tardieu, *Le Mystère d'Agadir*.

de concession sont de simples contrats d'exploitation passés par l'Etat, personne morale; les droits acquis par les concessionnaires à la suite de ces contrats, sont des droits privés; or, c'est un principe de droit international que les droits privés doivent être respectés par les puissances qui les acquièrent. C'est ce que traduit l'article 5 de la Convention du 4 novembre; « le Gouvernement allemand est substitué à la République française au regard des Sociétés concessionnaires » et il renvoie à une convention spéciale pour le détail.

Cette convention, du 28 septembre 1912, élaborée par une conférence réunie à Berne le 17 juin 1912, a été approuvée par un décret du 5 octobre 1912, elle règle l'application de ces dispositions (1).

Au terme de l'article premier du titre I elle a pour objet de préciser les conditions dans lesquelles le Gouvernement allemand se trouve substitué au Gouvernement français « dans les avantages, droits et obligations résultant pour celui-ci des actes par lesquels il a accordé des concessions sur les territoires qui passent en totalité ou en partie sous la souveraineté allemande. »

(1) Décret du 5 octobre 1912 approuvant la déclaration relative à la délimitation de la frontière entre l'A. E. F. et le Cameroun, signée à Paris le 28 septembre 1912, entre la France et l'Allemagne.

« Elle est déclarative de droits acquis et non constitutive de droits nouveaux; en conséquence, les concessionnaires ne pourront en aucun cas prétendre envers le Gouvernement allemand à des droits plus étendus que ceux dont ils jouissaient envers le Gouvernement français. »

Les limites territoriales des concessions passant sous la souveraineté allemande ne seront pas changées; elles resteront en droit des Sociétés françaises ayant l'aptitude juridique nécessaire pour fonctionner en territoire allemand par suite de l'adhésion du Gouvernement allemand aux décrets de concession, cahier des charges et conventions qui les régissent (art. 2 et 3).

Le Gouvernement français remettra au Gouvernement allemand tous les documents relatifs aux Sociétés concessionnaires; à ce sujet, l'article 4 indique « le désir du Gouvernement français que ces documents, tout en conservant vis-à-vis du Gouvernement allemand le caractère qu'ils avaient vis-à-vis du Gouvernement français, servent de règle générale au Gouvernement allemand dans l'application des décrets, cahiers des charges et conventions dans lesquels il est substitué au Gouvernement français (1).

(1) Tous ces documents devaient être communiqués au Gouvernement allemand le plus tôt possible, en tout cas, avant le 1^{er} janvier 1913.

Aux termes de l'article 7, le Gouvernement allemand prend acte de ce que les terrains réservés aux indigènes n'ont pas été délimités et de l'arrêté du Commissaire général du Gouvernement au Congo français y relatif en date du 9 octobre 1903.

Les réclamations formulées par les concessionnaires pour des faits antérieurs au 12 mars 1912 seront connues par le seul Gouvernement français (art. 8).

Telles sont les dispositions générales relatives aux Sociétés concessionnaires.

Puis, dans les titres suivants, sont les dispositions relatives aux grandes concessions passant en totalité sous la souveraineté allemande, à celles y passant seulement en partie, et enfin aux petites concessions de 10.000 hectares et au-dessous.

Les Sociétés concessionnaires passant en totalité sous la souveraineté allemande « demeurent soumises aux dispositions des décrets et cahiers des charges dont elles tiennent leurs droits ».

L'article 10 abroge les dispositions relatives à la nationalité des présidents et des membres du Conseil d'administration; il spécifie que les administrateurs de la Mambéré Sangha devront tous être Allemands ou Français. Pour les deux autres Sociétés, le nombre des administrateurs qui ne seraient ni Allemands, ni Français, ne pourra excéder le quart

du Conseil d'administration, leurs présidents ou vice-présidents devront être Français ou Allemands.

Si les trois quarts du capital social sont constitués par des actionnaires allemands, la même proportion devra être observée dans le nombre des membres du Conseil d'administration qui devront être Allemands pour les trois quarts, le président et le vice-président seront choisis parmi eux et le principal établissement de la Société devra être transféré en Allemagne (art. 10).

C'est aux Sociétés elles-mêmes qu'incombera le soin de se mettre en règle avec les prescriptions de l'article 10 (art. 11).

Dans un délai maximum de six ans, elles devront, au fur et à mesure des vacances, remplacer les agents français par des agents allemands (art. 12), et dans le délai d'un mois après la signature de la présente convention, le Gouvernement français devra transmettre au Gouvernement allemand les cautionnements des trois Sociétés ou les titres les représentant (art. 13).

Enfin (art. 16), le Gouvernement français s'engage à ne formuler aucune objection si les Sociétés, à raison de leur exploitation ou de leur situation, désirent se transformer en Société allemandes.

Toutes ces dispositions sont très judicieuses et procèdent du désir de ne pas brusquer le change-

ment de nationalité des Sociétés : c'est, au contraire une évolution lente qui y présidera.

La présente convention évalue ainsi les parties du territoire cédées à l'Allemagne des Sociétés sectionnées par les frontières nouvelles :

Société du Haut-Ogooué : 0,018; Compagnie française du Haut-Congo, 0,121; Compagnie française de l'Ouhamé-Nana : 0,45; Compagnie forestière Sangha-Oubangui : 0,59; Compagnie de la N'Goko Sangha : 0,846 (art. 17).

Ces cinq Sociétés demeurent en principe soumises aux prescriptions des décrets de concession, cahier des charges et conventions dont elles tiennent leurs droits, sauf certaines modifications de détail.

Les dispositions relatives aux institutions et autorités allemandes, aux présidents, vice-présidents, membres du Conseil d'administration et à leurs agents sont les mêmes que celles s'appliquant aux grandes concessions dont le territoire passe en totalité sous la souveraineté allemande, mais seulement dans la mesure où le Gouvernement allemand est substitué au Gouvernement français comme autorité concédante. Cependant, le Conseil d'administration de la Compagnie N'Goko Sangha, dont la concession passe en majeure partie sous la souveraineté allemande, ne devra être composée que de Français ou d'Allemands (art. 19, 20, 21, 22, 23).

Aux termes de l'article 24, le représentant dans chaque colonie, de chacune des Sociétés concessionnaires devra être agréé par les deux Gouvernements; chacun de ceux-ci pourra après avis du Gouvernement, exiger son remplacement pour un motif d'intérêt public, la Société concessionnaire entendue.

Si la Société a deux représentants, un pour la partie française, l'autre pour la partie allemande, ils seront agréés par chacun des deux Gouvernements pour le territoire soumis à sa souveraineté.

Le Gouvernement français remettra au Gouvernement allemand la partie du cautionnement des Sociétés proportionnellement aux territoires cédés (art. 25).

De même, les redevances fixes versées à chaque Gouvernement seront proportionnées aux parties de territoire placées sous l'une et l'autre souveraineté (art. 26).

L'article 27 intéresse spécialement la Compagnie forestière Sangha-Oubangui qui tient ses droits de la convention du 13 juin 1910 : les redevances proportionnelles de cette Société seront versées à chaque Gouvernement dans les conditions prévues par ladite convention; seulement ces redevances seront calculées non pas sur l'étendue des territoires placés sous l'une ou l'autre souveraineté, mais d'après la valeur économique de ces territoires : cette va-

leur sera appréciée chaque année d'après la valeur totale des produits qui en seront exportés, valeur fixée d'après la mercuriale établie annuellement d'un commun accord entre le Gouverneur général de l'A. E. F. et le gouverneur du Cameroun. « Toutefois, il sera prélevé par le Gouvernement français, avant ce partage, une somme représentant la part de 15 0/0 du revenu afférente à l'intérêt des réserves constituées par prélèvement sur les bénéfices par la Compagnie forestière à la clôture de l'exercice 1911; cette somme, qui ne dépassera pas 15.000 francs, sera fixée d'un commun accord par les deux Gouvernements sur le vu des comptes de la Société pour l'exercice 1911; elle sera réduite ou supprimée si les réserves qui y donnent lieu sont elles-mêmes réduites ou supprimées.

Si on liquide les Sociétés autres que la Forestière, la part éventuellement attribuée à l'autorité concédante sera perçue par chacun des deux Gouvernements proportionnellement aux superficies des territoires concédés placés sous leurs souveraineté respectives (art. 28).

Au cas de liquidation de la Forestière, le Gouvernement français prélèvera sur les sommes attribuées à l'autorité concédante une somme égale à vingt fois le montant du prélèvement à opérer d'après les dispositions de l'article 27. Le surplus sera partagé entre les deux Gouvernements d'après

la moyenne de répartition des exercices écoulés depuis 1912 inclusivement, ou, si l'exploitation a duré plus de dix années, d'après la moyenne des dix derniers exercices.

Les Sociétés, soit sur territoires français, soit sur territoires allemands, devront observer les clauses du cahier des charges relatives aux replantations de caoutchouc proportionnellement aux superficies placées sous chacune des souverainetés (art. 31).

Le Gouvernement français communiquera au Gouvernement allemand tous les renseignements techniques concernant l'exploitation des territoires cédés, « notamment en ce qui concerne l'aménagement des lots forestiers, de manière à éviter dans la plus large mesure possible qu'il soit porté atteinte à l'unité des territoires concédés » (art. 34).

PARAGRAPHE III

Le Traité de Versailles du 28 Juin 1919.

L'Allemagne n'aura pas joui longtemps des avantages obtenus par elle en Afrique équatoriale; l'élan magnifique de tout un peuple a lavé les effets de notre politique de faiblesse d'avant l'accord du 4 novembre 1911 et, après plusieurs années d'une guerre sans précédents, les territoires cédés rentrent sous notre souveraineté. encore ainsi n'aura pas été vain le sacrifice des meilleurs.

L'article 125 du traité de paix signé à Versailles le 28 juin 1919 dit :

« L'Allemagne renonce à tous droits issus des conventions et arrangements passés avec la France le 4 novembre 1911 et le 28 septembre 1912 relativement à l'Afrique équatoriale. Elle s'engage à verser au Gouvernement français, suivant l'évaluation qui sera présentée par ce gouvernement et approuvée par la Commission des réparations, tous les cautionnements, ouvertures de compte, avances, etc., réalisés en vertu de ces actes au profit de l'Allemagne. »

Ainsi donc est effacé le traité douloureux du 4 novembre 1911 et nous recouvrons intégralement les territoires cédés.

Nous n'avons pas à l'heure actuelle de données précises sur les conséquences des stipulations de cet article, il assure également le règlement définitif de tous les comptes restés en suspens entre la France et l'Allemagne; d'autre part, en ce qui concerne les concessions se trouvant sur le territoire faisant retour à la France, il précise le versement au Gouvernement français de tous cautionnements, ouvertures de comptes, avances réalisées en vertu des accords des 4 novembre 1914 et du 28 septembre 1912 au profit de l'Allemagne.

Rien n'a été dit des conventions qu'ont pu passer les Sociétés concessionnaires avec l'Allemagne pen-

dant les années qu'elles ont été sous sa souveraineté : nul doute qu'elles ne soient opposables au Gouvernement français et qu'intervienne la solution adoptée le 4 novembre 1911 par application de ce même principe de droit international que les droits privés doivent être respectés par les puissances qui les acquièrent.

Cependant l'affaire de la N'Goko Sangha a eu son écho à la Chambre des Députés : dans la séance du 4 octobre 1919, M. Violette, prenant texte de l'article 124 du traité de paix (1) qui met à la charge de l'Allemagne les dommages dont elle est responsable et dont particulièrement la N'Goko Sangha a eu à souffrir sur les confins du Cameroun, a demandé qu'on ne fasse payer à l'Allemagne que ce qui est réellement dû à cette Société : pour cela, l'évaluation arrêtée par le Gouvernement sera portée devant la Commission des réparations pour demander à l'Allemagne de remplir ses obligations.

(1) Art. 124. — L'Allemagne prend à sa charge, suivant l'évaluation qui sera présentée par le Gouvernement français et approuvée par la Commission des réparations, la réparation des dommages subis par les ressortissants français dans la colonie du Cameroun ou dans la zone frontière, du fait des actes des autorités civiles et militaires allemandes pendant la période qui s'étend du 1^{er} janvier 1900 au 1^{er} août 1914.

CONCLUSION

Plus de vingt ans se sont écoulés depuis l'instauration au Congo français du régime concessionnaire; fut-ce « une erreur ou une nécessité »? Les réponses ont changé avec les années: en 1899 on était mal venu de nier ses avantages; en 1908 un tolle général s'élevait contre lui.

Il est pénible de constater que ce brusque revirement a été la conséquence des protestations intéressées de deux maisons étrangères et à des articles virulents de publicistes français; la confiance publique les a suivis; il avait été question d'humanité, il n'en fallait pas davantage. D'ailleurs, c'était à la louange du grand public français qui s'est toujours élevé et s'élèvera toujours contre l'oppression des faibles; il n'eut que le tort de crier haro sur les Sociétés concessionnaires sans avoir été au fond des choses.

Nous savons quelle était la torpeur économique qui pesait sur nos possessions équatoriales en 1899; elles étaient le poids mort de notre domaine coloniale puisque rien n'y était fait pour leur mise en valeur. On recourut alors au régime concessionnaire pour changer ce lamentable état.

Les premières critiques vinrent des socialistes, qui ne pardonnèrent jamais au gouvernement d'avoir confié la mise en valeur des immenses territoires congolais à des Sociétés de capitaux et M. Challaye ne dissimulait pas cet état d'âme en déclarant que l'on aurait dû accorder la mission civilisatrice confiée aux Sociétés à de simples particuliers, qui, comme l'ont été les Sociétés, auraient été tenus de respecter les clauses des contrats passés entre eux et le gouvernement.

Certes c'était une solution, mais une solution purement théorique. Les Français sont peu colonisateurs; quelques-uns auraient peut-être fondé des établissements dans la région côtière, mais très rares auraient été ceux qui se seraient aventurés dans le Moyen-Congo et surtout dans l'Oubangui-Chari. En admettant qu'ils se soient expatriés en grand nombre, comment l'Administration aurait-elle pu contrôler leurs agissements? Leur surveillance aurait été, semble-t-il, purement illusoire. Ensuite les difficultés auxquelles ils se seraient heurtés auraient brisé infailliblement toutes les

ressources de leur activité, car, ne possédant pas les capitaux importants des Sociétés, ils n'auraient pas pu procéder aux travaux de recherches auxquels elles se sont livrées dans la période de début.

Donc c'était à des Sociétés anonymes possédant des capitaux importants qu'il fallait recourir; nous ne pouvions pas retarder davantage la mise en valeur du Congo; il nous avait, il est vrai, fort peu coûté, mais ce n'était pas une raison pour négliger de tirer parti de ses immenses richesses; le régime concessionnaire a eu l'avantage d'y jeter un capital d'exploitation que l'on peut évaluer à une cinquantaine de millions : pourra-t-on nier que sans cet appoint de capitaux « qu'aucune source n'était à même de fournir, jamais notre Afrique équatoriale française n'aurait pu « démarrer » quelle qu'eût pu être la valeur d'efforts individuels isolés. De semblables vérités ont-elles même besoin d'être énoncées (1). »

Leur opportunité était contestable sur le littoral, mais tout autre était le cas pour le Moyen-Congo l'Oubangui-Chari. « Quelle serait actuellement la situation économique et commerciale de cette partie du pays si les décrets de 1899 n'y avaient pas attiré les capitaux des Sociétés concessionnaires? »

(1) Rondet-Saint : *L'Afrique équatoriale française*, Paris 1912.

Elles y ont créé un matériel considérable de navigation fluviale et elles ont assuré les frais de ce matériel parce qu'elles tenaient des textes même la certitude de ne pas être troublées dans leurs opérations par des commerçants sans scrupules; il est infiniment regrettable que quelques-unes l'aient été par le démembrement momentané de nos possessions équatoriales.

Toutes l'ont été par une cause plus profonde, la crise du caoutchouc : dès 1904, l'annonce de l'arrivée sur le marché de grandes quantités de caoutchouc provenant des plantations de Ceylan, Java et Sumatra amenèrent la baisse des cours, baisse qu'accentua encore, en 1907, la crise monétaire des Etats-Unis, une grève fort longue à Akron, centre principal de la fabrication automobile des Etats-Unis, et la faillite des négociants en caoutchouc les plus importants de New-York. Cette crise continua d'être exploitée dans certains milieux financiers et pour n'avoir maintenant qu'un caractère artificiel, elle n'en existe pas moins à l'heure actuelle; mais il est permis de présumer qu'elle ne durera pas, que les caoutchoucs de notre Afrique équatoriale dits « de cueillette », plus denses que les caoutchoucs de plantation, pourront les concurrencer victorieusement.

N'oublions pas, d'ailleurs, que le caoutchouc n'est pas la seule richesse de notre colonie; nous avons

énuméré toutes les richesses qu'elle met à la disposition de notre activité. Ce serait de notre part un crime de ne pas les exploiter, au moment où nous nous heurtons aux difficultés économiques les plus grandes, où il nous apparaît de plus en plus que nous ne pouvons compter que sur nous-même.

Nous devons donc faire appel à toutes les bonnes volontés, protéger l'exploitation des Sociétés concessionnaires, fournir aux entreprises individuelles les moyens de réussir où elles le peuvent et pour cela doter notre Afrique équatoriale d'un outillage économique répondant à ses besoins les plus urgents. A ce sujet, rappelons qu'une loi du 13 juillet 1914 autorisait le Gouvernement général de l'A. E. F. à contracter un emprunt de 171 millions de francs pour construction de chemins de fer et travaux d'aménagement et installations ; souhaitons que son effet suspendu par la guerre ne le soit pas plus longtemps et que les travaux prévus soient entrepris le plus rapidement possible.

Ces travaux sont les suivants :

1° Construction de voies ferrées de Brazzaville à la Côte, de N'Djolé à Kandjama et de Bangui à Fort-Crampell;

2° Aménagement de ports et de rades sur la côte maritime de l'Ogooué, des ports du Gabon et de

ports fluviaux; amélioration de la navigabilité du Congo, de l'Oubangui, du Chari;

3° Installations administratives et constructions de réseaux électriques et radio-électriques.

4° Achats de glisseurs à hélices et de voitures à hélices.

Tous ces travaux, tous ces achats étaient, ne l'oublions pas, prévus avant que nous n'ayons recouvré l'intégralité de notre domaine équatorial; peut-être seront-ils insuffisants dans un avenir assez rapproché, mais leur réalisation rapide n'en permettra pas moins à notre « Cendrillon coloniale », secondée par les commerçants libres et par les Sociétés concessionnaires, d'aller vers l'avenir de prospérité qu'avait espéré pour elle celui qui l'aimait tant, Savorgnan de Brazza.

Vu :

Le Président de Thèse,
P. LESEUR.

Vu :

Le Doyen,
F. LARNAUDE.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur
de l'Académie de Paris,
L. POINCARÉ.

BIBLIOGRAPHIE

BRUEL. — « Le Congo français au point de vue économique ». Paris, 1905.

Bulletin du Comité de l'Afrique française.

CHALLAYE (Félicien). — « Le Congo français »
(*Cahiers de la Quinzaine*, 25 février 1906.)

— « Le Congo français; la Question internationale du Congo ». Paris, 1909.

COTTES (Capitaine). — « La Mission Cottes au Sud-Cameroun (1905-1908) ». Paris, 1911.

CUVILIER-FLEURY (Henry). — « La mise en valeur du Congo français ». Paris, 1904.

CUVILIER-FLEURY (Robert). — « La main-d'œuvre dans les colonies de l'Afrique occidentale française et du Congo ». Paris, 1907.

FORESTIÈRE. — (Compagnie forestière Sangha-Ou-bangui). — « Ses origines, ses méthodes, ses résultats, ses aspirations ». Paris, 1912.

— « Travaux d'aménagement forestier; recherches sur les meilleurs procédés. Paris, 1912.

GIRAULT (A.) — « Principes de colonisation et législation coloniale ».

Journal officiel de la République française.

Journal officiel du Congo français.

Journal officiel de l'Afrique équatoriale française.

Journaux quotidiens : *Le Temps, L'Humanité, Le Rappel.*

LEFÉBURE (Jules). — « Le Régime des concessions au Congo français ». Paris, 1904.

LEROY-BEAULIEU (P.). — « De la Colonisation chez les peuples modernes ».

LESEUR. — Cours professé à la Faculté de droit de Paris (année 1911-1912).

MILLE (Pierre). — « Au Congo belge ». Paris, 1899.

MILLE (Pierre), CHALLAYE (Félicien). — « Les deux Congo devant la Belgique et devant la France » (*Cahiers de la Quinzaine*, 22 avril 1906.)

MOREL (Edmond). — « Problèmes de l'Ouest-Africain » ; traduit par A. Duchêne, chef de bureau de l'Afrique au Ministère des Colonies. (*Revue coloniale*.)

Quinzaine Coloniale (La).

Rapports parlementaires : Chambre des députés. Rapport Amiard. Annexe au procès-verbal de la séance du 30 janvier 1914. N° 3455. — Chambre des députés. Rapport René Besnard. Annexe n° 6655.

Recueil de législation et de jurisprudence coloniale.

RENARD (Capitaine). — « La Colonisation au Congo français ». Paris, 1901.

RICHET (Etienne). — « Notre œuvre au Congo. Paris, 1911.

RONDET-SAINT. — « L'Afrique équatoriale française », Paris, 1912.

ROUGET (Fernand). — « L'expansion coloniale au Congo français ». Paris, 1906.

TARDIEU (André). — « Le Mystère d'Agadir ». Paris, 1912.

UNION CONGOLAISE (Rapports de l'). — « Rapport d'ensemble sur les opérations des Sociétés concessionnaires 1899-1904 ». — « Les Sociétés concessionnaires du Congo français depuis 1905 ».

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS	7
INTRODUCTION	9
CHAPITRE PREMIER. — Le Congo français avant l'instauration du régime concessionnaire .	13
PARAGRAPHE PREMIER. — <i>Aperçu géographique et économique. — Inaptitude des populations indigènes à l'exploitation de ses richesses.</i>	13
PARAGRAPHE 2. — <i>Le commerce libre au Congo avant le régime concessionnaire</i>	17
CHAPITRE II. — L'instauration du régime conces- sionnaire au Congo français en 1899 . .	21
PARAGRAPHE PREMIER. — <i>Mouvement d'opinion en faveur du régime. — Ses précédents</i> . .	21
PARAGRAPHE 2. — <i>Les Sociétés concessionnaires existant au Congo français avant les décrets du 28 mars 1899 : Compagnie propriétaire du Kouilou-Niari et Société du Haut-Ogooué.</i>	26

	Pages
CHAPITRE III. — Les concessions de 1899. . .	41
PARAGRAPHE PREMIER. — <i>Constitution des Sociétés concessionnaires</i>	44
PARAGRAPHE 2. — <i>Nature des droits consentis.</i>	45
PARAGRAPHE 3. — <i>Charges imposées aux Sociétés</i>	49
PARAGRAPHE 4. — <i>Rapport des Sociétés avec l'Administration</i>	55
PARAGRAPHE 5. — <i>Inexécution par les Sociétés des charges imposées. — Sanctions.</i>	57
CHAPITRE IV. — Difficultés d'application du régime créé au Congo en 1899	61
PARAGRAPHE PREMIER. — <i>Les réserves indigènes.</i>	65
PARAGRAPHE 2. — <i>La main-d'œuvre au Congo.</i>	71
PARAGRAPHE 3. — <i>L'impôt indigène</i>	87
CHAPITRE V. — La situation des Sociétés concessionnaires au début de 1905	93
CHAPITRE VI. — La campagne anglaise contre nos Sociétés concessionnaires au Congo .	103
CHAPITRE VII. — La campagne française contre les Sociétés concessionnaires	117
CHAPITRE VIII. — L'œuvre des Sociétés concessionnaires depuis 1904	133

CHAPITRE IX. — Le remaniement du régime concessionnaire : les fusions, les résilia- tions	145
PARAGRAPHE PREMIER. — <i>Les fusions : la Com- pagnie forestière Sangha-Oubangi, la Com- du Kouango français</i>	145
PARAGRAPHE 2. — <i>Les résiliations</i>	158
CHAPITRE X. — L'accord franco-allemand relatif au Congo : nos cessions à l'Allemagne. — Le traité de Versailles	167
PARAGRAPHE PREMIER. — <i>La genèse : l'inertie française devant les agissements allemands ; le Consortium congolais</i>	167
PARAGRAPHE 2. — <i>Nos cessions à l'Allemagne</i>	177
PARAGRAPHE 3. — <i>Le traité de Versailles du 28 juin 1919</i>	188
CONCLUSION	191
BIBLIOGRAPHIE	197



